



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 30 mai 1953

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, May 30th, 1953

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

- 1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.
- 2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.
- 3° Spécifier le nombre d'insertions.
- 4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.
- 5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.
- 6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.
- 7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.
2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.
3. Specify the number of insertions.
4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.
5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.
6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.
7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
33898 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per ear

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
33898 — 1-52

Lettres patentes

Abattoirs Desrochers Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du dix-sept avril 1953, constituant en corporation: J.-Eugène Desrochers, commerçant, Eva Laramée Desrochers, ménagère, épouse de Eugène Desrochers, Vincent Desrochers, commerçant, tous trois de la paroisse de Saint-Esprit district judiciaire de Joliette, pour les objets suivants:

Faire l'abattage et la classification, et faire le commerce de tous les animaux en général, ainsi que des volailles et des œufs, sous le nom de "Abattoirs Desrochers Ltée", avec un capital de \$100,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 700 actions privilégiées de \$100 chacune.

Letters Patent

Abattoirs Desrochers Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of April, 1953, incorporating: J. Eugène Desrochers, dealer, Eva Laramée Desrochers, housewife, wife of Eugène Desrochers, Vicent Desrochers, dealer, all three of the Parish of "Saint-Esprit", judicial district of Joliette, for the following purposes:

To slaughter and classify, and deal in live-stock generally, as well as fowl and eggs, under the name of "Abattoirs Desrochers Ltée", with a capital stock of \$100,000, divided into 300 common shares of \$100 each and into 700 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Esprit, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903-o L. DÉSILETS.

Arga Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt avril 1953, constituant en corporation: Arsène Ménard, Gaston Lachapelle, industriels, Marcel Lamoureux, voyageur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles et de placements; agir comme compagnie de contrôle, sous le nom de "Arga Corporation;" avec un capital de \$100,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903-o L. DÉSILETS.

The head office of the company will be at Saint-Esprit, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903 Deputy Attorney General.

Arga Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date April twentieth, 1953, incorporating: Arsène Ménard, Gaston Lachapelle industrialists, Marcel Lamoureux, traveller, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a Real Estate and Investment Company, to operate as a holding company, under the name of "Arga Corporation", with a capital stock of \$100,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903 Deputy Attorney General.

**Association de Ski Nautique de Montréal
Montreal Water Ski Association**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-trois avril 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Rosaire Dufresne, marchand, Pierre Beaudin vendeur, Gilles Boissonneault, étudiant e.e.d., tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir l'avancement du ski nautique, sous le nom de "Association de Ski Nautique de Montréal"—"Montreal Water Ski Association",

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903-o L. DÉSILETS.

**Association de Ski Nautique de Montréal
Montreal Water Ski Association**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with Section 2, Chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-third day of April 1953, to incorporate as a corporation without capital stock: Rosaire Dufresne, merchant, Pierre Beaudin, salesman, Gilles Boissonneault, law student, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To further the advancement of water skiing, under the name of the "Association de Ski Nautique de Montréal"—"Montreal Water Ski Association".

The amount to which the value of immovable property which the corporation may hold is to be limited, si \$20,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-third day of April 1953.

L. DÉSILETS,
34903 Deputy Attorney General.

Automotive General Supplies Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-septième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Robert Harold Earle Walker, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Roger-Louis Beaulieu, avocat, tous deux de la cité de Montréal, Charles Alexander Phelan, avocat de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Automotive General Supplies Co. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the seventeenth day of April, 1953, incorporating: Robert Harold Earle Walker, advocate and Queen's Counsel, Roger-Louis Beaulieu, advocate, both of the city of Montreal, Charles Alexander Phelan, advocate, of Westmount, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes d'automobiles, moteurs, machines et tous appareils ou machineries électriques et autres à l'usage du gaz ou de la réfrigération, sous le nom de "Automotive General Supplies Co. Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du Bureau du Procureur général, ce dix-septième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,

34903

L. DÉSILETS.

To manufacture and deal in all kinds of automobiles, motors, machines, and all electrical, gas or refrigerating apparatus or machinery, under the name of "Automotive General Supplies Co. Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventeenth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,

34903-o

Deputy Attorney General.

Baie Comeau Transport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt et unième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Gilles Rouleau, avocat, Maurice Carpentier, commis, Bérange Vignolas, secrétaire, tous de Baie Comeau, district judiciaire du Saguenay, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de camionnage et transport des marchandises, articles et effets sous le nom de "Baie Comeau Transport Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 action privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Baie Comeau, district judiciaire du Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt et unième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,

34903

L. DÉSILETS.

Baie Comeau Transport Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-first day of April, 1953, incorporating: Gilles Rouleau, lawyer, Maurice Carpentier, clerk, Bérange Vignolas, secretary, all of Baie Comeau, in the judicial district of Saguenay, for the following purposes:

To carry on generally the business of trucking and transporting goods, wares and merchandise, under the name of "Baie Comeau Transport Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Baie Comeau, in the judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-first day of April, 1953.

L. DÉSILETS,

34903-o

Deputy Attorney General.

Bisson et Bisson Compagnie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt et un avril 1953, constituant en corporation: Charles-Christophe Taschereau, avocat, c.r., de Val d'Or, Philippe Bisson, et Arthur Bisson, commerçants de bois, tous deux de Pascalis, tous du district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bois, sous le nom de "Bisson et Bisson Compagnie Limitée", avec un capital de \$60,000, divisé en 600 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pascalis, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un avril 1953.

L'Assistant-procureur général,

34903-o

L. DÉSILETS.

Bisson et Bisson Compagnie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-first day of April 1953, incorporating: Charles-Christophe Taschereau, advocate, Q.C., of Val d'Or, Philippe Bisson, and Arthur Bisson, lumber merchants, both of Pascalis, all of the judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To carry on a lumber business, under the name of "Bisson et Bisson Compagnie Limitée", with a capital stock of \$60,000, divided into 600 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Pascalis, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-first day of April 1953.

L. DÉSILETS,

34903

Deputy Attorney General.

C. & A. Anber & Sons Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatorzième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Charles-H. Desjardins, Edward G. Tannage, avocats, Jeannette Desjardins, sté-

C. & A. Anber & Sons Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fourteenth day of April, 1953, incorporating: Charles-H. Desjardins, Edward G. Tannage, advocates, Jeannette Desjardins, stenographer, unmarried, Allan G.

nographe, célibataire, Allan G. Anber, marchand, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands de marchandises sèches, vêtements, menus articles et nouveautés, sous le nom de "C. & A. Anber & Sons Limited", avec un capital de \$175,000, divisé en 1,750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903 L. DÉSILETS.

Caprice Hosiery Mills Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatorzième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Nathan Levitsky, Boris Garmaise, avocats, Rose Markis, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises entièrement ou partiellement fabriqués de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre et leurs sous-produits, sous le nom de "Caprice Hosiery Mills Ltd.", avec un capital de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903 L. DÉSILETS.

Castle & Son Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du seizième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, Clifford George Meek, teneur de livres, Cecil Bruce Cooke, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de travailleurs de bois, ébénistes, travailleurs de métaux, peintres, rembourreurs, polisseurs et décorateurs d'intérieurs et d'extérieurs, sous le nom de "Castle & Son Ltd.",

Le capital-actions autorisé de la compagnie consistera en 2,000 actions sans valeur nominale ou au pair;

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903 L. DÉSILETS.

**Club de Baseball de Valleyfield Incorporé
Valleyfield Baseball Club Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Anber merchant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as dealers in dry goods, clothing, small-wares and novelties, under the name of "C. & A. Anber & Sons Limited", with a capital stock of \$175,000, divided into 1,750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903-o Deputy Attorney General.

Caprice Hosiery Mills Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fourteenth day of April, 1953, incorporating: Nathan Levitsky, Boris Garmaise, attorneys, Rose Markis, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products, under the name of "Caprice Hosiery Mills Ltd.", with a capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of a par value of \$100 each and 500 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903-o Deputy Attorney General.

Castle & Son Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the sixteenth day of April 1953, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, Clifford George Meek, bookkeeper, Cecil Bruce Cooke, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of woodworkers, cabinet makers, metal workers, painters, upholsterers, polishers and interior and exterior decorators, under the name of "Castle & Son Ltd.",

The authorized capital stock of the company shall consist of 2,000 shares without nominal or par value;

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this sixteenth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903-o Deputy Attorney General.

**Club de Baseball de Valleyfield Incorporé
Valleyfield Baseball Club Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du dix-sept avril 1953, constituant en corporation: Leahy Lefebvre, garagiste, Lucien Leduc, marchand, Jean Malouin, gérant d'Hôtel, tous de Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois, pour les objets suivants:

Promouvoir des événements sportifs en la cité de Valleyfield, et spécialement des joutes de baseball, sous le nom de "Club de Baseball de Valleyfield Incorporé" — "Valleyfield Baseball Club Incorporated", avec un capital de \$10,000, divisé en 400 actions de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903-o L. DÉSILETS.

Corporate Holdings Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-huitième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Moses Moscovitch, Ben Schechter, tous deux avocats, Margaret McMartin, commis, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille et de placements sous le nom de "Corporate Holdings Limited", avec un capital de \$300,000, divisé en 4500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 500 actions privilégiées, série "A", d'une valeur au pair de \$10 chacune, 1750 actions privilégiées, série "B", d'une valeur au pair de \$100 chacune, 1500 actions privilégiées, série "C", d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903 L. DÉSILETS.

Desgagné & Boileau Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du dix-sept avril 1953, constituant en corporation: Paul Boileau, Paul-Marie Côté, Léonce Desgagné, tous trois architectes, Jean-Julien Fortin, ingénieur civil, Ernest Dauphinais, ingénieur, Jacques Tessier, ingénieur forestier, tous de Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire commerce d'ameublements de maison, de bureau, sous le nom de "Desgagné & Boileau Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903-o L. DÉSILETS.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of April 1953, incorporating: Leahy Lefebvre, garage-keeper, Lucien Leduc, merchant, Jean Malouin, Hotel Manager, all of Valleyfield, judicial district of Beauharnois, for the following purposes:

To promote sports in the city of Valleyfield, and especially baseball games, under the name of "Club de Baseball de Valleyfield Incorporé" — "Valleyfield Baseball Club Incorporated", with a capital stock of \$10,000, divided into 400 shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1953.

L' DÉSILETS,
34903 Deputy Attorney General.

Corporate Holdings Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eighteenth day of April, 1953, incorporating: Moses Moscovitch, Ben Schechter, both advocates, Margaret McMartin, clerk, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business of a holding and investment company, under the name of "Corporate Holdings Limited", with a capital stock of \$300,000, divided into 4500 shares of the par value of \$10 each, 500 class "A" preferred shares of the par value of \$10 each, 1750 Class "B" preferred shares of the par value of \$100 each, 1500 Class "C" preferred shares of the par value of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903-o Deputy Attorney General.

Desgagné & Boileau Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of April, 1953, incorporating: Paul Boileau, Paul-Marie Côté, Léonce Desgagné, all three architects, Jean-Julien Fortin, civil engineer, Ernest Dauphinais, engineer, Jacques Tessier, forestry engineer, all of Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal in household and office furniture, under the name of "Desgagné & Boileau Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903 Deputy Attorney General.

Développement Immobilier Montréal-Nord Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-huit avril 1953, constituant en corporation: Almanzor Laberge, comptable, Louise Normandeau, sténographe, tous deux de la cité de Montréal, et Gontran Daoust, comptable, de St-Vincent-de-Paul, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'agents d'immeubles, sous le nom de "Développement Immobilier Montréal-Nord Ltée", avec un capital de \$100,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903-o L. DÉSILETS.

Eastern Townships Vending Co., Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-huitième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Guy Blanchette, Jean-L. Péloquin, avocats, Lucienne Gosselin, secrétaire, de la cité de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à vendre ou disposer de machines, machinerie, pièces s'y rapportant, accessoires, instruments, dispositifs, fournitures, attaches et outillage, sous le nom de "Eastern Townships Vending Co., Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1412 ouest, rue King, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903 L. DÉSILETS.

Gama Motion Picture Productions Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-trois avril 1953, constituant en corporation: Jean-Paul Massicotte, André Daviault, avocats, Simone Dansereau, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et l'industrie de la réalisation, de la distribution et de la représentation des œuvres du théâtre, de la cinématographie, de la radiodiffusion, de la télévision et de la publicité, sous le nom de "Gama Motion Picture Productions Corporation", avec un capital de \$150,000, divisé en 1,500 actions de \$100 chacune.

Développement Immobilier Montréal-Nord Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of April 1953, incorporating: Almanzor Laberge, accountant, Louis Normandeau, stenographer, both of the city of Montreal, and Gontran Daoust, accountant, of St-Vincent-de-Paul, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate as Real Estate Agents, under the name of "Développement Immobilier Montréal-Nord Ltée", with a capital stock of \$100,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and into 800 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal-North, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903 Deputy Attorney General.

Eastern Townships Vending Co., Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eighteenth day of April, 1953, incorporating: Guy Blanchette Jean-L. Péloquin, attorneys, Lucienne Gosselin, secretary, of the city of Sherbrooke, judicial district of St. Francis, for the following purposes:

To carry on the business of selling or otherwise disposing of machines, machinery, parts thereof, accessories, instruments, devices, supplies, attachments and equipment, under the name of "Eastern Townships Vending Co., Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1412, King Street West, Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903-o Deputy Attorney General.

Gama Motion Picture Productions Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the April twenty-three, 1953 incorporating: Jean-Paul Massicotte, André Daviault, advocates, Simone Dansereau, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate and carry on the business of production, distribution and the presenting of theatrical plays, cinematography, broadcasting, television and publicity, under the name of "Gama Motion Picture Productions Corporation", with a capital stock of \$150,000, divided into 1,500 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à 10 est, rue Saint-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903-o I. DÉSILETS.

G. A. Manzato Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingtième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Louis Fitch, avocat, c.r., de la cité de Westmount, Nathan A. Levitsky, Gertrude Wasserman, avocats, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce comme agents vendeurs de textiles, soies, laine, cotons et toutes sortes de tissus, sous le nom de "G.A. Manzato Ltd.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903 L. DÉSILETS.

Graphic Litho Plate Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-huitième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Marcus Meyer Sperber, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de la cité de Westmount, Alan Bernard Gold, avocat, de la cité de Montréal, Murray Lapin, avocat, de la ville de Hampstead, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de lithographes, manufacturiers et marchands de nouveautés accessoires de bureau, sous le nom de "Graphic Litho Plate Corp.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$50 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903 L. DÉSILETS.

Hervé Ouellette Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du seize avril 1953, constituant en corporation: Jacques Décary, avocat, de Dorval, Georges Bilodeau, avocat, de Montréal-Nord, et Neil L. King, avocat, de Verdun, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at 10 St. James Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903 Deputy Attorney General.

G. A. Manzato Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of April, 1953, incorporating: Louis Fitch, barrister, Q.C., of the city of Westmount, Nathan A. Levitsky, Gertrude Wasserman, advocates, of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in the business of selling agents for textiles, silks, wool, cottons and all types of fabrics, under the name of "G.A. Manzato Ltd.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903-o Deputy Attorney General.

Graphic Litho Plate Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eighteenth day of April, 1953, incorporating: Marcus Meyer Sperber, advocate and Queen's Counsel, of the city of Westmount, Alan Bernard Gold, advocate, of the city of Montreal, Murray Lapin, advocate, of the town of Hampstead, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business generally as lithographers, manufacturers, and dealers in novelties, office supplies, under the name of "Graphic Litho Plate Corp.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of the par value of \$50 each, and 200 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903-o Deputy Attorney General.

Hervé Ouellette Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixteenth day of April, 1953, incorporating: Jacques Décary, advocate, of Dorval, Georges Bilodeau, advocate of Montreal-North, and Neil L. King, advocate of Verdun, judicial district of Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce de vente, fabrication et réparation de meubles meublants; manufacturer et faire le commerce de confection et vêtements de toutes sortes, articles de maison, quincaillerie, produits alimentaires, articles de toilette, sous le nom de "Hervé Ouellette Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à rue Ontario Est, cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le seize avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903-o L. DÉSILETS.

Iberville Realty Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Myer Gameroff, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Seymour Fenster, Stanley Kandestin, avocats, Anne Goldenblatt, secrétaire, de Montréal, Irene Strecko, secrétaire, de St-Hubert, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et d'agents d'assurance, aussi ceux de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "Iberville Realty Limited".

Le capital-actions de la compagnie sera de 1000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Iberville, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903 L. DÉSILETS.

Industrial Steel & Supply Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt et un avril 1953, constituant en corporation: Claude Ducharme, avocat, Marthe Mongeau, Jacqueline Gariépy, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous objet ou marchandises de quincaillerie, ferronnerie et plomberie, sous le nom de "Industrial Steel & Supply Co. Ltd.", avec un capital de \$65,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 6,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1418 ouest, rue Notre-Dame, dans les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903-o L. DÉSILETS.

To sell, manufacture and repair household furniture, to manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds, household articles, hardware, foodstuffs, toilet articles, under the name of "Hervé Ouellette Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 250 common shares of \$100 each and into 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be on Ontario Street, East, city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903 Deputy Attorney General.

Iberville Realty Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-third day of April, 1953, incorporating: Myer Gameroff, advocate and Queen's Counsel, Seymour Fenster, Stanley Kandestin, advocates, Anne Goldenblatt, secretary, of Montreal, Irene Strecko, secretary, of St. Hubert, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate and insurance agents, builders and contractors, under the name of "Iberville Realty Limited".

The amount of the capital stock of the company shall be 1000 preference shares of a par value \$100 each, and 10,000 common shares without nominal or par value.

The head office of the company will be at Iberville, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903-o Deputy Attorney General.

Industrial Steel & Supply Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-first day of April 1953, incorporating: Claude Ducharme, advocate, Marthe Mongeau, Jacqueline Gariépy, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all hardware, ironmongery and plumbing objects or merchandise, under the name of "Industrial Steel & Supply Co. Ltd.", with a capital stock of \$65,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each and 6,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 1418 Notre-Dame Street, West, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-first day of April 1953.

L. DÉSILETS,
34903 Deputy Attorney General.

**Inter-Cité Construction Ltée
Inter-City Construction Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du onze avril 1953, constituant en corporation: Jacques Tessier, ingénieur-forestier, Dame Jacqueline Claveau, ménagère, Dame Solange Tremblay, ménagère, tous de Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer généralement le commerce et l'industrie d'entrepreneurs et de constructeurs, sous le nom de "Inter-Cité Construction Ltée" — "Inter-City Construction Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 2,000 actions communes de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le onze avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903-o L. DÉSILETS.

**Inter-Cité Construction Ltée
Inter-City Construction Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day of April, 1953, incorporating: Jacques Tessier, Forestry Engineer, Dame Jacqueline Claveau, housewife, Dame Solange Tremblay, housewife, all of Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To generally carry on the business and operate as contractors and builders, under the name of "Inter-Cité Construction Ltée" — "Inter-City Construction Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903 Deputy Attorney General.

Jane Apartments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'avril 1953, constituant en corporation: June Kirlin, sténographe, Blanka Gyulai, veuve, teneuse de livres, et Raymond Doyle, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et négocier des immeubles et propriétés immobilières de toutes sortes, sous le nom de "Jane Apartments Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903 L. DÉSILETS.

Jane Apartments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-third day of April, 1953, incorporating: June Kirlin, stenographer, Blanka Gyulai, widow, bookkeeper, and Raymonde Doyle, stenographer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and deal with real estate and immoveable property of all kinds, under the name of "Jane Apartments Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares having a par value of \$100 each and 100 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-third day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903-o Deputy Attorney General.

J. P. A. Normand Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du seize avril 1953, constituant en corporation: Raymond Normand, entrepreneur, François Beaulieu, comptable, de l'Islet, district judiciaire de Montmagny, Paule Dussault, secrétaire, de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Agir généralement comme constructeurs ou entrepreneurs-constructeurs, sous le nom de "J.P.A. Normand Inc.", avec un capital de \$75,000 divisé en 250 actions privilégiées de \$100 chacune et en 500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à L'Islet, district judiciaire de Montmagny.

J. P. A. Normand Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixteenth day of April, 1953, incorporating: Raymond Normand, contractor, François Beaulieu, accountant, of L'Islet, judicial district of Montmagny, Paule Dussault, secretary, of Québec, judicial district of Québec, for the following purposes:

To act generally as builders or building contractors under the name of "J.P.A. Normand Inc.", with a capital stock of \$75,000, divided into 250 preferred shares of \$100 each and into 500 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at L'Islet, judicial district of Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général le seize avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903-o L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903 Deputy Attorney General.

La Compagnie d'Expansion Industrielle de Warwick Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-huit avril 1953, constituant en corporation: Roland Boulanger, industriel, Dr Liguori Breton, médecin, Raoul L'Heureux, Cyrille Rondeau, tous deux agents d'assurances, Clément Letarte, comptable, tous de Warwick, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

L'expansion et le développement industriel du village de Warwick et de ses banlieues, sous le nom de "La Compagnie d'Expansion Industrielle de Warwick Limitée", avec un capital de \$100,000 divisé en 2,000 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au village de Warwick, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903-o L. DÉSILETS.

La Compagnie d'Expansion Industrielle de Warwick Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of April 1953, incorporating: Roland Boulanger, industrialist, Dr. Liguori Breton, physician, Raoul l'Heureux, Cyrille Rondéau, both insurance agents, Clément Letarte, accountant, all of Warwick, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

For the industrial expansion and development of the village of Warwick and its outskirts, under the name of "La Compagnie d'Expansion Industrielle de Warwick Limitée", with a capital stock of \$100,000, divided into 2,000 shares of \$50 each.

The head office of the company shall be in the village of Warwick, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, the eighteenth day of April 1953.

L. DÉSILETS,
34903 Deputy Attorney General.

La Ligue des Propriétaires de la Cité de Sorel Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt avril 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Alpha Chicoine, commerçant, Michel Lemoine, industriel, Ernest Pronovost, soudeur, Louis-Philippe Chapdelaine, contracteur, Gaston Joyal, marchand, Antoine Rajotte, menuisier, Luc Chabot, Gaston Roux, comptables, Omer Fagnan, mécanicien, Chrs-Ed. Houle, laitier, tous de Sorel, district judiciaire de Richelieu, pour les objets suivants:

Pour mieux discuter des affaires de la cité au point de vue améliorations et embellissements, sous le nom de "La Ligue des Propriétaires de la Cité de Sorel Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$4,000.

Le siège social de la corporation sera à la Salle des Loisirs de Ste-Maxime, à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général le vingt avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903-o L. DÉSILETS.

La Ligue des Propriétaires de la Cité de Sorel Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twentieth day of April 1953, to incorporate as a corporation without capital stock: Alpha Chicoine, merchant, Michel Lemoine, industrialist, Ernest Pronovost, welder, Louis-Philippe Chapdelaine, contractor, Gaston Joyal, merchant, Antoine Rajotte, carpenter, Luc Chabot, Gaston Roux, accountants, Omer Fagnan, mechanic, Chrs-Ed. Houle, dairyman, all of Sorel, judicial district of Richelieu, for the following purposes:

To discuss, at greater length, the affairs, of the city in order to bring about improvements and embellishments, under the name of "La Ligue des Propriétaires de la Cité de Sorel Inc."

The amount to which the value of immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$4,000.

The head office of the corporation will be at the Recreation Hall of Ste-Maxime, at Sorel, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, the twentieth day of April 1953.

L. DÉSILETS,
34903 Deputy Attorney General.

La Société des Canaux d'Egouts des rues St-Pierre, St-Paul, Gervais et partie de la rue St-Joseph, de Ste-Martine

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes,

La Société des Canaux d'Egouts des rues St-Pierre, St-Paul, Gervais et partie de la rue St-Joseph, de Ste-Martine

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the seventeenth

en date du dix-sept avril 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Wellie Meloche, camionneur, Valérien Laberge, Emery Laberge, Aloysius Cusson, journaliers, Wilfrid Lacoste, rentier, tous de Ste-Martine, district judiciaire de Beauharnois, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise publique d'égoûts, sous le nom de "La Société des Canaux d'Egouts des rues St-Pierre, St-Paul, Gervais et partie de la rue St-Joseph, de Ste-Martine".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la Corporation peut posséder, est fixé à la somme de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera situé à Ste-Martine, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903-o L. DÉSILETS.

day of April 1953, to incorporate as a corporation without capital stock: Wellie Meloche, carrier, Valérien Laberge, Emery Laberge, Aloysius Cusson, labourers, Wilfrid Lacoste, annuitant, all of Ste-Martine, judicial district of Beauharnois, for the following purposes:

To operate a public sewage system, under the name of "La Société des Canaux d'Egouts des rues St-Pierre, St-Paul, Gervais et partie de la rue St-Joseph, de Ste-Martine".

The amount to which the value of immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be located at Ste-Martine, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, the seventeenth day of April 1953.

L. DÉSILETS,
34903 Deputy Attorney General.

La Société d'Habitation Jacques Buteux Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du quatorze avril 1953, constituant en corporation: Frank Spenard, courtier, Maurice Fortin, marchand, tous deux de la cité des Trois-Rivières, André Piché, industriel, de la municipalité de la paroisse des Trois-Rivières, tous du district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Agir et faire affaires comme société de logement à dividende limité, sous le nom de "La Société d'Habitation Jacques Buteux Ltée", avec un capital de \$125,000, divisé en 1250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité des Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903-o L. DÉSILETS.

La Société d'Habitation Jacques Buteux Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourteenth day of April, 1953, incorporating: Frank Spenard, broker, Maurice Fortin, merchant, both of the city of Trois-Rivières, André Piché, industrialist, of the municipality of the parish of Trois-Rivières, all of the judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on and operate as a housing society with limited dividends, under the name of "La Société d'Habitation Jacques Buteux Ltée", with a capital stock of \$125,000, divided into 1250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the city of Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903 Deputy Attorney General.

L'Association de l'Union Nationale de Maisonneuve Incorporée

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-trois avril 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Alphonse Samuel Bisson, bijoutier, Raymond Godin, avocat, Léon Vigeant, fonctionnaire provincial, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objet suivants:

Promouvoir l'étude et l'action politique, sous le nom de "L'Association de l'Union Nationale de Maisonneuve Incorporée".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903-o L. DÉSILETS.

L'Association de l'Union Nationale de Maisonneuve Incorporée

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-third day of April, 1953, to incorporate as a corporation without share capital: Alphonse Samuel Bisson, jeweller, Raymond Godin, advocate, Léon Vigeant, civil employee, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To promote the study of politics and political action, under the name of "L'Association de l'Union Nationale de Maisonneuve Incorporée".

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903 Deputy Attorney General.

**Les Produits Alimentaires Every Day Inc.
Every Day Food Products Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du treize avril 1953, constituant en corporation: Jacques Druelle, industriel, Guy Girard, notaire, d'Outremont, Robert Borremans, industriel, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer généralement l'industrie de la confection, de la distribution, et de la vente de tous genres de produits alimentaires, sous le nom de "Les Produits Alimentaires Every Day Inc." — "Every Day Food Products Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5215, Avenue du Parc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le treize avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903-o L. DÉSILETS.

Lowenthal Bros, Mfg. Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-septième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat, de la cité d'Outremont, Bernard Diamond, avocat, Gilbert Howard, marchand, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire le commerce et le négoce de cuirs, peaux de chamois, suède, textiles et autres substances de même sorte et description sous le nom de "Lowenthal Bros. Mfg. Co.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions privilégiées de \$100 chacune et 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903 L. DÉSILETS.

Maple Silks & Woollens Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingtième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Issie Kaplovitch, Ben Steinberg, tous deux marchands, Abe Green, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce et exercer les affaires de marchands de coton, laine, filés et autres substances fibreuses; et manufacturer des vêtements de toutes descriptions, sous le nom de "Maple Silks & Woollens Co.", avec un capital de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

**Les Produits Alimentaires Every Day Inc.
Every Day Food Products Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirteenth day of April, 1953, incorporating: Jacques Druelle, industrialist, Guy Girard, notary, of Outremont, Robert Borremans, industrialist of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business generally in the clothing industry, to distribute and to deal in the sale of all kinds of food products, under the name of "Les Produits Alimentaires Every Day Inc." — "Every Day Food Products Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 5215, Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903 Deputy Attorney General.

Lowenthal Bros, Mfg. Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the seventeenth day of April, 1953, incorporating: Louis Orenstein, advocate, of the city of Outremont, Bernard Diamond, advocate, Gilbert Howard, merchant, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, trade and deal in leathers, chamois, suede, and other textiles and substances of the same kind and description, under the name of "Lowenthal Bros. Mfg. Co.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 preferred shares of \$100 each, and 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventeenth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903-o Deputy Attorney General.

Maple Silks & Woollens Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of April, 1953, incorporating Issie Kaplovitch, Ben Steinberg, both merchants, Abe Green, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in and carry on the business of dealers in cotton, wool, worsted and other fibre substances; and to manufacture clothing of every description, under the name of "Maple Silks & Woollens Co.", with a capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each, and 3,500 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903 L. DÉSILETS.

Metal Sales Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt et unième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Milton Lowen Klein, avocat, Arthur Daniel Ruby, Lewis Jack Manolson tous deux comptables agréés, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme vendeurs de rebuts, ferrailles, camelote, articles de secondemain et usagés, sous le nom de "Metal Sales Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt et unième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903 L. DÉSILETS.

Michael Palangio Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingtième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Michael Palangio, entrepreneur, Lillian Lyons, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, Jeremie Palangio, entrepreneur, de Ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie générale de construction, sous le nom de "Michael Palangio Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 7279 avenue McEachran, Ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903 L. DÉSILETS.

Montreal Bowling Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes, en date du dix-sept avril 1953, constituant en corporation: Ulysse Tremblay, vendeur, Henri-Paul Tremblay, gérant, Georges Tremblay, menuisier, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'allées de quilles, de tables de billard et de pool et d'articles d'amusement, sous

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903-o Deputy Attorney General.

Metal Sales Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-first day of April 1953, incorporating: Milton Lowen Klein, advocate, Arthur Daniel Ruby, Lewis Jack Manolson, both chartered accountants, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as dealers in scrap metal, junk, secondhand articles and used articles, under the name of "Metal Sales Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 250 common shares of \$100 each, and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903-o Deputy Attorney General.

Michael Palangio Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twentieth day of April, 1953, incorporating: Michael Palangio, contractor, Lillian Lyons, secretary, both of the city of Montreal, Jeremie Palangio, contractor, of the town of Mount Royal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a general construction company, under the name of "Michael Palangio Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares with a par value of \$100 each and 200 preferred shares with a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 7279 McEachran Avenue, in the town of Mount Royal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twentieth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903-o Deputy Attorney General.

Montreal Bowling Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of April, 1953, incorporating: Ulysse Tremblay, salesman, Henri-Paul Tremblay manager, Georges Tremblay, joiner, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in bowling allies, billiard and pool tables and amusement articles, under the name

le nom de "Montreal Bowling Construction Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903-o L. DÉSILETS.

**Motel Mont-Valin, Ltée
Mount-Valin Motel Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-huit avril 1953, constituant en corporation: Marcel Clavet, gérant, Henri Tremblay, imprimeur, Robert Tremblay, courtier d'assurances, tous de Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôtellerie, sous le nom de "Motel Mont-Valin, Ltée" — "Mount-Valin Motel Ltd.", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903-o L. DÉSILETS.

Parkway Amusements Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-septième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Harry Blank, avocat, June Kirlin, sténographe, Blanka Gyulai, teneuse de livres, veuve, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à procurer des amusements et dispositifs pour divertir le public, sous le nom de "Parkway Amusements Limited", avec un capital de \$15,000, divisé en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903 L. DÉSILETS.

Pine Land Lumber Sales Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q. 1941, des lettres patentes, en date du onze avril 1953, constituant en corporation: Paul-Yvan Marquis, notaire, Louis Dugal, avocat, Gérard Lapointe, comptable agréé, tous trois de Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants:

of "Montreal Bowling Construction Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903 Deputy Attorney General.

**Motel Mont-Valin, Ltée
Mount-Valin Motel Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of April 1953, incorporating: Marcel Clavet, manager, Henri Tremblay, printer, Robert Tremblay, insurance broker, all of Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on the business of hotel-keeper, under the name of "Motel Mont-Valin, Ltée" — "Mount-Valin Motel Ltd.", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, the eighteenth day of April 1953.

L. DÉSILETS,
34903 Deputy Attorney General.

Parkway Amusements Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of April, 1953, incorporating: Harry Blank, advocate, June Kirlin, stenographer, Blanka Gyulai, bookkeeper, widow, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of furnishing amusements and amusement devices to the public, under the name of "Parkway Amusements Limited", with a capital stock of \$15,000, divided into 1,000 preferred shares having a par value of \$10 each, and 500 common shares having a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903-o Deputy Attorney General.

Pine Land Lumber Sales Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eleventh day of April 1953, incorporating: Paul-Yvan Marquis, notary, Louis Dugal, advocate, Gérard Lapointe, chartered accountant, all three of Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska, for the following purposes:

Exercer le commerce et négoce de bois, sous le nom de "Pine Land Lumber Sales Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 1600 actions de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général le onze avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903-o L. DÉSILETS.

Polar Electric Refrigeration Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, de corriger les lettres patentes datées du 21e jour d'août 1950, de la compagnie "Polar Electric Refrigeration Co. Ltd.", de la manière suivante: la description du capital-actions de la compagnie a été modifiée pour se lire comme suit: "Le montant du capital-actions de la compagnie divisé en mille actions ordinaires de dix dollars chacune doit être fixé à la somme de dix mille dollars, monnaie légale du Canada."

Daté du bureau du Procureur général, le 9e jour de mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903 L. DÉSILETS.

Prêt d'Honneur Limoilou Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-huit avril 1953, constituant en corporation sans capital-actions; E.-Alexandre Martel, employé civil et chef de personnel, Conrad Tanguay, instituteur, J.-Paul Pouliot, chef de personnel, Guy Marchand, directeur de compagnie, Gérard Lebel, employé civique, Frère Martial (Marius Ruel), Frère Gonzalve (Gaston Dion) Frère Sévérien (René Démon), Frère Adrias (Noël Trottier), Maxime Morin, avocat, et conseil en Loi de la Reine, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Effectuer des prêts sans intérêt à des étudiants, sous le nom de "Prêt d'Honneur Limoilou Incorporé".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à 334, 12ème rue, Limoilou, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903-o L. DÉSILETS.

Progress Development Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quinzième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Adolphe Velan, ingénieur, Olga Velan, ménagère, épouse séparée de biens dudit Adolphe Velan, et dûment autorisée par lui et Henry Lonn, comptable agréé, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

To carry on the business of and deal in lumber, under the name of "Pine Land Lumber Sales Ltd", with a capital stock of \$40,000, divided into 1600 shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, the eleventh day of April 1953.

L. DÉSILETS,
34903 Deputy Attorney General.

Polar Electric Refrigeration Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to correct the letters patent bearing date the 21st day of August, 1950, of the company "Polar Electric Refrigeration Co. Ltd.", in the following manner: the description of the capital stock has been rewritten up so as to read as follows: "The amount of the capital stock of the company, divided into one thousand common shares of ten dollars each, to be fixed at the sum of ten thousand dollars, current money of Canada."

Dated at the office of the Attorney General the 9th day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34903-o Deputy Attorney General.

Prêt d'Honneur Limoilou Incorporé

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of April 1953, to incorporate as a corporation without capital stock; E.-Alexandre Martel, civil servant, and personnel manager, Conrad Tanguay, teacher, J.-Paul Pouliot, personnel manager, Guy Marchand, company's director, Gérard Lebel, civic employee, Brother Martial (Marius Ruel), Brother Gonzalve (Gaston Dion) Brother Sévérien (René Démon) Brother Adrias (Noël Trottier), Maxime Morin, advocate, and Queen's Counsel, all of the city and judicial district of Québec, for the following purposes:

To make loans to students, without charging interest, under the name of "Prêt d'Honneur Limoilou Incorporé".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation shall be at 334, 12th Street, Limoilou, Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, the eighteenth day of April 1953.

L. DÉSILETS,
34903 Deputy Attorney General.

Progress Development Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifteenth day of April, 1953, incorporating: Adolphe Velan, engineer, Olga Velan, housewife, wife separate as to property of the said Adolphe Velan, and duly authorized by him, and Henry Lonn, chartered accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Exploiter et diriger un commerce de construction en général, sous le nom de "Progress Development Limited", avec un capital de \$100,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quinzième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903 L. DÉSILETS.

Quebec Beryllium Limited
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'avril 1953, constituant en corporation: William George Spence, manufacturier, Hugh David Heron, ingénieur mécanicien, Charles Miller, annonceur de radio, de la cité de Montréal, Maurice Sauvé, avocat de Ville St-Laurent, tous quatre du district judiciaire de Montréal, et François Coron, avocat de Sorel, district judiciaire de Richelieu, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Quebec Beryllium Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,500,000, divisé en 3,500,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903-o L. DÉSILETS.

Radio Alleghanys Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du dix-sept avril 1953, constituant en corporation: Henri Deschênes, impresario, des cité et district judiciaire de Montréal, Roger Boulanger, publiciste, André Mercier, employé de bureau, tous deux des cité et district judiciaire de Montmagny, pour les objets suivants:

Acquérir, maintenir et opérer une organisation radiophonique, sous le nom de "Radio Alleghanys Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions ordinaires ou communes sans valeur au pair:

Le siège social de la compagnie sera à Montmagny, district judiciaire de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903-o L. DÉSILETS

To operate and conduct a general contracting business, under the name of "Progress Development Limited", with a capital stock of \$100,000, divided into 250 common shares of \$100 each, and 750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903-o Deputy Attorney General.

Quebec Beryllium Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-second day of April, 1953, incorporating: William George Spence, manufacturer, Hugh David Heron, mechanical engineer, Charles Miller, Radio Announcer, of the city of Montreal, Maurice Sauvé, advocate, of Ville St. Laurent, all four in the judicial district of Montreal, and François Coron, advocate, of Sorel, in the judicial district of Richelieu, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Quebec Beryllium Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,500,000, divided into 3,500,000 shares of \$1 each.

The shareholders shall incur no personal liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-second day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903-o Deouty Attorney General.

Radio Alleghanys Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of April, 1953, incorporating: Henri Deschênes, impresario, of the city and judicial district of Montreal, Roger Boulanger, publicist, André Mercier, office employee, both of the city and judicial district of Montmagny, for the following purposes:

Acquire, maintain and operate a radiophonic organization under the name of Radio Alleghanys Inc."

The capital stock of the company is divided into 400 preferred shares of a par value of \$100 each and into 100 common shares of no par value;

The head office of the company will be at Montmagny, judicial district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903 Deputy Attorney General.

Richmond Motor Sales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatorzième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Raymond-L. Kiernan, garagiste, Laurette Brunette, secrétaire, épouse commune en biens dudit Raymond-L. Kiernan, et Pauline Daigle, secrétaire, tous trois de la ville de Richmond, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Acquérir, faire le commerce d'automobiles, moteurs, machineries agricoles, ferronnerie, provisions, accessoires électriques et aussi exploiter des garages, sous le nom de "Richmond Motor Sales Inc.", avec un capital de \$50,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Richmond, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
24903 L. DÉSILETS.

Roger Laurin Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingtième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Roger Laurin, entrepreneur-peintre, Mario Cousineau, technicien, tous deux de la cité de Montréal, Joseph-Arthur Laurin, peintre, de Longueuil, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Roger Laurin Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
24903 L. DÉSILETS.

Roméo Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du seize avril 1953, constituant en corporation: Gérard Corbeil, avocat, de Longueuil, Léo Davignon, comptable, Yvette Marcoux, secrétaire, tous deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire et exercer toutes ou aucune des opérations d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Roméo Construction Ltée", avec un capital de \$100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et de 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le seize avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
24903-o L. DÉSILETS.

Richmond Motor Sales Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fourteenth day of April, 1953, incorporating: Raymond-L. Kiernan, Garage owner, Laurette Brunette, secretary, wife common as to property of the said Raymond-L. Kiernan, and Pauline Daigle, secretary, all three of the town of Richmond, judicial district of St. Francis, for the following purposes:

To acquire, deal in automobiles, motors, farm machinery, hardware, provisions, electrical appliances and to operate garages, under the name of "Richmond Motor Sales Inc.", with a capital stock of \$50,000 divided into 250 common shares of \$100 each, and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Richmond, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903-o Deputy Attorney General.

Roger Laurin Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twentieth day of April, 1953, incorporating: Roger Laurin, painting contractor, Mario Cousineau, technician, both of the city of Montreal, Joseph-Arthur Laurin, painter, of Longueuil, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, under the name of "Roger Laurin Ltd." with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twentieth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903-o Deputy Attorney General.

Roméo Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixteenth day of April, 1953, incorporating: Gérard Corbeil, advocate of Longueuil, Léo Davignon, accountant, Yvette Marcoux, secretary, both of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To work on and carry out all and any operations as General Contractors, under the name of "Roméo Construction Ltée", with a capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and of 800 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903 Deputy Attorney General.

Singer Plumbing & Heating Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Oscar Singer, maître plombier, James Topping, John DiMassino, surintendants, Hyman Eric Feigelson, avocat, et Toshiko Nakatsuka, dactylo, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs en plomberie et chauffage, et aussi celui d'entrepreneurs en général, sous le nom de "Singer Plumbing & Heating Co." avec un capital de \$150,000, divisé en 2,500 actions ordinaires et 12,500 actions privilégiées, toutes d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
24903 L. DÉSILETS.

Singer Plumbing & Heating Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-second day of April, 1953, incorporating: Oscar Singer, master plumber, James Topping, John DiMassino, superintendents, Hyman Eric Feigelson, advocate, and Toshiko, Nakatsuka, typist, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of plumbing and heating contractors, and of general contractors, under the name of "Singer Plumbing & Heating Co.", with a capital stock of \$150,000, divided into 2,500 common shares and 12,500 preferred shares, all of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-second day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903-o Deputy Attorney General.

Two-Island Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingtième jour d'avril 1953, constituant en corporation: Wendell Howard Laidley, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Daniel Doheny, James Arthur Soden, David Barlow Sinclair Mackenzie, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agents d'immeubles et de location et transiger les affaires de placements, sous le nom de "Two-Island Company", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général ce vingtième jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
24903 L. DÉSILETS.

Two-Island Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twentieth day of April, 1953, incorporating: Wendell Howard Laidley, advocate and Queen's counsel, Daniel Doheny, James Arthur Soden, David Barlow Sinclair Mackenzie, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as real estate, house and rental agents; to carry on the business of investment, under the name of "Two-Island Company", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twentieth day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903-o Deputy Attorney General.

Vox Pop Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du quatorze avril 1953, constituant en corporation: Jean-J. Mercier, journaliste et éditeur, de Valois, Alphonse Allard, comptable, et Raymond Mondor, journaliste, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de propriétaires de journaux, de publicistes, d'agents de publicité, sous le nom de "Vox Pop Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune, et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Vox Pop Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fourteenth day of April 1953, incorporating: Jean-J. Mercier journalist and editor, of Valois, Alphonse Allard, accountant, and Raymond Mondor, journalist, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as newspaper owners, publicists, publicity agents, under the name of "Vox Pop Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each, and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903-o L. DÉSILETS.

Comité de vie paroissiale "St-Rodrigue"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt mai 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Béland, comptable, Roger Gagnon, mesureur de bois, Edouard Laurent, employé civil, Roland Morneau, Robert Thériault, industriels, Paul-R. Thivierge, C.A., tous six de Charlesbourg, et Paul-R. LaRoche, M.D., de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Travailler au progrès religieux, économique et social de la paroisse de Saint-Rodrigue et des environs, sous le nom de "Comité de vie paroissiale "St-Rodrigue".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$30,000.

Le siège social de la corporation sera en la Paroisse Saint-Rodrigue, dans la ville de Charlesbourg, dans le district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt mai 1953.

L'Assistant-procureur général suppléant,
34903-o C.-E. CANTIN.

Dated at the office of the Attorney General, the fourteenth day of April 1953.

L. DÉSILETS,
34903 Deputy Attorney General.

Comité de vie paroissiale "St-Rodrigue"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of May, 1953, to incorporate as a corporation without share capital: Robert Béland, accountant, Roger Gagnon, culler, Edouard Laurent, civil employee, Roland Morneau, Robert Thériault, industrialists, Paul R. Thivierge, C.A., all six of Charlesbourg, and Paul R. LaRoche, M.D., of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To work for the religious, economic and social progress of the parish of Saint-Rodrigue and environments, under the name of "Comité de vie paroissiale "St-Rodrigue".

The amount to which the annual revenue of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$30,000.

The head office of the corporation will be in the Parish of Saint-Rodrigue, in the town of Charlesbourg, in the judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of May, 1953.

C. E. CANTIN,
34903 Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Alice Adrian Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour d'avril 1953, à la compagnie "Alice Adrian Inc.", augmentant son capital de \$49,000 à \$89,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 24e jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903 L. DÉSILETS.

American Paper Box Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour d'avril 1953, à la compagnie "American Paper Box Co. Limited", augmentant son capital de \$298,900 à \$398,900: le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 25e jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903 L. DÉSILETS.

Supplementary Letters Patent

Alice Adrian Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of April, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Alice Adrian Inc.", increasing its capital from \$49,000 to \$89,000: the additional capital stock being divided into 400 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General the 24th day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903-o Deputy Attorney General.

American Paper Box Co. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of April, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "American Paper Box Co. Limited", increasing its capital from \$298,900 to \$398,900: the additional capital stock being divided into 1,000 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General the 25th day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903-o Deputy Attorney General.

Arnora Sulphur Mining Corporation
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 9 mai 1953, à la compagnie "Arnora Sulphur Mining Corporation" (Libre de responsabilité personnelle), augmentant son capital-actions de \$3,500,000 à \$5,000,000: le nouveau capital étant divisé en 1,500,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 9 mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903 L. DÉSILETS.

Arnora Sulphur Mining Corporation
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act and of Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of May, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the latter Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Arnora Sulphur Mining Corporation" (No Personal Liability), increasing its capital stock from \$3,500,000 to \$5,000,000: the new capital being divided into 1,500,000 common shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General this 9th day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34903-o Deputy Attorney General.

Atomik Sales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 2 mai 1953, changeant le nom de la compagnie "J Berger Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 31 décembre 1952, en vertu des dispositions de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, en celui de "Atomik Sales Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le 2 mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903 L. DÉSILETS.

Atomik Sales Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of May, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, changing the name of the company "J. Berger Inc.", incorporated by letters patent dated December 31, 1952, under the provisions of the said Part I of the Quebec Companies' Act, to that of "Atomik Sales Inc."

Dated at the office of the Attorney General the 2nd day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34903-o Deputy Attorney General.

Concrete Placing & Exclavation Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 30 avril 1953, à la compagnie "Concrete Placing Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec en date du 9 décembre 1949, sous le nom originaire de "Contract Sales, Limited", et par lettres patentes supplémentaires datées du 14 mars 1950 changeant ledit nom originaire en celui de "Concrete Placing Limited", changeant de nouveau le nom de la compagnie en celui de "Concrete Placing & Excavation Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le 30 avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903 L. DÉSILETS.

Concrete Placing & Exclavation Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of April, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Concrete Placing Limited", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated December 9, 1949, under the original name of "Contract Sales, Limited", and by supplementary letters patent dated March 14, 1950, changing said original name to "Concrete Placing Limited", again changing the name of the company to that of "Concrete Placing & Excavation Limited".

Dated at the office of the Attorney General the 30th day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903-o Deputy Attorney General.

Construction Rive-Sud Incorporée
South Shore Construction Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 17 avril

Construction Rive-Sud Incorporée
South Shore Construction Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., chapter 276, bearing date the seventeenth day of April

1953, à la compagnie "Construction Rive-Sud Incorporée — South Shore Construction Incorporated", a) réduisant son capital de \$49,000 à \$25,000, par l'annulation de 240 actions de \$100 chacune; b) subdivisant les 250 actions ordinaires restantes en 2500 actions de \$10 chacune; c) portant le capital-actions de la compagnie de \$25,000 à \$175,000, le nouveau capital étant divisé en 15,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le 17 avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903-o L. DÉSILETS.

D. & D. Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 1er mai 1953, à la compagnie "D. & D. Holdings Inc.", augmentant son capital de \$830,000 à \$1,130,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 3,000 actions privilégiées catégorie C de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 1er mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903 L. DÉSILETS.

Denault Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23 avril 1953, à la compagnie "Denault Limitée", portant son capital-action de \$20,000 à \$50,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 23 avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903-o L. DÉSILETS.

Diamond Taxicab Association Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20 avril 1953, à la compagnie "Diamond Taxicab Association Limited", augmentant son capital par la création de 2,500 actions privilégiées de \$100 chacune, fixant à la somme de \$38,200 le montant avec lequel la compagnie continuera ses opérations à l'avenir, et modifiant les conditions relatives au transfert des actions.

Daté du bureau du Procureur général le 20 avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903-o L. DÉSILETS.

Driscoll Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

1953, to "Construction Rive-Sud Incorporée — South Shore Construction Incorporated", a) reducing its capital stock from \$49,000 to \$25,000, by the cancelling of 240 shares of \$100 each; b) subdividing the remaining 250 common shares into 2500 shares of \$10 each; c) increasing the capital stock of the company from \$25,000 to \$175,000, the new capital being divided into 15,000 preferred shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General the seventeenth day of April 1953.

L. DÉSILETS,
34903 Deputy Attorney General.

D. & D. Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of May, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276 to the company "D. & D. Holdings Inc.", increasing its capital from \$830,000 to \$1,130,000; the additional capital stock being divided into 3,000 Class C. preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General the 1st day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34903-o Deputy Attorney General.

Denault Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date, April 23rd, 1953, to "Denault Limitée", increasing its capital stock from 20,000 to \$50,000; the additional capital stock being divided into 300 common shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, April 23rd, 1953.

L. DÉSILETS,
34903 Deputy Attorney General.

Diamond Taxicab Association Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, bearing date April 20, 1953, to "Diamond Taxicab Association Limited", increasing its capital by means of an issue of 2,500 preferred shares of \$100 each, and establishing at \$38,200 the amount with which the company shall continue to operate in future, and modifying the conditions concerning the transfer of shares.

Dated at the office of the Attorney General, April 20th 1953.

L. DÉSILETS,
34903 Deputy Attorney General.

Driscoll Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7 mai 1953, à la compagnie "Driscoll Limited", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général le 7 mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903-o L. DÉSILETS.

Dufresne & Laferrière Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 18 avril 1953, changeant le nom de la compagnie "Laferrière & Dufresne Limitée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 20 février 1953, en celui de "Dufresne & Laferrière Limitée".

Daté du bureau du Procureur général le 18 avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903-o L. DÉSILETS.

E. H. Palmer & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 1er mai 1953, changeant le nom de la compagnie "Delta Industries Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 29 janvier 1951, en celui de "E. H. Palmer & Co. Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le 1er jour de mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903 L. DÉSILETS.

Fenton Needlecraft Machines Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, chapitre 276, S.R.Q. 1941 des lettres patentes supplémentaires en date du 25 avril 1953, à la compagnie "Fenton Steam Specialty Manufacturing Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes datées du 6 novembre 1945, en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, 1° changeant son nom en celui de "Fenton Needlecraft Machines Ltd."; 2° augmentant son capital de \$20,000 à \$40,000 par la création de 4,000 actions privilégiées de \$5 chacune; 3° subdivisant les 200 actions ordinaires de \$100 en 4,000 actions ordinaires de \$5 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 25 avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903 L. DÉSILETS.

letters patent, bearing date the seventh day of May, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, bearing date May 7th, 1953, to the company "Driscoll Limited", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, the 7th day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34903 Deputy Attorney General.

Dufresne & Laferrière Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, bearing date the eighteenth day of April 1953, changing the name of "Laferrière & Dufresne Limitée", a company incorporated under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent bearing date the twentieth day of February 1953, into that of "Dufresne & Laferrière Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, the eighteenth day of April 1953.

L. DÉSILETS,
34903 Deputy Attorney General.

E. H. Palmer & Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of May, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, changing the name of the company "Delta Industries Ltd.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act by letters patent dated January 29, 1951, to that of "E. H. Palmer & Co. Ltd."

Dated at the office of the Attorney General the 1st day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34903-o Deputy Attorney General.

Fenton Needlecraft Machines Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of April, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Fenton Steam Specialty Manufacturing Company Limited", incorporated by letters patent dated November 6, 1945, under the said Part I of the Quebec Companies' Act, 1. changing its name to that of "Fenton Needlecraft Machines Ltd."; 2. increasing its capital from \$20,000 to \$40,000 by the creation of 4,000 preferred shares of \$5 each; 3. subdividing the 200 common shares of \$100 into 4,000 common shares of \$5 each.

Dated at the office of the Attorney General the 25th day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903-o Deputy Attorney General.

La Chambre de Commerce des Jeunes de Nicolet Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7 mai 1953, changeant le nom de la corporation "Le Club Commercial de Nicolet, Inc.", constituée en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite loi par lettres patentes en date du 28 octobre 1942, en celui de "La Chambre de Commerce des Jeunes de Nicolet Inc."

Daté du bureau du Procureur général le 7 mai 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903-o L. DÉSILETS.

McFarlane Realty Co., Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 23 avril 1953, à la compagnie "McFarlane Realty Co., Limited" diminuant son capital de \$135,000 à \$126,000 par l'annulation de 9,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 23 avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903 L. DÉSILETS.

**Montreal Packing Co. Ltd.
Salaison Montréal Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 11e jour d'avril 1953 à la compagnie "Thal's Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 4 novembre 1949. 1° augmentant son capital de \$40,000 à \$100,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 6,000 actions privilégiées de \$10 chacune; 2° changeant le nom de la compagnie en celui de "Montreal Packing Co. Ltd.—Salaison Montréal Ltée".

Daté du bureau du Procureur général, le 11e jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903 L. DÉSILETS.

Palmers Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276 des lettres patentes supplémentaires en date du 18 avril 1953, à la compagnie "Palmers Limited", diminuant son capital par l'annulation de 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

La Chambre de Commerce des Jeunes de Nicolet Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the seventh day of May, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the corporation "Le Club Commercial de Nicolet, Inc.", incorporated under the provisions of Part III of the said Act, by letters patent dated October twenty-eighth, 1952, changing its name into that of "La Chambre de Commerce des Jeunes de Nicolet Inc."

Dated at the office of the Attorney General, the seventh day of May, 1953.

L. DÉSILETS,
34903 Deputy Attorney General.

McFarlane Realty Co., Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "McFarlane Realty Co., Limited", reducing its capital from \$135,000 to \$126,000 by the cancellation of 9,000 preferred shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General the 23rd day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903-o Deputy Attorney General.

**Montreal Packing Co. Ltd.
Salaison Montréal Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of April, 1953, were issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Thal's Limited", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act by letters patent dated November 4, 1949. 1° increasing its capital from \$40,000 to \$100,000; the additional capital stock being divided into 6,000 preferred shares of \$10 each; 2° changing the name of the company to that of "Montreal Packing Co. Ltd.—Salaison Montréal Ltée".

Dated at the office of the Attorney General the 11th day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903-o Deputy Attorney General.

Palmers Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of April, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Palmers Limited", reducing its capital by the cancellation of 1,000 preferred shares of \$100 each.

Daté du bureau du Procureur général, le 18 avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General the 18th day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903-o Deputy Attorney General.

Ross Bros. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour d'avril 1953, à la compagnie "Ross-Garrison Incorporated", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 15 mars 1946, changeant son nom en celui de "Ross Bros. Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le 24e jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of April, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Ross-Garrison Incorporated", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated March 15, 1946, changing its name to that of "Ross Bros. Inc."

Dated at the office of the Attorney General the 24th day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903-o Deputy Attorney General.

Sanitizer Distributors (Quebec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q., 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 8e jour d'avril 1953 à la compagnie "Sanitizer Distributors (Quebec) Ltd.", 1° diminuant son capital de \$5,000 à \$2,000; le capital-actions annulé étant divisé en 30 actions de \$100; 2° augmentant ledit capital de \$2,000 à \$62,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 8e jour d'avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903 L. DÉSILETS.

Sanitizer Distributors (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of April, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Sanitizer Distributors (Quebec) Ltd.", 1. reducing its capital from \$5,000 to \$2,000; the capital stock cancelled being divided into 30 shares of \$100; 2. increasing such capital from \$2,000 to \$62,000; the additional capital stock being divided into 600 preferred shares of \$100.

Dated at the office of the Attorney General the 8th day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903-o Deputy Attorney General.

Sherbrooke News Company Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 29 avril 1953, à la compagnie "Sherbrooke News Company Incorporated", augmentant son capital de \$20,000 à \$80,000, le nouveau capital-actions étant divisé en 8,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 29 avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903 L. DÉSILETS.

Sherbrooke News Company Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of April, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Sherbrooke News Company Incorporated", increasing its capital from \$20,000 to \$80,000, the new capital stock being divided into, 8,000 preferred shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General the 29th day of April, 1953.

L. DÉSILETS,
34903-o Deputy Attorney General.

St. Lawrence Ceramics Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 14 avril 1953, à la compagnie "St. Lawrence Ceramics Ltd.", portant son capital de \$600,000 à \$900,-

St. Lawrence Ceramics Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, bearing date the fourteenth day of April 1953, to the company "St. Lawrence Ceramics Ltd.", increasing its capital from \$600,-

000: le capital-actions additionnel étant divisé en 3,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le 14 avril 1953.

L'Assistant-procureur général,
34903-o L. DÉSILETS.

000 to \$900,000: the additional capital stock being divided into 3,000 common shares of \$100 each.

Given at the office of the Attorney General, the 14th of April 1953.

L. DÉSILETS,
34903 Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 624

Québec, le 20 mai 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT la soustraction au jalonnement de certains terrains miniers le long du chemin de fer Quebec North Shore and Labrador Railway.

ATTENDU QUE Quebec North Shore and Labrador Railway Company Limited construit un chemin de fer à partir du rivage du fleuve St-Laurent, d'un point situé sur le lot 45 du rang I du village des Sept-Iles et se dirigeant vers le nord jusqu'au territoire du Nouveau-Québec, district électoral de Saguenay; la compagnie soumet que le jalonnage en claims miniers, la prospection et toute activité minière sur les terrains traversés par son chemin de fer seraient préjudiciables à l'exploitation paisible et à la sécurité des opérations, plus particulièrement dans les limites de la municipalité de la ville des Sept-Iles, où se trouve son terminus et port d'expédition. La Compagnie soumet en plus qu'il faut ouvrir des carrières de place en place pour assurer l'approvisionnement de pierre nécessaire à la construction de la sous-structure du chemin de fer;

ATTENDU qu'elle désire éviter de transiger avec des détenteurs de claims miniers jalonnés pour les seules fins de vendre leurs droits à la compagnie;

ATTENDU qu'à ces fins, la requérante demande de réserver à la Couronne et de soustraire au jalonnement en claims miniers certains terrains faisant partie de la municipalité des Sept-Iles, ainsi qu'une lisière excédant en largeur l'emprise de la voie ferrée en dehors de la municipalité;

ATTENDU qu'il y a lieu de faire droit à cette requête, afin d'éviter toute entrave à l'exécution d'une entreprise considérable et nécessaire au développement de l'industrie minière dans le Nouveau-Québec.

Vu l'article 227, paragraphe 7, de la Loi des Mines de Québec, permettant au lieutenant-gouverneur en conseil de réserver et soustraire au jalonnement en claims miniers les terrains qui, dans son opinion, peuvent être requis ou nécessaires pour les fins y spécifiées et autres fins,

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre des Mines:

a) QUE les lots 39, 40, 41, 43, 44, 45, 46 et 47, rang I; les lots de subdivision cadastrale 234 à 251 inclusivement, 392 à 427 inclusivement, les lots 10 à 16 inclusivement, rang III, village des Sept-Iles; les lots 16 à 20 inclusivement, rang I; les lots 19 à 26 inclusivement, rang II, canton de Letellier;

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 624

Quebec, May 20, 1953.

Present: The Lieutenant-Governor-in-Council.

CONCERNING the withdrawal of staking of certain mining lands bordering the railroad line of the Quebec North Shore and Labrador Railway.

WHEREAS the Quebec North Shore and Labrador Railway Company Limited is building a railroad starting from the banks of the St. Lawrence River, a point situate on Lot 45, Range I, of the village of Seven-Islands, running northwards as far as the New Quebec area, in the electoral district of Saguenay; the Company is of the opinion that the staking of mining claims, prospecting, and all mining activities on lands traversed by the railroad, would be detrimental to the peaceful working and security of operations, more especially within the limits of the municipality of the town of Seven-Islands, where its terminal point and shipping port are located. Moreover, the Company proposes that quarries should be opened up from place to place, in order to ensure the necessary supply of stone for the construction or under-structure of the railroad;

WHEREAS it is desirous to avoid dealing with holders of mining claims staked for the sole purpose of selling their rights to the Company;

WHEREAS for said purposes, the petitioner requests that the Crown reserve and withdraw from the staking out of mining claims, certain lands forming part of the municipality of Seven-Islands, as well as a strip of land exceeding in width that of the railroad line, outside the limits of the municipality;

WHEREAS it is expedient to accede to this request, in order to avoid hindering the carrying out of a large undertaking, necessary for the development of the mining industry in New Quebec.

IN VIEW of Section 227, paragraph 7 of the Quebec Mining Act, authorizing the Lieutenant-Governor in Council to reserve or withdraw the staking out of any land, which in his opinion, may be required or found necessary for the purposes herein specified, or for any other purposes,

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Mines:

a) THAT Lots 39, 40, 41, 43, 44, 45, 46, and 47, Range I; lots of cadastral subdivision 234 to 251 inclusive, 392 to 427 inclusive; lots 10 to 16 inclusive, Range III, village of Seven-Islands; lots 16 to 20 inclusive, Range I; lots 19 to 26 inclusive, Range II, township of Letellier;

b) QUE l'étendue de grève sur une largeur d'un demi-mille en front des lots 39 à 47 inclusivement du rang I, y compris les lots de grève 2 et 3, du lot 16, rang III, village des Sept-Iles, des lots 16 à 20 inclusivement, rang I, canton de Letellier;

c) QU'une étendue d'une largeur de quinze cents pieds de chaque côté du centre de l'emprise du chemin de fer à partir de l'extrémité Est du lot 21, rang II, canton de Letellier, et en suivant cette emprise vers le Nord jusqu'à la ligne de séparation des eaux du versant laurentien, soient soustraits à la prospection et au jalonnement de claims miniers pour une période de trois ans à compter de la date de la publication du présent arrêté ministériel dans la *Gazette officielle de Québec*, à l'exception des claims présentement reconnus jusqu'à leur expiration ou leur renouvellement.

(signé) C. LARICHELIERE,
34926-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

b) THAT the beach area, one half mile wide in frontage of lots 39 to 47 inclusive, of Range I, including beach lots 2 and 3, of lot 16, Range III, village of Seven-Islands, lots 16 to 20 inclusive, Range I, township of Letellier;

c) THAT an area fifteen hundred feet wide on each side of the centre of the right-of-way of the railroad, starting from the extreme eastern part of lot 21, Range II, township of Letellier, and following this right-of-way northwards, as far as the height-of-land of the waters flowing into the Laurentian Basin, be withdrawn from prospecting and staking out of mining claims for a period of three years, as from the date of publication of this Order in Council in the *Quebec Official Gazette*, with the exception of claims now recognized, up to the time of expiry or renewal.

(Signed) C. LARICHELIERE,
34926 Acting Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 620

Québec, le 20 mai 1953.

Présent: Le Lieutenant Gouverneur en Conseil

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuses dans la région des Trois-Rivières.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statut refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses des Trois-Rivières et district a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender la section "A" du décret numéro 1040 du 4 août 1948 amendé par les arrêtés numéros 471-E, 829-C et 1000-C des 26 avril, 12 juillet et 6 septembre 1950, 172-B, 425-A et 735-D des 15 février, 19 avril et 12 juillet 1951, 788-E du 23 juillet 1952 et 253-E du 5 mars 1953, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuses dans la région des Trois-Rivières;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 21 mars 1953;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulé contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1040, soit modifié comme suit:

1° L'alinéa intitulé "Zone III" apparaissant au paragraphe "b" de l'article II, est remplacé par le suivant:

"Zone III: La ville de Louiseville et le village de Maskinongé et un rayon de deux (2) milles de leurs limites."

2° Dans le zone III, les prix minima des services se rapportant à la coupe des cheveux et de la barbe sont remplacé par les suivants:

Barbe (tous les jours).....	\$0.30
Coupe de cheveux pour adultes:	
Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.....	0.55
Samedi et veilles des fêtes chômées et les trois jours précédant Noël, le Premier de l'An et Pâques.....	0.60

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 620

Quebec, May 20, 1953.

Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdressing trades in the district of Trois-Rivières;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Parity Committee of Barbers, Male and Female Hairdressers of the District of Trois-Rivières has submitted to the Minister of Labour a petition to amend part "A" of the decree No. 1040 of August 4, 1948, as amended by Orders 471-E, 829-C and 1000-C of April 26, July 12 and September 6, 1950, 172-B, 425-A and 735-D of February 15, April 19 and July 12, 1951, 788-E of July 23, 1952, and 253-E of March, 5, 1953, relating to the barber and hairdressing trades in the district of Trois-Rivières;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March, 21, 1953;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 1040 be amended as follows:

1. The paragraph headed "Zone III", contained in subsection "b" of section II, is replaced by the following:

"Zone III: The town of Louiseville and the village of Maskinongé and a radius of two (2) miles from their limits."

2. In zone III, the minimum prices of haircut and shave services are replaced by the following:

Shave (every day).....	\$0.30
Haircut for adults:	
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.....	0.55
Saturday and holiday eves and the three days preceding Christmas, New-Years' Day and Easter Sunday.....	0.60

Coupe de cheveux en brosse, pour adultes:
Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi. 0.75
Samedi et veilles des fêtes chômées. 0.80

Coupe de cheveux pour enfants de moins de 15 ans:
Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi. 0.30
Samedi et veilles des fêtes chômées. 0.35
Coupe de cheveux en brosse, pour enfants 0.50'

3° Les heures de travail pour la zone III apparaissant au paragraphe "a" de l'article V, sont remplacées par les suivantes:
"Zone III: Barbiers et coiffeurs:
Le lundi: de 8.00 a.m. à midi
Les mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.
Le vendredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.
Les samedi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.
Les veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.
Les trois jours précédant le jour de Noël, le Premier de l'An et le jour de Pâques: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m."

4° L'alinéa suivant est ajouté à la suite de l'énumération des heures de travail pour la zone III:
"Pour le samedi seulement: Seul le travail commencé sur un client avant la fin des périodes de travail ci-haut stipulées peut être terminé."
(Document "B" annexé à l'arrêté)
Le Greffier suppléant du Conseil Exécutif,
34912-o C. LARICHELIERE.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 620

Québec, le 20 mai 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Joliette, Berthier, Montcalm et l'Assomption.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Joliette, Berthier, Montcalm et l'Assomption, rendue obligatoire par le décret numéro 1407 du 3 avril 1940, amendé par les arrêtés numéros 146 du 24 janvier 1941, 1248 et 1904 des 27 mai et 30 juillet 1942, 147 et 154 du 22 janvier 1943, 2255 du 23 juin 1944, 1541 du 27 avril 1945, 2853 et 4320 des 17 juillet et 24 octobre 1946, 1116-D du 9 juillet 1947, 421-D du 30 mars 1948, 362-A et 623-E des 31 mars et 15 juin 1949, 471-A et 973-A des 26 avril et 30 août 1950, 350-A du 4 avril 1951, 556-A du 14 mai 1952 et 81-D du 21 janvier 1953, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 21 mars 1953;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Brushcut for adults:
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday. 0.75
Saturday and holiday eves. 0.80

Haircut for children under 15 years of age:
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday. 0.30
Saturday and holiday eves. 0.35
Brushcut for children. 0.50'

3. The hours of work for zone III, as mentioned in subsection "a" of section V, are replaced by the following:
"Zone III: Barbers and hairdressers:
Monday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon).
Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 P.M.
Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.
Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.
Holidays eves: 8.00 a.m. to 9.00 p.m."

The three days preceding Christmas, New Year's Day and Easter Sunday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m."

4. The following paragraph is added after the enumeration of working hours for zone III:
"For saturday only: Only the work in progress on a customer before the end of the working periods above mentioned can be completed."
(Document "B" annexed to the Order)
C. LARICHELIERE,
34912-o Acting clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 620

Quebec, May 20, 1953.

Present: The Lieutenant-Governor-in-Council.

Part "C"

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry and trades in the counties of Joliette, Berthier, Montcalm and L'Assomption.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry and trades in the counties of Joliette, Berthier, Montcalm and L'Assomption rendered obligatory by the decree number 1407 of April 3, 1940 and amended by Orders 146 of January 24, 1941, 1248 and 1904 of May 27 and July 30, 1942, 147 and 154 of January 22, 1943, 2255 of June 23, 1944, 1541 of April 27, 1945, 2853 and 4320 of July 17 and October 24, 1946, 1116-D of July 9, 1947, 421-D of March 30, 1948, 362-A and 623-E of March 31 and June 15, 1949, 471-A and 973-A of April 26 and August 30, 1950, 350-A of April 4, 1951 556-A of May 14, 1952 and 81-D of January 21, 1953, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 21, 1952;

WHEREAS no objection was raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour.

QUE ledit décret, numéro 1407, soit modifié comme suit:

1° L'article III est remplacé par le suivant:

III. *Taux de salaire:* Les taux de salaires minima suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-après mentionnés:

THAT the said decree, number 1407, be amended as follows:

1. Section III is replaced by the following:

III. *Rates of wages:* The following shall be the minimum wage rates for the trades hereafter mentioned:

Métiers — Trades:

Salaire horaires
Hourly rates
ZONES

I II

Ajusteur de gicleur — Sprinkler Fitter	\$1.50	\$1.50
Briqueteur (compagnon) — Bricklayer (journeyman)	1.50	1.50
Poseur de blocs et terra-cotta et tireur de joints — Block and terra-cotta layer and joint pointer	1.50	1.50
Apprenti — Apprentice:		
1ère année — 1st year	0.95	0.95
2ème année — 2nd year	1.05	1.05
3ème année — 3rd year	1.15	1.15
Brasseur de mortier — Mortar mixer	1.20	1.15
Brasseur de célanite — Celanite mixer	1.20	1.15
Charpentier et menuisier (compagnon) — Carpenter and joiner (journeyman)	1.50	1.40
Apprenti — Apprentice:		
1ère année — 1st year	0.85	0.80
2ème année — 2nd year	0.90	0.85
3ème année — 3rd year	1.00	0.95
4ème année — 4th year	1.10	1.05
Calfat — Caulker	1.20	1.15
Couvreur d'amiante autre que les mécaniciens en isolement en tuyauterie — Asbestos coverer other than pipe insulation mechanic	1.50	1.40
Couvreur — ardoise, tuile — Roofer — slate, tile	1.50	1.40
Couvreur — composition, gravier, sable, asphalte — Roofer — composition, gravel sand, asphalt	1.50	1.40
Chauffeur de camion — Truck driver	1.20	1.10
Charretier — Carter	1.15	1.10
Chauffeur (construction) — Fireman (construction)	1.30	1.25
Conducteur de monte-charge — Freight elevator operator	1.15	1.15
Conducteur de tracteur — Tractor operator	1.35	1.35
Conducteur de rouleau compresseur (vapeur ou essence) — Roller operator (steam or gasoline)	1.30	1.30
Conducteur de "Bulldozer" — Bulldozer operator	1.30	1.30
Conducteur de niveleuse — Grader operator	1.30	1.30
Electricien (compagnon) — Electrician (journeyman)	1.55	1.50
Apprenti — Apprentice:		
1ère année — 1st year	0.85	0.80
2ème année — 2nd year	0.90	0.85
3ème année — 3rd year	1.00	0.90
4ème année — 4th year	1.10	1.05
Ferblantier, couvreur (compagnon) ouvrier-tôlier, boutique ou chantier — Tinsmith, roofer (journeyman) sheet-metal worker, shop of job	1.50	1.45
Apprenti — Apprentice:		
1ère année — 1st year	0.80	0.75
2ème année — 2nd year	0.90	0.80
3ème année — 3rd year	1.00	0.95
Finisseur de ciment — Cement finisher	1.45	1.40
Finisseur de plancher en mastic — Mastic floor finisher	1.45	1.40
Foreur et poudrier — Drill operator and blaster	1.45	1.40
Forgeron sur chantier — Blacksmith on job	1.45	1.40
Journalier (ouvrier non qualifié) — Labourer (common worker)	1.10	1.05
Homme de chaudière (boilerman) — Boilerman	1.10	1.05
Gratteur, polisseur et sableur de plancher — Floor scraping, polishing and sanding employes	1.50	1.40
Gréeur (à la main ou machine) — Rigger (hand or machine)	1.50	1.40
Limeur de scie — Saw filer	1.50	1.45
Lettreur pour fins commerciales — Commercial letterer	1.60	1.60
Apprenti — Apprentice:		
1ère année — 1st year	0.90	0.90
2ème année — 2nd year	9.95	0.95
3ème année — 3rd year	1.10	1.10
4ème année — 4th year	1.20	1.20
Mancœuvre, porteur de brique, bloc, mortier, terra-cotta que ce soit à l'oiseau ou à la brouette, ou à la chaudière — Labourer, brick, block, mortar and terra-cotta carrier with hod, wheelbarrow or pail	1.20	1.15
Machiniste (millwright) — Millwright	1.50	1.40
Mécanicien en isolation de tuyauterie — Pipe insulation mechanic	1.50	1.40
Mécanicien de machine fixe ou mobile — Stationary or portable engineman	1.20	1.15
Peintre-doreur — Painter-gilder	1.50	1.40

Peintre, aspergeur, décorateur, vitrier, poseur de papier-tenture et vernisseur de plancher (compagnon) — Painter, sprayman, decorator, glazier, paper hanger, floor varnisher (journeyman)	1.35	1.25
Apprentice — Apprentice :		
1ère année — 1st year	0.85	0.80
2ème année — 2nd year	0.90	0.85
3ème année — 3rd year	0.95	0.90
4ème année — 4th year	1.05	1.00
Platrier (compagnon) — Plasterer (journeyman)	1.50	1.50
Apprenti — Apprentice :		
1ère année — 1st year	0.90	0.90
2ème année — 2nd year	1.00	1.00
3ème année — 3rd year	1.10	1.10
Préposé aux sonnettes (bois ou béton) — Pile driver operator (wood or concrete)	1.25	1.15
Plombier, poseur d'appareil de chauffage, mécanicien en tuyauterie, poseur de brûleur à l'huile (compagnon) — Plumber, steamfitter, pipe mechanic, oil burner mechanic (journeyman)	1.50	1.45
Apprenti — Apprentice :		
1ère année — 1st year	0.80	0.75
2ème année — 2nd year	0.90	0.80
3ème année — 3rd year	1.00	0.90
4ème année — 4th year	1.10	1.00
Compagnon junior	1.25	1.15
Préposé aux compresseurs — Compressor operator	1.30	1.25
Poseur de lattes en métal ou de composition — Lather, metal or composition	1.35	1.35
Poseur de lattes en bois — Lather, wood	1.25	1.20
Préposé aux malaxeurs à vapeur ou gasoline — Steam or gasoline mixer operator	1.30	1.20
Préposé aux malaxeurs à l'électricité ou au petit malaxeur à gazoline — Electric or small gasoline mixer operator	1.20	1.10
Préposé aux bouilloires (travail de plancher seulement) — Boiler man (flooring only)	1.20	1.10
Préposé aux machines à polir le terrazzo (machine à sec) — Terrazzo polishing machine operator (dry)	1.30	1.20
Préposé aux machines à polir le terrazzo (machine à l'eau) — Terrazzo polishing machine operator (wet)	1.30	1.20
Préposé aux grues — Crane operator	1.30	1.20
Préposé aux pelles mécaniques — Power shovel operator	1.55	1.45
Poseur d'acier d'armature — Reinforcing Steel erector	1.35	1.35
Poseur de liège (isolation) — Cork setter (insulation)	1.50	1.40
Poseur de planchers en mastic — Mastic floor layer	1.50	1.40
Poseur de tuile, asphalte et terrazzo — Tile, asphalt and terrazzo layer	1.50	1.40
Poseur de marbre — Marble layer	1.50	1.40
Soudeur en tuyauterie (acétylène ou électricité) — Pipe welder (acetylene or electricity)	1.50	1.40
Surveillant employé également comme chauffeur et devant posséder un certificat de la 4ième classe (sans limite de la durée journalière de travail) maximum de 72 heures — Watchman employed also as fireman and required to hold a 4th class certificate (without daily limitation of duration of work) weekly maximum, 72 hours	1.18	1.08
Gardien sur le chantier, nuit et jour, sans limite de la durée quotidienne de travail, maximum hebdomadaire, 72 heures — Watchman on the job, night and day (without daily limitation of duration of work) weekly maximum, 72 hours	0.75	0.75
Chauffeur de bouilloire devant posséder un certificat de 4ième classe — Boiler fireman required to hold a 4th class certificate	1.18	1.08
Porteur d'eau — Water carrier	1.00	0.90
Ratisseur d'asphalte — Asphalt raker	1.10	1.00
Pilonneur, lisseur et épandeur d'asphalte — Men committed to the ramming smoothing and spreading of asphalt	1.10	1.00
Préposé à la canalisation, mateur et soudeur — Men committed to the piping, caulking and welding	1.10	1.00

Les contremaître préposés à la surveillance d'une équipe d'hommes doivent être rémunérés au taux de \$0.10 l'heure de plus que le salaire établi pour le métier quand il y a trois hommes ou plus."

2° L'article XIII est remplacé par le suivant :
"XIII. *Durée du décret*: Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 28 février 1955. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 28 février 1955 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail." (Document "C" annexé à l'arrêté)

C. LARICHELIERE,

34912-o Greffier suppléant du Conseil Exécutif.

Foremen in charge of a group of three or more men shall be paid \$0.10 more per hour than the rate established for the trade concerned."

2. Section XIII is replaced by the following:
"XIII. *Duration of the decree*: The present decree remains in force until February 28, 1955. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth to the thirtieth day before February 28, of the year 1955 or of any subsequent year. Such a notice shall also be forwarded to the Minister of Labour."

(Document "C" annexed to the Order)

C. LARICHELIERE,

34912-o Acting Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 614

Québec, le 20 mai 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "C"

CONCERNANT l'abrogation du décret relatif aux employés d'épicerie, de boucheries et de restaurants-épicerie dans la cité de Sherbrooke et un rayon de dix (10) milles de ses limites.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 2331 du 17 juin 1940, relatif aux employés d'épicerie, de boucheries et de restaurants-épicerie dans la cité de Sherbrooke et un rayon de dix (10) milles de ses limites, dans sa teneur modifiée, soit annulé et abrogé à toutes fins que de droit à compter du 15 mai 1953.

(Document "C" annexé à l'arrêté).

C. LARICHELIÈRE,

34912-o Greffier suppléant du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 614

Quebec, May 20, 1953.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING the abrogation of the decree relating to grocery, butcher shop and restaurant-grocery employees in the City of Sherbrooke and a radius of ten (10) miles from its limits.

IT IS ORDERED, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the decree No. 2331 of June 17, 1940, relating to grocery, butcher-shop and restaurant-grocery employees in the city of Sherbrooke and a radius of ten (10) miles from its limits, as amended, be annulled and repealed for all purposes of the law, from May 15, 1953.

(Document "C" annexed to the Order)

C. LARICHELIÈRE,

34912-o Acting Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 614

Québec, le 20 mai 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux débardeurs, navigation océanique, dans le Port de Québec.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux débardeurs, navigation océanique, dans le Port de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 728 du 7 juillet 1949, amendé par l'arrêté en conseil numéro 1047-A du 19 septembre 1951, ont présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet d'amender ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 4 avril 1953;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre,

QUE ledit décret numéro 728, soit modifié comme suit:

1° Les paragraphes "a", "b", "c" et "i" de l'article II, sont remplacés par les suivantes:

"a) Les heures de travail sont répartie entre 8.00 a.m. et midi et entre 1.00 p.m. et 5.00 p.m. durant lesquelles le taux de salaire régulier est de \$1.61 l'heure. Lorsque les hommes sont requis de commencer à 7.00 a.m., ils reçoivent salaire double entre 7.00 a.m. et 8.00 a.m. Tout travail exécuté entre 5.00 p.m. et 7.00 a.m. est rémunéré à raison de salaire et demi, et celui exécuté le dimanche, à raison de salaire double.

b) Lorsque les débardeurs sont requis de travailler pendant les heures des repas, ils doivent

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 614

Quebec, May 20, 1953.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to longshoremen, ocean navigation, in the Harbour of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to longshoremen, ocean navigation, in the Harbour of Québec, rendered obligatory by the decree number 728 of July 7, 1949, and amended by Order in Council N° 1047-A of September 19, 1951, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 4, 1953;

WHEREAS no objection was made against its approval;

IT IS ORDERED, therefore on the recommendation of the Honourable Prime Minister

THAT the said decree, number 728, be amended as follows:

1. Subsections "a" "b" "c" and "i" of section II, are replaced by the following:

"a) Working hours shall be from 8.00 a.m. until 12.00 noon, and from 1.00 p.m. until 5.00 p.m., during which time the regular rate of pay shall be \$1.61 per hour. If men are required to start work at 7.00 a.m., they shall be paid at double rate between 7.00 a.m. and 8.00 a.m. For work performed during the hours of 5.00 p.m. and 7.00 a.m. the rate of pay shall be time and a half and for work performed on Sundays the rate of pay shall be double time.

b) When longshoremen are required to work any meal hour, they shall receive double time

recevoir salaire double, et ce, pour chaque heure subséquente jusqu'à ce qu'ils soient renvoyés. Les dimanches et jours de fête mentionnés au paragraphe "c" du présent article, cependant, le taux de rémunération pour les heures des repas doit être de salaire et demi basé sur le taux de salaire fixé pour ces jours. Les heures des repas sont les suivantes; de 7.00 a.m. à 8.00 a.m., de midi à 1.00 p.m., de 6.00 p.m. à 7.00 p.m., de minuit à 1.00 a.m. Cependant, lorsque l'arrivée ou le départ d'un paquebot nécessite la manipulation des bagages, de la malle, des messageries et des passerelles, de midi à 1.00 p.m., de 6.00 p.m. à 7.00 p.m. et de minuit à 1.00 a.m., le taux double doit être payé pour ces heures mais le taux simple s'applique par la suite.

Lorsque le travail se fait sur un vaisseau le jour et la nuit, par équipe, le taux simple est payé pour toutes les heures du jour et de la nuit, y compris les dimanches et jours de fêtes, mais non cependant pour les heures des repas suivantes: de 7.00 a.m. à 8.00 a.m. et de 6.00 p.m. à 7.00 p.m.

c) Tout travail exécuté les dimanches, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération et la Toussaint doit être rémunéré à raison de salaire double. Les hommes ne sont pas requis de travailler le jour de la Fête du Travail excepté pour la manutention de la malle, des bagages et des messageries et pour le service des vaisseaux à passagers, où le taux de salaire est doublé.

i) Subordonnement au paragraphe "a" ci-haut, les heures de commencement du travail sont à 8.00 a.m., 10.00 a.m., 1.00 p.m., 3.00 p.m., 7.00 p.m. et 1.00 a.m.; les appels pour 8.00 a.m. et 1.00 p.m. doivent être signifiés deux (2) heures à l'avance tandis que les appels pour 10.00 a.m., 3.00 p.m., 7.00 p.m. et 1.00 a.m. doivent être signifiés trois (3) heures à l'avance. Cependant, lorsqu'il y a pénurie de groupes organisés de travailleurs et lorsqu'il y a des hommes disponibles à l'heure du commencement du travail, l'employeur a le droit de former un groupe et de le mettre au travail sans donner l'avis ci-haut mentionné."

2° Les mots suivants sont ajoutés au paragraphe 11° de l'article V:

"Les employeurs ont le droit de se servir de manipulateurs de grain automatiques."

3° Le paragraphe 19° de l'article V est remplacé par le suivant:

"19° Un minimum de quatre (4) hommes à chaque baille doit être employé lors du changement ou du déchargement de lest."

4° Le paragraphe 24° de l'article V est remplacé par le suivant:

"24° Pour le déchargement de farine ou autre marchandise en sacs, la hauteur de l'empilage est la suivante:

	<i>hauteur</i>
Sacs de moins de cent (100) livres.	7 sacs
Sacs de cent (110) à cent quarante (140) livres.	5 sacs
Sacs de plus de cent quarante (140) livres.	4 sacs
Sacs de plus de deux cents (200) livres. . .	3 sacs

5° Les alinéas "d" et "e" du paragraphe 26° de l'article V, sont remplacés par les suivants:

"d) Pour le chargement de bois de soutènement, la chaîne de serrage ne doit pas excéder quinze (15) pieds de longueur. Pour le chargement de bois de pulpe, la chaîne ne doit pas excéder vingt-trois (23) pieds de longueur."

"e) La charge de l'élingue pour le chargement de bois de bouleau à papier en ballots ne

at the prevailing rate of wages and for each succeeding hour until discharged, except that on Sundays and holidays mentioned in subsection "c" hereof, the rate for working meal hours shall be time-and-half the rate paid for such days. Meal hours shall be from 7.00 a.m. to 8.00 a.m., 12.00 noon to 1.00 p.m., 6.00 p.m. to 7.00 p.m., 12.00 midnight to 1.00 a.m. However, when the arrival or departure of passenger vessels makes it necessary to start handling baggage, mail, express and gangways between 12.00 noon and 1.00 p.m., 6.00 p.m. and 7.00 p.m. and midnight and 1.00 a.m. during which time, double the prevailing rate shall be paid and regular prevailing rate thereafter.

When any vessel is worked day and night on shifts, straight time shall be payable during any day and night hours, including Sundays and holidays, except for the meal hours between 7.00 a.m. and 8.00 a.m. and between 6.00 p.m. and 7.00 p.m.

c) For work performed on Sundays, St. Jean Baptiste Day, Dominion Day and all Saints Day, the rate of pay shall be double time. Men shall not be obliged to work on Labour Day except for mail, baggage, express and attending to passenger vessels, and in which case the rate of pay shall be double time.

i) Subject to subsection "a" above, starting times shall be 8.00 a.m., 10.00 a.m., 1.00 p.m., 3.00 p.m., 7.00 p.m., and 1.00 a.m. and two hours notice to be given for 8.00 a.m. and 1.00 p.m. calls and three hours' notice for 10.00 a.m., 3.00 p.m., 7.00 p.m. and 1.00 a.m. calls. Except when there is a shortage of organized gangs and additional labour is available at the starting time, the employer shall have the right to form a gang and put it to work without giving the notice mentioned heretofore."

2. The following words are added to subsection 11 of section V:

"Employers shall have the right to use automatic grain trimming machines."

3. Subsection 19 of section V are replaced by the following:

"19. When unloading or loading ballast, not less than 4 men to be employed on each tub."

4. Subsection 24 of section V is replaced by the following:

"24. When unloading flour and other bagged commodities, the height of piling shall be as follows:

	<i>high</i>
Bags under 100 lbs	7 bags
Bags 100 to 140 lbs.	5 bags
Bags over 140 lbs	4 bags
Bags over 200 lbs	3 bags"

5. Paragraphs "d" and "e" of subsection 26 of section V are replaced by the followings:

"d) When loading pitprops, chain nippers not to exceed 15 ft. in length. When loading pulpwood, the nipper shall not exceed 23 ft. in length.

e) When loading spoolwood in bundles, the slingload shall not exceed 21 bundles when hand

doit pas excéder vingt et un (21) ballots lorsqu'il y a utilisation de diables outrente-six (36) ballots lorsqu'on se sert d'appareillage mécanique."

(Document "A" annexé à l'arrêté)
Greffier suppléant du Conseil Exécutif,
34912-o C. LARICHELIERE.

trucks are used or 36 bundles when mechanical equipment is used."

(Document "A" annexed to the Order).
C. LARICHELIERE,
34912-o Acting Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 613

Québec, le 20 mai 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie du verre dans les cités de Québec, Lévis et Sillery et les villes de Québec-Ouest et Lauzon.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du verre dans les cités de Québec, Lévis et Sillery et les villes de Québec-Ouest et Lauzon, rendue obligatoire par le décret numéro 878 du 2 août 1950, amendé par les arrêtés en conseil numéros 382-C et 894-B des 12 avril et 14 août 1951, et 504-F du 7 mai 1952, ont présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet d'amender ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 11 avril 1953;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre,

QUE ledit décret, numéro 878, soit modifié comme suit:

1° L'échelle de salaires apparaissant au paragraphe "a" de l'article III est remplacée par la suivante:

"SECTION 1

Classificatoin:	Taux à l'heure			
	A	B	C	Première année
Monteur	\$1.21	\$1.07	\$0.89	\$0.71
Biseauteur	1.18	1.04	0.89	0.71
Argenteur	1.15	1.01	0.86	0.71
Tailleur	1.15	1.01	0.86	0.71

SECTION 2

Classification:	Hourly rates			First year
	B	C	Première année	
Polisseur de rayures, (disque horizontal) vérificateur, polisseur de biseaux, polisseur (courroie) givreur, sableur, dessinateur	\$0.96	\$0.81	\$0.66	
Aide-argenteur, aspergeur ..	0.89	0.76	0.61	
Expéditeur (plein temps) ..	1.06	0.88	0.71	
Empaqueur	0.94	0.81	0.66	
Conducteur de camion	0.99	0.83	0.66	
Aide d'entrepôt, aide-monteur	0.91	0.79	0.66"	

2° Les taux de salaires mentionnés au paragraphe "f" de l'article III sont remplacés par les suivants:

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 613

Quebec, May 20, 1953.

Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the glassmaking industry in the cities of Quebec, Lévis and Sillery and the towns of Québec-West and Lauzon.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the glass making industry in the cities of Quebec, Lévis and Sillery and the towns of Québec-West and Lauzon, rendered obligatory by the decree number 878 of August 2, 1950, and amended by Orders in Council 382-C and 894-B of April 12 and August 14, 1951 and 504-F of May 7, 1952, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 11, 1953.

WHEREAS no objection was made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Prime Minister,

THAT the said decree, number 878, be amended as follows:

1. The wage scale contained in subsection "a" of section III is replaced by the following:

"PART 1

Classification:	Hourly rates			
	A	B	C	First year
Setter	\$1.21	\$1.07	\$0.89	\$0.71
Beveller	1.18	1.04	0.89	0.71
Silverer	1.15	1.01	0.86	0.71
Cutter	1.15	1.01	0.86	0.71

PART 2

Classification:	Hourly rates			First year
	B	C	Première année	
Scratch polisher, spinner, examiner, buffer, belt worker, froster, sand polisher, draughtsman. ...	\$0.96	\$0.81	\$0.66	
Silverer's helper, spray painter	0.89	0.76	0.61	
Shipper (full time)	1.06	0.88	0.71	
Packer	0.94	0.81	0.66	
Truck driver	0.99	0.83	0.66	
Warehouseman's and setter's helper	0.91	0.79	0.66"	

2. The rates of wages mentioned in subsection "f" of section III are replaced by the following:

	<i>L'heure</i>		<i>per hour</i>
"Première année	\$0.71	"First year.	\$0.71
De un (1) à trois (3) ans	0.85	From one (1) to three (3) years.	0.85
Après trois (3) ans	1.10"	After three (3) years.	1.10"

3° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe "c" de l'article IV:

"Sur l'équipe réduite du samedi, l'employeur pourra exiger que des salariés travaillent en nombre suffisant pour effectuer des travaux urgents et essentiels; toutefois, à moins qu'ils consentent à travailler tous les samedis, les salariés ne pourront être tenus de travailler sur une équipe réduite qu'alternativement tous les deux samedis."

4° L'article VI est remplacé par le suivant:

"VI. *Congés payés:* a) Tout salarié qui, le 1er juillet de chaque année, a complété une (1) année de travail continu pour le même employeur ou dans la même établissement, a droit à une (1) semaine de vacances, salaire payé.

b) Le salarié qui, au 1er juillet de chaque année, n'aura pas complété une (1) année de travail continu pour le même employeur ou dans le même établissement, aura droit à autant de demi-journées de vacances qu'il aura de mois d'emploi.

c) Le salarié qui, au 1er juillet de chaque année, a complété cinq (5) années de travail continu pour le même employeur ou dans le même établissement, a droit à deux (2) semaines de vacances, salaire payé.

d) La première semaine de vacances, doit être donnée à l'employé entre le 2 juillet et le 31 août suivant immédiatement l'année pendant laquelle le droit aux vacances a été acquis.

e) La deuxième semaine de vacances pour les employés qui y ont droit, doit être donnée du 25 décembre au 31 décembre inclusivement, suivant immédiatement l'année pendant laquelle le droit aux vacances a été acquis. Cependant, les salariés qui bénéficient de cette deuxième semaine de vacances, n'ont pas droit au congé chômé et payé du Jour de Noël.

f) L'employé qui n'a pas bénéficié des vacances de la manière ci-haut décrite, a le droit de réclamer, lorsque le délai pour les vacances est expiré, l'équivalent en argent pour la période de vacances auxquelles il a droit. Si l'employé est congédié ou laisse son emploi avant d'avoir bénéficié des vacances auxquelles il a droit, l'employeur doit lui payer lors de la cessation de l'emploi, l'équivalent en argent pour la période des vacances auxquelles l'employé a droit.

g) Le salaire dû pour la période des vacances doit être calculé pour un jour ou une (1) semaine normale de travail au taux régulier du salaire payé et doit être payé avant le départ pour les vacances."

5° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe "c" de l'article VIII:

"Le conducteur de camion est réputé travailler pendant le temps qu'il conduit le camion en dehors des heures régulières de travail pour aller ou revenir du travail à l'extérieur."

(Document "A" annexé à l'arrêté).
C. LARICHELIERE,
34912-o Greffier suppléant du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 620

Québec, le 20 mai 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif

3. The following paragraph is added to subsection "c" of section IV:

"On the reduced Saturday shift, the employer may require a sufficient number of men to perform urgent and essential operations. However, unless they agree to work on Saturday, the employees cannot be compelled to work on the reduced shift only alternatively, every second Saturday."

4. Section VI is replaced by the following:

"VI. *Vacation with pay:* a) Every employee who, on July 1st of each year, has completed one (1) year of continuous service for the same employer or in the same establishment is entitled to one (1) week of vacation with pay.

b) Any employee who, on July 1st, has not completed one (1) year of continuous service for the same employer or in the same establishment, is entitled to as many half days of vacation as he has months of service.

c) Any employee who, on July 1st, has completed five (5) years of continuous service for the same employer or in the same establishment is entitled to two (2) weeks of vacation with pay.

d) The first vacation week shall be given to the employee between July 2nd and August 31st immediately following the year during which the right to a vacation has been acquired.

e) The second vacation week, for employees entitled to it, shall be given between December 25th and December 31st inclusive, immediately following the year in which the right to the vacation has been acquired. However, employees who benefit by this second vacation week are not entitled to the Christmas Day holiday with pay.

f) Employees who did not benefit by a vacation, as determined above, may, when the vacation period has expired, claim the equivalent in money for the vacation period to which they are entitled. Should an employee be dismissed or should he quit before he has taken the vacation to which he is entitled, the employer shall pay him, when the employment comes to an end, the equivalent in money for the vacation period to which the employees is entitled.

g) The wages due for the vacation period shall be computed for a standard work day or work week at the regular rate of pay, and shall be paid before the vacation."

5° The following paragraph is added to subsection "c" of section VIII:

"Time spent by trucks drivers outside the regular hours of work to drive to or from outside work shall be considered as working time."

(Document "A" annexed to the Order)
C. LARICHELIERE,
34912-o Acting Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 620

Quebec, May 20, 1953.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating

aux employés de garage dans l'Île de Montréal.

to the garage employees in the Island of Montreal.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de garage dans l'Île de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 184 du 8 février 1950, amendé par les arrêtés numéros 225-A du 22 février 1950, 735-B du 12 juillet 1951 et 347-A du 3 avril 1953, ont présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet de remplacer les articles 1 à 39 inclusivement dudit décret ainsi modifié, par les nouvelles dispositions proposées dans ladite requête;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the garage employees in the Island of Montreal, rendered obligatory by the decree No. 184 of February 8, 1950, and amended by Orders in Council Nos. 225-A of February 22, 1950, 733-B of July 12, 1951 and 347-A of April 3, 1953, have submitted to the Minister of Labour a petition to replace sections 1 to 39 inclusive of the said decree, as amended, by the new provisions contained in the said petition;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 22 février 1953;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 28, 1953;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

WHEREAS no objection was made against the approval of the proposed amendments;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

QUE ledit décret numéro 184, soit de nouveau modifié comme suit;

THAT the said decree, No. 184, be again amended as follows:

1° En remplaçant le nom de "Canadian Automotive Wholesalers Association, Division de l'Est de Montréal" partie contractante de première part, par la suivant: "Canadian Automotive Wholesalers' & Manufacturers' Association, Division de l'Est de Montréal".

1. By replacing the name of The Canadian Automotive Wholesalers' Association, Eastern Division, Montreal, contracting party of the first part, by the following: "Canadian Automotive Wholesalers' and Manufacturers' Association, Eastern Division, Montreal".

2° En remplaçant ses articles 1 à 39 inclusivement par les nouveaux articles suivants:

2. By replacing its sections 1 to 39 inclusive by the following new sections:

I. *Définitions*: Pour les fins du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

I. *Definitions*: For the purpose of the decree the following words have the significance hereafter given to them.

a) *Apprenti*: Le mot "Apprenti" désigne toute personne qui apprend l'un des métiers de l'industrie de l'automobile.

a) *Apprentice*: The word "apprentice" means any person learning one of the trades of the automobile industry.

b) *Artisan*: Le mot "Artisan" désigne toute personne faisant seule ou en société un travail régi par le décret ou tout employeur ou employeur professionnel lorsqu'il fait pareil travail.

b) *Artisan*: The word "artisan" means any person doing alone or in partnership any kind of work governed by the decree or any employer or professional employer doing the same kind of work.

c) *Compagnon*: Le mot "Compagnon" désigne tout salarié ayant terminé son apprentissage et obtenu son certificat de qualification dans l'un des métiers de l'industrie de l'automobile tels que charron, mécaniciens, électricien, forgeron, machiniste, mûseur, menuisier, nettoyeur de bourrures, peintre, peintre-lettreur, rembourreur, spécialiste en réparation de radiateur, soudeur au gaz, soudeur à l'électricité, teinturier, poseur de tôle, vérificateur, vitrier, vulcanisateur, etc. . . . Cette énumération n'est pas limitative.

c) *Journeyman*: The word "journeyman" means any employee who has completed his apprenticeship and obtained his certificate of competency in one of the trades of the automobile industry, such as: wheelwright, bodyman, electrician, blacksmith, machinist, mechanic, carpenter, upholstery cleaner, painter, lettering painter, upholstery maker, radiator repairer, gas welder, electric welder, dyer, sheet metal worker, tester, glazier vulcanizer, etc. The present enumeration is not limitative.

d) *Démolisseur*: Le mot "Démolisseur" désigne toute personne faisant la démolition ou employée à la démolition des véhicules-moteurs dans le but de vendre ou d'emmagasiner les pièces ou d'en vendre le métal comme rebut ("scrap").

e) *Demolisher*: The word "demolisher" means any person doing or engaged in the demolishing of motor vehicles for the purpose of selling or storing the parts or of selling the metal as scrap.

e) *Gardien*: Le mot "Gardien" désigne tout salarié dont les fonctions consistent à garder en aucun temps, l'établissement ou la place d'affaires, ouvrir les portes, placer les voitures ou nettoyer l'établissement.

e) *Night watchman*: The word "watchman" means any employee whose work consists in watching, at any time, the establishment or place of business, in opening doors, placing vehicles or cleaning the establishment.

f) *Homme de service*: (Dans les débits d'essence et stations de service seulement): Ce terme désigne tout salarié qui vend de l'essence ou des lubrifiants, ou graisse ou lave les véhicules-moteurs, ou conduit des véhicules-moteurs, ou fait le nettoyage ou le chauffage de l'établissement, ou change les pneus ou les accumulateurs électriques, ou exécute de menus services d'urgence, tels que remplacement de courroies d'éven-

f) *Service Man*: (in gasoline stations and service stations only): This term means any employee who sells gasoline or lubricants, greases or washes motor vehicles and/or drives motor vehicles, does the cleaning or sees to the heating of the establishment, changes tires or batteries or performs various minor emergency operations, such as replacing fan belts, spark plugs or any other motor vehicle minor accessories. However,

tail, de bougies ou de tout autre menu accessoirethe installation of radios, air conditioning units and directional switches shall be made by a journeyman.

f) Homme de garage (de jour ou de nuit): Ce terme désigne le salarié qui effectue dans un garage les opérations énumérées dans la définition de "l'homme de service" apparaissant au paragraphe précédent.

g) Salarié: Le mot "salarié" désigne tout apprenti, ouvrier qualifié ou compagnon, tout manœuvre ou ouvrier non qualifié, artisan ou employé qui travaille individuellement, en équipe ou en société, à l'exception des commis, des vendeurs de service (Service Salesmen), des employés de bureau et des employés préposés à la vente des automobiles.

h) Vérificateur: Le mot "vérificateur" désigne un compagnon mécanicien de première ou de deuxième classe affecté à la vérification mécanique des véhicules-moteurs; cependant, dans tous les cas, son salaire doit être celui du compagnon de première classe.

N'est pas considéré comme vérificateur, le vendeur de service (Service Salesman), c'est-à-dire celui qui suggère les réparations à effectuer, en fixe le coût, soit sur examen du véhicule-moteur dans l'établissement ou en dehors de l'établissement.

i) Atelier de mécanique: Le terme "atelier de mécanique" désigne tout endroit où il se fait du travail ou de la réparation sur les véhicules-moteurs ou toutes pièces d'iceux.

j) Débit d'essence: Le terme "Débit d'essence" désigne tout endroit fixe ou mobile où l'on vend de l'essence ou des lubrifiants pour l'usage de véhicules-moteurs.

k) Garage: Le mot "garage" désigne tout endroit où les véhicules-moteurs sont réparés, transformés, démolis ou remisés. Sont considérés comme garages, et, par conséquent, assujettis au décret, tous les établissements où se fait exclusivement et autrement la réparation ou le reconditionnement des moteurs, des accessoires ou pièces nécessaires à la conduite ou au fonctionnement d'un véhicule-moteur, que ces accessoires ou pièces soient séparés du véhicule-moteur ou non.

l) Station de service: Le terme "station de service" désigne tout endroit où les véhicules-moteurs sont lavés, nettoyés, polis ou lubrifiés.

m) Terrain de démolition: Le terme "terrain de démolition" désigne tout endroit où les véhicules-moteurs ou certaines parties d'iceux sont mis en pièces dans un but de vente, d'emmagasinage, de réparation, ou démolis pour vendre le métal comme rebut.

n) Terrain de stationnement: Le terme "terrain de stationnement" désigne tout endroit réservé au stationnement des véhicules-moteurs.

o) Taux de salaire régulier: Le terme "taux de salaire régulier" désigne le salaire effectivement payé par l'employeur ou l'employeur professionnel du salarié de jour ou de nuit pour travail effectué durant les heures de travail régulières, en vertu d'un contrat verbal ou écrit; ce taux de salaire ne doit jamais être inférieur au taux de salaire minimum établi dans le décret.

II. Juridiction professionnelle et industrielle: Sont assujettis aux dispositions du décret, les employeurs, les employeurs professionnels, les artisans et les salariés des garages, des débits d'essence, stations de service, terrains de démolition et ateliers de mécanique, tels que définis à l'article I.

Sont également assujettis les commerçants d'automobiles usagés qui exécutent ou font

the installation of radios, air conditioning units and directional switches shall be made by a journeyman.

f) Garage man (day or night): This term means the employee who performs, in a garage, the operations enumerated in the above definition of the term "Service man".

g) Employee: The word "employee" means any apprentice, qualified worker or journeyman, any laborer or common worker, artisan or employee working individually, on a shift or in partnership, with the exception of clerks, service salesmen, office employees and automobile salesmen.

h) Tester: The word "tester" means a first or second class journeyman mechanic committed to the mechanical testing of motor-vehicles: his wage rate shall be that of a first-class mechanic.

Shall not be considered as "tester", the service salesman, that is, the employee who suggests what repairs should be made and determines the cost thereof, after examining the motor-vehicle, whether inside or outside the establishment.

i) Machine shop: The words "machine shop" mean any establishment or place where work or repairs are performed on motor-vehicles or any part thereof.

j) Gas station: The words "gasolene station" mean any place, stationary or not, where gasolene or lubricants for motor vehicles are sold.

k) Garage: The word "garage" means any place where motor vehicles are repaired, transformed, demolished or stored. All establishments engaged exclusively or partly in the repair of parts or rebuilding of motors and/or accessories necessary for the driving or operation of a motor-vehicle, whether or not these parts or accessories be part of the motor-vehicle, shall be considered as garages and, consequently, governed by the decree.

l) Service station: The words "service station" mean any place where motor-vehicles are washed, cleaned, polished or lubricated.

m) Scrapping yard: The words "scrapping yard" mean any place where motor-vehicles or any part thereof are demolished for the purpose of selling, storing, repairing, or demolished to sell the metal as scrap.

n) Parking ground: The words "parking ground" mean any place kept for parking motor-vehicles.

o) Regular wage rate: The words "regular wage rate" mean the wages effectively paid by the employer or professional employer to the night or day employee for work done during the regular hours of work in virtue of a verbal or written agreement; this rate of wages should never be lower than the minimum wage rate fixed by the decree.

II. Professional and Industrial Jurisdiction: Those governed by the provisions of the decree shall be the employers, professional employers, artisans and wage-earners in garages, gasolene stations, service stations parking grounds, scrapping yards, machine shops, as defined in section I.

Used car dealers who perform, or cause to be performed, one of the operations governed by

exécuter l'une des opérations prévues par le décret sur lesdites voitures, qu'elles soient ou non enregistrées en leur nom.

Exemptions: Le décret ne s'applique pas:

i. Aux établissements industriels et commerciaux ni aux entreprises publiques de transport par autobus ou par camions, en autant qu'ils limitent exclusivement leurs services à leurs propres besoins et qu'ils n'accomplissent aucun travail pour la clientèle publique.

ii. Aux établissements qui fabriquent des véhicules-moteurs neufs ou qui font l'assemblage des pièces utilisées sur les véhicules-moteurs neufs.

III. *Jurisdiction territoriale:* Le présent décret s'applique à l'île de Montréal.

the decree on automobiles, whether registered in their name or not, shall also be governed by the decree.

Exemptions: The decrees does not apply:

i. To commercial and industrial establishments and to public bus or trucks transport concerns inasmuch as they limit their services exclusively to their own needs and do no work for public customers.

ii. To establishments manufacturing motor vehicles or engaged in the assembling of parts on new motor vehicles.

III. *Territorial Jurisdiction:* The present decree applies to the Island of Montreal.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES CONCERNANT LES SALAIRES ET LA DURÉE DU TRAVAIL

SPECIAL PROVISIONS CONCERNING WAGES AND THE DURATION OF LABOUR

IV. *Conditions de travail dans les garages et ateliers de mécanique:*

a) *Salaires minima:*

Les taux minima de salaire sont les suivants:

	<i>Taux horaires</i>	
	<i>De jour</i>	<i>De nuit</i>

Compagnon:		
1ère classe	\$1.20	\$1.25
2ème classe	1.05	1.10
3ème classe	0.85	0.90
Apprentis:		
1er semestre	0.45	0.50
2ème semestre	0.50	0.55
2ème année	0.55	0.60
3ème année	0.75	0.80

Hommes de garages:		
Moins de 4 mois d'expérience...	0.50	0.60
Autres	0.60	0.70

b) *Durée du Travail:* *

La durée régulière de travail est la suivante:

IV. *Working conditions in garages and machine shops:*

a) *Minimum wages:*

The minimum rates of wages shall be as follows:

	<i>Hourly rates</i>	
	<i>Day</i>	<i>Night</i>

Journeymen:-		
1st class	\$1.20	\$1.25
2nd class	1.05	1.10
3rd class	0.85	0.90
Apprentices:		
1st six months	0.45	0.50
2nd six months	0.50	0.55
2nd year	0.55	0.60
3rd year	0.75	0.80

Garage employees:		
Less than 4 months of experience	0.50	0.60
Others	0.60	0.70

b) *Duration of work:*

The standard duration of work shall be as follows:

COMPAGNONS ET APPRENTIS

JOURNEYMEN AND APPRENTICES

1° *Travail de jour:* Quarante-neuf (49) heures par semaine réparties entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m. du lundi au vendredi inclusivement et entre 7.00 a.m. et midi, le samedi.

Définition des compagnons et apprentis compagnons de jour: Les compagnons et apprentis compagnons de jour sont ceux employés, dans un établissement régi par le décret qui travaillent ordinairement et principalement entre sept (7.00) heures du matin et sept (7.00) heures du soir, ou sont ceux qui travaillent dans un établissement ayant plus d'une équipe, sont affectés au travail de jour, c'est-à-dire font ordinairement leur travail ou la majeure partie d'icelui entre sept (7.00) heures a.m. et sept (7.00) heures p.m.

2° *Travail de nuit:* Quarante-neuf (49) heures par semaine réparties entre 7.00 p.m. et 7.00 a.m. du lundi au vendredi inclusivement.

Définition des compagnons et apprentis-compagnons de nuit: Les compagnons et apprentis-compagnons de nuit sont ceux qui, dans le cas d'un établissement ayant plus d'une équipe font ordinairement leur travail ou la majeure partie d'icelui de nuit, c'est-à-dire entre six (6.00) heures du soir et sept (7.00) heures du matin ou encore ceux qui, dans le cas d'un établissement n'ayant qu'une seule équipe, font ordinairement leur travail ou la majeure partie d'icelui entre six (6.00) heures du soir et sept (7.00) heures du matin.

1. *Day work:* Forty-nine (49) hours per week distributed between 7.00 a.m. and 7.00 p.m., from Monday to Friday inclusive, and between 7.00 a.m. and 12.00 (noon) Saturday.

Definition of day journeymen and apprentice journeymen: Day journeymen and apprentice journeymen are those employed in an establishment governed by the decree who work ordinarily and mostly between 7.00 a.m. and 7.00 p.m. or those who work during the day in an establishment employing more than one shift, meaning that their work is ordinarily or mostly done between 7.00 a.m. and 7.00 p.m.

2. *Night work:* Forty-nine (49) hours per week distributed between 7.00 p.m. and 7.00 a.m., from Monday to Friday inclusive.

Definition of night journeymen and apprentice journeymen: Night journeymen and apprentice journeymen, in an establishment employing more than one shift, are those who do their work between 6.00 p.m. and 7.00 a.m., or, in an establishment employing but one shift, those who do their work or most of their work between 6.00 p.m. and 7.00 a.m.

HOMMES DE GARAGES

GARAGE EMPLOYEES

3° *Travail de jour*: Soixante (60) heures par semaine réparties entre 7.00 a.m., et 7.00 p.m., tous les jours, sujet aux dispositions de l'article X.

Définition des hommes de garage de jour: Les hommes de garage de jour sont ceux employés dans un établissement régi par le décret qui travaillent ordinairement et principalement entre sept (7.00) heures du matin et sept (7.00) heures du soir, ou ceux qui, travaillant dans un établissement ayant plus d'une équipe sont affectés au travail de jour, c'est-à-dire, ceux qui font ordinairement leur travail ou la majeure partie d'icelui entre sept (7.00) heures a.m. et sept (7.00) heures p.m.

4° *Travail de nuit*: Soixante-douze (72) heures par semaine réparties entre 7.00 p.m. et 7.00 a.m., tous les jours, sujet aux dispositions de l'article X.

Définition des hommes de garages de nuit: Les hommes de garage de nuit sont ceux qui, dans le cas d'un établissement ayant plus d'une équipe, font ordinairement leur travail, ou la majeure partie d'icelui durant la nuit, c'est-à-dire entre sept (7.00) heures du soir et sept (7.00) heures du matin, ou encore ceux qui, dans le cas d'un établissement n'ayant qu'une seule équipe, font ordinairement leur travail ou la majeure partie d'icelui entre sept (7.00) heures du soir et sept (7.00) heures du matin.

c) *Rémunération du travail supplémentaire*:

1° *Compagnons et apprentis compagnons de jour*: *Travail de jour*: Tout travail exécuté en plus de la durée régulière hebdomadaire ou en dehors de l'horaire fixé doit être payé au taux de salaire régulier majoré de 50%.

De plus, tout travail exécuté entre 11.00 p.m. et 7.00 a.m. du lundi au samedi matin inclusivement, et après 5.00 p.m., le samedi, doit être payé au taux de salaire régulier majoré de 100%.

2° *Compagnons et apprentis compagnons de nuit*: *Travail de nuit*: Tout travail exécuté en plus de la durée régulière hebdomadaire ou en dehors de l'horaire fixé, doit être payé au taux de salaire régulier majoré de 50%.

De plus, tout travail exécuté entre 11.00 a.m. et 7.00 p.m. du lundi au samedi inclusivement, doit être payé au taux de salaire régulier majoré de 100%.

3° *Hommes de garage*: *Travail de jour*: Tout travail exécuté en plus de la durée régulière hebdomadaire ou en dehors de l'horaire fixé, doit être payé au taux de salaire régulier majoré de 50%.

IV. A) *Garantie obligatoire de quarante-quatre (44) heures*: Un minimum de quarante-quatre (44) heures de salaire par semaine est garanti aux compagnons et apprentis-compagnons qui sont sur les lieux à la disposition de leur employeur pendant quarante-neuf (49) heures réparties entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m.

Advenant l'absence, pour quelque raison que ce soit, d'un compagnon ou apprenti-compagnon la garantie reste en vigueur, mais est diminuée au pro-rata des heures d'absence.

V. *Conditions de travail dans les débits d'essence et stations de services*:

a) *Salaires minima*: Les taux minima de salaires sont les suivants:

	<i>Taux horaires</i>
Hommes de service:	
Cas d'une (1) seule équipe.....	\$0.60
Cas de deux (2) équipes:	
Équipe de jour (7.00 a.m. à 7.00 p.m.)..	0.60

3. *Day work*: Sixty (60) hours per week distributed between 7.00 a.m. and 7.00 p.m., every day, subject to the provisions of section X.

Definition of day garage employees: Day garage employees are those employed in an establishment governed by the decree and who work ordinarily and mostly between 7.00 a.m. and 7.00 p.m., or those who work during the day in an establishment employing more than one shift, meaning those whose time is worked ordinarily and mostly between 7.00 a.m. and 7.00 p.m.

4. *Night work*: Seventy-two (72) hours per week distributed between 7.00 p.m. and 7.00 a.m. every day, subject to the provisions of section X.

Definition of night garage employees: Night garage employees, in an establishment employing more than one shift, are those whose time is ordinarily or mostly worked during the night, that is between 7.00 p.m. and 7.00 a.m., or, in an establishment employing but one shift, those whose time is ordinarily and mostly worked between 7.00 p.m. and 7.00 a.m.

c) *Overtime pay*:

1. *Day journeymen and apprentice journeymen*: *Day work*: All time worked in excess of the standard weekly duration of work or beyond the hours established herein shall be paid at the rate of (straight) time and one half.

Moreover, all time worked between 11.00 p.m. and 7.00 a.m. from Monday to Saturday morning inclusive, and after 5.00 p.m. Saturday, shall be paid double (straight) time.

2. *Night journeymen and apprentice journeymen*: *Night work*: All time worked in excess of the standard weekly duration or beyond the hours established herein shall be paid (straight) time and one half.

Moreover, all time worked between 11.00 a.m. and 7.00 p.m. from Monday to Saturday inclusive shall be paid at the rate of double (straight) time.

3. *Garages employees*: *Day work*: All time worked in excess of the standard weekly duration of work or beyond the hours established herein shall be paid (straight) time and one half.

IV. A-*Obligatory 44-hour guarantee*: A minimum of forty-four (44) hours' pay per week shall be guaranteed to journeymen and apprentice journeymen who are on the premises and at the disposal of their employer for forty-nine (49) hours, distributed between 7.00 a.m. and 7.00 p.m.

In the event of the absence, for what reason soever, of a journeyman or apprentice journeyman, the guarantee remains but is reduced at the pro rata of hours of absence.

V. *Working conditions in gasoline stations and service stations*:

a) *Minimum wages*: The minimum rates of wages shall be as follows:

	<i>Hourly rates</i>
Service men:	
Where there is but one shift.....	\$0.60
Where there are two shifts:	
Day shift (7.00 a.m. to 7.00 p.m.)....	0.60

Equipe de nuit (7.00 p.m. à 7.00 a.m.) 0.80
 Cas de trois (3) équipes:
 Equipe de jour (7.00 a.m. à 3.00 p.m.) 0.70
 Equipe du soir (3.00 p.m. à 11.00 p.m.) 0.80
 Equipe de nuit (11.00 p.m. à 7.00 a.m.) 1.00

b) *Durée du travail:* La durée régulière de travail est la suivante:

1° Cas d'une (1) seule équipe: Dix (10) heures par jour, réparties entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m., du lundi au samedi inclusivement, formant une semaine régulière de soixante (60) heures.

2° Cas de deux (2) équipes:

Equipe de jour: Les mêmes heures de travail que celles prévues dans le cas d'une seule équipe.

Equipe du soir: Le travail régulier commence à 7.00 p.m. pour se terminer à 2.00 a.m.

3° Cas de trois (3) équipes: Les établissements demeurant ouverts vingt-quatre (24) heures par jour doivent avoir trois équipes d'hommes de service dont les heures de travail sont réparties comme suit:

Equipe de jour: De 7.00 a.m. à 3.00 p.m.

Equipe du soir: De 3.00 p.m. à 11.00 p.m.

Equipe de nuit: De 11.00 p.m. à 7.00 a.m.

L'heure à laquelle l'homme de service commence son travail détermine à quelle équipe il appartient.

c) *Rémunération du travail supplémentaire:*

1° Cas d'une (1) seule équipe: Tout travail exécuté en plus de dix (10) heures par jour ou de soixante (60) heures par semaine ou en dehors de l'horaire déterminé, doit être payé au taux de salaire régulier majoré de 50%.

Cependant, tout travail exécuté entre 10.00 p.m. et 7.00 a.m. doit être payé au taux de salaire régulier majoré de 100%.

2° Cas de deux (2) équipes: *Equipe de jour:* Les salariés de l'équipe de jour sont sujets aux conditions prévues dans le cas d'une seule équipe.

Equipe du soir: Tout travail supplémentaire exécuté par les salariés de l'équipe du soir après 2.00 a.m. doit être payé au taux de salaire régulier majoré de 50%.

Si, dans un établissement où il y a deux équipes, un homme de service commence à travailler avant 7.00 p.m., il est considéré comme appartenant à l'équipe de jour et a droit à la rémunération prévue pour les salariés de cette équipe.

3° Cas de trois (3) équipes: Tout travail exécuté par l'homme de service après l'heure où finit le travail régulier de l'équipe à laquelle il appartient, doit être payé au taux de salaire régulier majoré de 50%.

VI. *Conditions de travail des démolisseurs, employés de terrains de stationnement et gardiens:*

a) *Salaires minima:* Les taux minima de salaires sont les suivants:

	<i>Taux horaires</i>
Démolisseurs:	
Moins de 4 mois d'expérience.....	\$0.65
Tous les autres.....	0.75
Gardiens.....	0.55

b) *Durée du travail:*

Démolisseurs: Soixante (60) heures par semaine réparties entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m., tous les jours.

Gardiens: Soixante-douze (72) heures par semaine.

c) *Rémunération du travail supplémentaire:*

Démolisseurs: Tout travail exécuté en plus de la durée régulière hebdomadaire ou en dehors de l'horaire fixé, doit être payé au taux de salaire régulier majoré de 50%.

Gardiens: Tout travail excédant soixante-douze (72) heures par semaine, doit être rémunéré au taux de salaire régulier majoré de 50%.

Night shift (7.00 p.m. to 7.00 a.m.)... 0.80

Where there are three (3) shifts:

Day shift (7.00 a.m. to 3.00 p.m.)... 0.70

Evening shift (3.00 p.m. to 11.00 p.m.) 0.80

Night shift (11.00 p.m. to 7.00 a.m.) 1.00

b) *Duration of work:* The standard duration of work shall be as follows:

1. Where there is but one (1) shift: Ten (10) hours per day, distributed between 7.00 a.m. and 7.00 p.m., from Monday to Saturday inclusive, making a standard week of sixty (60) hours.

2. Where there are (2) shifts:

Day shift: The same hours as those fixed for establishments employing but one shift.

Evening shift: Regular work begins at 7.00 p.m. and ends at 2.00 a.m.

3. Where there are three (3) shifts: Establishments opened twenty-four (24) hours per day shall have three shifts of service men whose working hours are distributed as follows:

Day shift: 7.00 a.m. to 3.00 p.m.

Evening shift: 3.00 p.m. to 11.00 p.m.

Night shift: 11.00 p.m. to 7.00 a.m.

The time at which the service man begins to work determines his shift.

c) *Overtime pay:* 1. Where there is but one (1) shift: All time worked in excess of ten (10) hours per day or sixty (60) hours per week, or beyond the hours determined herein, shall be paid at the rate of (straight) time and one half.

However, all time worked between 10.00 p.m. and 7.00 a.m. shall be paid at the rate of double-(straight) time.

2. Where there are two (2) shifts: *Day shift:* Day shift employees are subject to the conditions provided for single shift establishments.

Evening shift: All overtime worked by the employees of the evening shift after 2.00 a.m. shall be paid at the rate of (straight) time and one half.

*Service men beginning before 7.00 p.m. in establishments employing two shifts shall be considered as belonging to the day shift and entitled to the remuneration established for the employees of each shift.

3. Where there are three (3) shifts: All time worked by the service man after the regular finishing time of the shift to which he belongs shall be paid at the rate of (straight) time and one half.

VI. *Working conditions of demolishers, parking ground employees and watchmen:*

a) *Minimum wages:* The minimum wages shall be as follows:

	<i>Hourly rates</i>
Demolishers:	
With less than 4 months of experience..	\$0.65
All others.....	0.75
Watchmen.....	0.55

b) *Duration of work:*

Demolishers: Sixty (60) hours per week distributed between 7.00 a.m. and 7.00 p.m., every day.

Watchmen: Seventy-two (72) hours per week.

c) *Overtime pay:*

Demolishers: All time worked in excess of the standard weekly duration of work or beyond the hours fixed herein shall be paid at the rate of (straight) time and one half.

Watchmen: All time worked in excess of seventy-two (72) hours per week shall be remunerated at the rate of (straight) time and one half.

d) Salariés des terrains de stationnement: Les salariés employés par celui qui exploite un terrain de stationnement ont droit aux taux de salaires et conditions de travail prévus pour les hommes de service. Si cependant, le terrain de stationnement est attenant à un garage et exploité par celui qui exploite déjà le garage, les salariés sont alors considérés à tous points de vue comme des hommes de garage et soumis aux mêmes conditions de travail et aux mêmes taux de salaires que ces derniers.

d) Parking ground employees: Those employed by parking ground operators are entitled to the wage rates and working conditions provided for service men. However, when the parking ground adjoins a garage and is operated by the same man, the employees are then considered as garage employees and subject to the same working conditions and to the same rates of wages as garage employees.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LE SALAIRE ET LA DURÉE DU TRAVAIL

GENERAL PROVISIONS CONCERNING THE RATES OF WAGES AND THE DURATION OF LABOUR

VII. a) Durée maximum de travail: La durée hebdomadaire de travail de tout salarié régi par le décret ne doit en aucun cas excéder soixante-douze (72) heures, y compris le temps supplémentaire, sauf dans les cas des gardiens.

VII. a) Maximum duration of work: The weekly duration of work of all employees governed by the decree shall never exceed seventy-two (72) hours, including overtime, except in the case of watchmen.

b) Rémunération du travail supplémentaire: Toute augmentation de salaire pour travail supplémentaire doit être calculée sur le taux du salaire régulier et non sur le salaire minimum.

b) Overtime pay: All overtime rates shall be computed on the regular (straight) rates and not on the minimum rates.

c) Paiement des salaires: Le salaire de tout salarié doit être payé au complet hebdomadairement dans une enveloppe scellée, sur laquelle doivent être inscrits son nom, son numéro matricule, la date de la semaine de travail, le nombre d'heures rémunérées, le taux de salaire à l'heure, le montant contenu dans l'enveloppe; celle-ci doit être initialée par la personne qui fait la paie et, si possible, distribuée le vendredi.

c) Payment of wages: The wages of every employee shall be paid entirely every week in a sealed envelope on which the following shall be inscribed: his name, his number, the date of the work week, the number of hours remunerated, the wage rate per hour, the amount contained in the envelope. The latter shall be initialed by the pay clerk and, if possible, given on Friday.

Sujet aux dispositions du paragraphe précédent, est également légale, la paie faite au moyen d'un chèque, pourvu que pareil chèque ait un talon détachable donnant tous les détails qui doivent être inscrits sur les enveloppes de paie.

Subject to the provisions of the foregoing paragraphs, the pay made by means of cheques, provided such cheque have a detachable stub giving all the details that should appear on the pay envelope, shall also be legal.

d) Salaires supérieurs: Les salaires supérieurs aux taux minima fixés par le décret ne doivent pas être diminués après l'entrée en vigueur dudit décret.

d) Higher wages: Wages higher than the minimum rates fixed by the decree shall not be reduced after its coming into force.

Aucun employeur ou employeur professionnel ne peut pour quelque raison que ce soit, directement, diminuer le salaire d'un salarié après qu'il a été à son emploi pendant deux mois. Au surplus, si un employeur remercie, pour quelque raison que ce soit, un salarié de ses services et qu'il le reprend à son emploi dans les six (6) mois de son renvoi, il doit payer à ce salarié au moins le taux de salaire convenu lors de son engagement original, il en est de même si le salarié quitte lui-même son emploi.

No employer or professional employer has the right, for any reason whatever, directly or indirectly, to reduce the wages of an employee after he has been in his employ for two months. Moreover, when for any reason whatever, an employer dismisses an employee and hires him again within six months, he shall pay him at least the wage rate agreed upon at the time of the original employment; this also applies when the employee leaves his employment of his own free will.

VIII. Congé annuel payé: 1° Droit au congé: Tout salarié régi par le décret a droit:

VIII. Vacation with pay: 1. Right to a vacation: Any employee governed by the decree shall be entitled;

a) Après un an de service continu pour son employeur, à un congé annuel continu payé d'une durée minimum de sept jours comportant au moins six jours ouvrables; et,

a) After one year's continuous service in the employ of his employer, to a continuous annual vacation with pay having a minimum duration of seven days comprising at least six working days; and,

b) S'il n'a pas un an de services continus pour son employeur à un congé annuel continu payé d'une durée minimum d'autant de demi-jours qu'il a de mois de calendrier de services continus pour son employeur.

b) If he has not yet completed a year's service in the employ of his employer, to a continuous annual vacation with pay having a minimum duration of as many half days as he has calendar months of continuous service in the employ of his employer.

2° Période de service continu donnant droit au congé: Pour chaque congé annuel payé la période de services continus pour un employeur donnant droit à tel congé, s'établit du 1er mai d'une année au 30 avril de l'année subséquente.

2. Period of continuous service which gives right to aforesaid vacation: For each annual vacation with pay, the period of continuous service in the employ of an employer, which gives right to such vacation, begins on the first day of May of one year and ends on the thirtieth day of April on the following year.

3° Service continu: La durée des services continus doit s'entendre de la période pendant

3. Continuous service: By "duration of continuous service" is meant the period during which

laquelle le salarié est lié à son employeur par un contrat de travail, même si l'exécution de celui-ci a été interrompu sans qu'il y ait résiliation de contrat.

Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant la durée des services continus, les jours de maladie, si le contrat n'a pas été résilié, les jours de chômage, les périodes de congés annuels, le délai-congé, les absences autorisées, si le travailleur n'a pas occupé pendant ces journées un autre emploi rémunéré.

4° *Rémunération*: Le salarié a droit pour son congé à une rémunération équivalente:

a) S'il est payé exclusivement au temps, au salaire qu'il aurait gagné pendant la période de congé;

b) S'il est payé suivant un autre mode, à deux pour cent (2%) du salaire gagné durant la période de services lui donnant droit à tel congé (1er mai au 30 avril suivant).

5° *Echéance de la rémunération*: L'employeur doit payer au salarié, avant son départ, sa rémunération pour congé.

6° *Période de prise de congé*: Chaque congé doit être donné pendant la période du 1er mai au 1er novembre de l'année courante au temps déterminé par l'employeur ou l'employeur professionnel durant cette période ou pendant toute autre période de l'année, si tel est le consentement du salarié, mais à la convenance de l'employeur ou de l'employeur professionnel.

7° *Fixation de la période de congé*: L'employeur doit faire connaître au salarié au moins quinze jours à l'avance, la période de son congé.

8° *Résiliation du contrat de travail*: Lorsque le salarié quitte son emploi, il a droit à une indemnité:

a) Représentant la rémunération payable lors de la prise du congé auquel il a un droit acquis, s'il n'a pas pris tel congé, et,

b) Représentant deux pour cent (2%) du salaire gagné depuis le 1er mai précédent la date de son départ.

9° *Mentions au registre*: L'employeur doit mentionner dans son registre de travail pour chaque salarié:

a) La date de son entrée en service;

b) La durée de son congé annuel payé;

c) La date de son départ en congé;

d) Le montant et la date du paiement de l'indemnité versée pour la durée de son congé.

10° *Deux (2) semaines*: Tout salarié régi par le décret a droit, après cinq (5) ans ou plus de services continus pour son employeur, à un congé annuel continu payé de deux (2) semaines, le tout sujet aux dispositions des paragraphes précédents de l'article.

Note: En cas de litige concernant la première semaine de congé payé, le comité paritaire s'en référera à l'Ordonnance numéro 3 de la Commission du Salaire Minimum, dont les dispositions doivent être suivies.

IX. *Jours de fête chômées*: a) *Payés*: Pour tous les salariés régis par le décret, sauf les hommes de garages et les gardiens, le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, la fête du Travail et le Jour de Noël sont des jours chômés et payés.

b) *Non-payés*: La Saint-Jean-Baptiste et la Confédération (Fête du Canada) et les dimanches sont également des jours chômés mais non payés pour lesdits salariés.

c) Lorsque le Jour de Noël et le Premier de l'An tombent un dimanche, le 26 décembre et le 2

the employee is bound by a labour contract to work for his employer, even if the carrying out of the aforesaid contract has been interrupted without the contract being cancelled.

Shall not be considered as interrupting the duration of continuous service, days of absence through illness if the contract has not been cancelled as also days of unemployment, the annual vacation, the term of notice and authorized absences, provided that during such days the employee did not hold any other remunerated employment.

4. *Remuneration*: For his vacation the employee is entitled to a remuneration equal to:

a) The wages he would have earned during his vacation, if he is exclusively paid on a time basis;

b) Two percent (2%) of the wages earned during the period of service entitling him to his vacation (May 1st, to April 30th), if he is paid on any other basis.

5. *Date of payment of remuneration*: The vacation pay shall be given by the employer to his employee before the latter's departure on vacation.

6. *Period during which vacation is to be taken*: Every vacation shall be given during the period from May 1st to November 1st of the current year at the time determined by the employer or the professional employer during such period, or during any other period of the year when agreed to by the employee, but at the convenience of the employer or the professional employer.

7. *Fixing of date of vacation*: The employer shall notify the employee of the date of his vacation at least fifteen days in advance.

8. *Cancellation of labour contract*: When an employee quits his employment, he is entitled to an indemnity:

a) consisting of the remuneration payable to him at the time of his taking the vacation to which he has a right, if he has not taken such vacation, and,

b) consisting of two percent (2%) of the wages earned after the 1st of May preceeding the date of his departure.

9. *Recording of particulars in register*: The employer shall record in his register, for each employee:

a) The date of his entrance into the service of the employer;

b) The duration of his annual vacation with pay;

c) The date of his leaving on vacation;

d) The amount and date of payment of the indemnity paid to him for the duration of his vacation.

10. *Two weeks*: Every employees governed by the decree shall be entitled, after five (5) years or more of continuous service for his employer, to a yearly vacation of two (2) continuous weeks with pay, the whole subject to the provisions of the foregoing subsections of the present section.

Note: In the event of a dispute as regards the first vacation week, the Parity Committee shall refer to Ordinance number 3 of the Minimum Wage Commission, the provisions of which are to be observed.

IX. *Holidays*: a) *With pay*: For all employees governed by the decree, with the exception of garage employees and watchmen, New Year's Day, Good Friday, Labour Day and Christmas Day shall be holidays with pay.

b) *Without pay*. St. Jean Baptiste Day and Canada Day and Sundays are holidays also, but without pay.

c) When Christmas and New Year's Day fall on Sunday, December 26 and January 2

janvier sont des jours chômés et payés pour les salariés mentionnés aux paragraphes précédents.

d) Toutefois, si lesdits salariés travaillent le dimanche ou l'un des jours de fêtes énumérés aux paragraphes précédents, ils doivent être payés au taux de salaire régulier majoré de 100%.

e) Le présent article n'affecte en rien le congé hebdomadaire auquel ont droit tous les salariés, aux termes de l'article X.

X. *Repos hebdomadaire*: Tout salarié a droit à un jour complet (vingt-quatre heures) de repos chaque semaine, lequel doit lui être donné autant que possible le dimanche. Pour tout travail exécuté pendant ces vingt-quatre (24) heures, le taux de salaire régulier doit être majoré de 100%.

XI. *Apprentissage*: a) La durée de l'apprentissage est de trois (3) années. Dès son entrée dans l'industrie assujettie au décret, l'apprenti doit s'enregistrer au comité paritaire afin de rendre possible la compilation des différents stages de son apprentissage et expérience. L'employeur ne peut engager un apprenti qui ne s'est pas conformé à cette disposition.

b) Aucun apprenti ne peut être accepté s'il n'a pas seize (16) ans révolus ou s'il a plus de vingt-six (26) ans. L'apprenti doit fournir un certificat d'études de septième année au cours primaire ou l'équivalent.

c) Si, cependant, le manque de qualification requise quant à l'instruction nécessaire est dû à l'état de santé et n'a qu'un caractère temporaire on peut faire exception dans son cas, mais pareille exception est laissée à la seule discrétion du comité paritaire dont la décision est finale. Il peut y avoir appel au Ministre du Travail.

d) A l'expiration de son apprentissage, l'apprenti doit se présenter devant le Bureau d'Examineurs du comité paritaire pour y subir l'examen requis en vue de l'obtention de son certificat de qualification.

Note: A la fin de leurs études dans une école ou une section d'automobile de l'enseignement spécialisé du Ministère du Bien-Etre Social et de la Jeunesse, les élèves doivent recevoir un crédit d'apprentissage basé sur leurs années d'études et les résultats de leurs examens.

e) Le détenteur d'un certificat de compagnon de troisième ou de deuxième classe peut, lorsqu'il a été détenteur de son certificat pour au moins douze (12) mois, subir un examen pour obtenir un certificat de qualification d'une classe supérieure.

f) *Prorata entre compagnons et apprentis*: Dans chaque établissement régi par le décret, il ne doit pas y avoir plus que deux (2) apprentis par trois compagnons. Toutefois, dans les établissements où il n'y a qu'un (1) ou deux (2) compagnons, il est permis d'avoir un (1) apprenti.

g) *Hommes de service et hommes de garage*: Les dispositions des paragraphes "b" et "c" du présent article s'appliquent également aux hommes de service et aux hommes de garage à l'exception de la limite d'âge de 26 ans.

XII. *Travail d'une catégorie inférieure*: L'employeur peut exiger de tout salarié de son établissement l'exécution de tout travail d'une catégorie inférieure à celle prévue par son certificat de qualification pourvu que ce salarié continue à recevoir le salaire qui s'applique à la catégorie de salariés à laquelle il appartient.

XIII. *Temps alloué pour les repas*: Le temps alloué pour les repas est d'une heure pour les

shall be holidays with pay for the employees mentioned in the foregoing subsections.

d) However, when these employees work on Sunday or on one of the holidays enumerated in the foregoing subsections, they shall be paid double time.

e) The present section does not affect the weekly holiday to which all employees are entitled under section X.

X. *Weekly day of rest*: All employees shall be entitled to a complete day of rest twenty-four (24) hours each week, which shall be given on Sunday when possible. For work performed on the weekly day of rest, the regular wage rate shall be increased by 100%.

XI. *Apprenticeship*: a) The duration of apprenticeship is three (3) years. Before beginning his apprenticeship, the apprentice shall register with the Parity Committee so that a record of his various terms of apprenticeship and experience can be made. No employer may hire an apprentice who has not complied with this provision.

b) No apprentice can be accepted if he is under sixteen (16) years of age or over twenty-six (26). The apprentice shall produce a certificate of study of the seventh year of the Primary Course or the equivalent thereof.

c) However, when the lack of school qualification is due to poor health and is but temporary, an exception can be made, but the Parity Committee shall be the one to decide and its decision can only be appealed to the Minister of Labour.

d) At the expiration of his apprenticeship, the apprentice shall sit before the Board of Examiners of the Parity Committee for the examination required in order to obtain his certificate of competency.

Note: At the completion of their studies in a school or automobile section of the specialized training conducted by the Welfare and Youth Department, the pupils shall receive an apprenticeship credit in proportion to their years of study and to the results of their examinations.

e) The holder of a third or second class journeyman's certificate, after holding such certificate for at least twelve (12) months, may sit for an examination in order to obtain a certificate of a higher class.

f) *Pro-rata between journeymen and apprentices*: In every establishment governed by the decree, there shall not be more than two (2) apprentices to each three (3) journeymen. However, in establishments employing but one (1) or two (2) journeymen, there may be one (1) apprentice.

g) *Service men and garage employee*: The provisions of subsections "b" and "c" of the present section also apply to service men and garage employees with the exception of the age limit of 26 years.

XII. *Work of an inferior category*: The employer may require any employee of his establishment to perform any kind of work belonging to a category inferior to that specified by the certificate of competency of the employee, provided the said employee continue to receive the wages herein specified for the category of employees to which he belongs.

XIII. *Time allowed for meals*: One (1) hour shall be allowed for meals in the case of em-

salariés qui travaillent durant le jour et d'au moins une demi-heure pour ceux qui travaillent durant la nuit. L'employeur ne peut pas forcer un salarié à travailler plus de six (6) heures entre chaque repas.

Cependant et nonobstant toute disposition à ce contraire, dans le présent décret, le salarié qui désire quitter son travail à six heures et trente (6.30) p.m. au lieu de sept (7.00) heures p.m., peut, avec le consentement de son employeur, réduire le temps alloué pour son repas à une demi-heure, afin que la durée régulière de son travail ne soit pas affectée par son départ prématuré.

XIV. Outils manuels: Le salarié doit fournir les outils manuels nécessaires à l'exercice de son métier, à l'exception des limes utilisées pour le débossage.

XV. Uniformes: a) Le costume uniforme spécial requis par l'employeur doit être payé moitié par l'employeur, moitié par le salarié et demeure la propriété de l'employeur pendant les douze (12) mois qui suivent la date de l'achat.

b) Les autres uniformes exigés par l'employeur tels que salopettes et jaquettes spéciales sont fournies et blanchies moitié aux frais de l'employeur moitié aux frais du salarié.

c) Cependant, dans le cas des apprentis, les salopettes ou jaquettes spéciales exigées par l'employeur sont fournies et blanchies aux frais de l'employeur seul, durant le premier semestre de l'apprentissage.

XVI. Indemnité pour traitement à la suite d'accident: Lorsqu'un salarié régi par le présent décret, doit s'absenter de son travail par suite d'un accident de travail survenu le même jour, pour y recevoir des traitements, il a droit à sa rémunération pour le solde des heures de travail régulières, mais jusqu'à concurrence d'une demi-journée seulement.

XVII. Travail à l'extérieur: Il est interdit à un salarié travaillant déjà pour le compte d'un employeur de l'industrie de l'automobile, d'exécuter tout travail de l'un ou l'autre des métiers de l'industrie de l'automobile à l'extérieur pour le compte de toute personne, que cette personne soit un employeur professionnel, un employeur ou un client.

XVIII. Nullité de convention: Est illégale et est considérée comme nulle et non avenue, pour les fins du présent décret, toute entente ou convention entre employeur et salarié, touchant soit la location d'espace ou de place d'affaires, soit les conditions de travail ou soit tout autre procédé à moins qu'elle ne prévoit pour le salarié une rémunération en monnaie courante plus élevée ou des compensations ou avantages plus étendus que ceux fixés par le décret.

XIX. Le nouveau comité paritaire formé pour surveiller l'application du présent décret succède à l'ancien comité constitué en vertu du décret antérieur et est investi de tous les actifs et droits dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité, en vertu dudit décret antérieur.

XX. Durée du décret: Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, et demeure en vigueur jusqu'au 18 février 1954.

employees working during the day and a minimum of one half ($\frac{1}{2}$) hour shall be allowed to the employees working during the night. The employer shall not compel the employees to work more than six (6) hours between meals.

However, and notwithstanding any contrary provision in the present decree, the employee who wishes to leave at 6.30 p.m., instead of 7.00 p.m., may, with the consent of his employer, reduce to one half-hour the period of his meal so that the regular duration of his work shall not be affected by his early departure.

XIV. Manual tools: The employee shall furnish his manual tools for the execution of his work, with the exception of the files required for body work.

XV. Uniform: a) Half the cost of the special uniform required by the employer shall be paid by him and the other half by the employee, and it shall remain the property of the employer during the twelve (12) months following the date of purchase.

b) The other uniforms required by the employer, such as overalls and special frocks, shall be supplied and cleaned equally by the employer and the employee, each one paying half the cost.

c) In the case of apprentice, however, special overalls, or jackets used at the employer's request, shall be supplied and laundered by the employer alone, during the first six months of apprenticeship.

XVI. Compensation for treatments following an accident: When an employee governed by the present decree is absent, because of an accident sustained the same day, for the purpose of receiving treatments, he shall be entitled to remuneration for the balance of the regular working hours, but to the extent of one half-day only.

XVII. Outside Work: No employee already working for an employer of the automobile industry shall perform any outside work of the automobile industry for the account of any person whether such person, be a professional employer, an employer or a customer.

XVIII. Nullity of agreement: For the purpose of the decree, is illegal, nul and avoid any agreement or contract entered into between an employer and an employee concerning the renting of a space or place of business, the working conditions or any other transactions unless they provide, in favor of the employee, for a higher remuneration in currency or more extended compensation or benefits than those stipulated in the decree.

XIX. The new committee formed to administer the present decree supersedes the former one formed under the previous decree and is vested with all the said committee's assets and rights; it likewise assumes all the liabilities of the former committee, under the said previous decree.

XX. Duration of the decree: The present decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force until February 18, 1954.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 18 février de l'année 1954 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

(Document "A" annexé à l'arrêté).

C. LARICHELIERE,

Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

ARRETÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 620

Québec, le 20 mai 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "D"

CONCERNANT l'abrogation du décret relatif au commerce de détail dans la cité de Granby et la municipalité du canton de Granby.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que le décret numéro 1354 du 13 octobre 1948, relatif au commerce de détail dans la cité de Granby et la municipalité du canton de Granby dans sa teneur modifiée, soit annulé et abrogé à toutes fins que de droit à compter du 30 avril 1953.

Que l'arrêté-en-Conseil numéro 1442-A du 27 octobre 1948, approuvant la constitution et les règlements généraux du Comité paritaire du Commerce de Détail de Granby, et l'arrêté-en-conseil numéro 962-E du 25 septembre 1952, approuvant le règlement de prélèvement, soient aussi abrogés à compter de la même date.

(Document "D" annexé à l'arrêté).

C. LARICHELIERE,

Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

ARRETÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 620

Québec, le 20 mai 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "E"

CONCERNANT l'abrogation du décret relatif au commerce de détail dans la ville de Farnham et un rayon d'un (1) mille de ses limites.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que le décret numéro 123 du 10 janvier 1946, relatif au commerce de détail dans la ville de Farnham et un rayon d'un (1) mille de ses limites, dans sa teneur modifiée, soit annulé et abrogé à toutes fins que de droit à compter du 30 avril 1953.

Que l'arrêté-en-conseil numéro 486 du 8 février 1946, approuvant la constitution et les règlements généraux du Comité paritaire du Commerce de Farnham, district de Missisquoi et l'arrêté-en-conseil numéro 140-B du 8 février 1951, approuvant le règlement de prélèvement, soient aussi abrogés à compter de la même date.

(Document "E" annexé à l'arrêté).

C. LARICHELIERE,

Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

It then renews itself automatically from year to year unless either one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary, within the period extending from the sixtieth to the thirtieth day before February 18, of the year 1954 or of any subsequent year. Such notice must also be sent to the Minister of Labour.

(Document "A" annexed to the Order)

C. LARICHELIERE,

34912-o Acting Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 620

Quebec, May 20, 1953.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING the abrogation of the decree relating to the retail trade in the city of Granby and the township municipality of Granby.

IT IS ORDERED, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

That the decree No. 1354 of October 13, 1948, as amended, relating to the retail trade in the city of Granby and the township municipality of Granby, be annulled and repealed for all purposes of the law from April 30, 1953.

That Order in Council No. 1442-A of October 27, 1948, which approved the constitution and general by-laws of Le Comité paritaire du Commerce de Détail de Granby, and Order in Council No. 962-E of September 25, 1952, which approved the levy by-law, be also repealed from the same date.

(Document "D" annexed to the Order).

C. LARICHELIERE,

Acting Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 620

Quebec, May 20, 1953.

Present: The Lieutenant-Governor-in-Council.

Part "E"

CONCERNING the abrogation of the decree relating to the retail trade in the town of Farnham and a radius of one (1) mile from its limits.

IT IS ORDERED, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

That the decree No. 123 of January 10, 1946, as amended, relating to the retail trade in the town of Farnham and a radius of one (1) mile from its limits, be annulled and repealed for all purposes of the law from April 30, 1953.

That Order in Council No. 486 of February 8, 1946, which approved the constitution and general by-laws of Le Comité paritaire du Commerce de Farnham, district of Missisquoi, and Order in Council No. 140-B of February 8, 1951, which approved the levy by-law, be also repealed from the same date.

(Document "E" annexed to the Order).

C. LARICHELIERE,

Acting Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 614

Québec, le 20 mai 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux vérificateurs du Port de Québec, navigation océanique.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux vérificateurs, navigation océanique, dans le Port de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1048 du 19 septembre 1951, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 4 avril 1953;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

Que ledit décret, numéro 1048, soit modifié comme suit:

1° L'article II est remplacé par le suivant:

"II. *Heures de travail*: Les heures de travail sont réparties entre 8.00 a.m. et midi, 1.00 p.m. et 6.00 p.m., 7.00 p.m. et minuit, et 1.00 a.m. et 7.00 a.m. On peut cependant commencer le travail à 7.00 a.m. en payant salaire double entre 7.00 a.m. et 8.00 a.m."

2° L'article III est remplacé par le suivant:

"III. *Taux de salaires*: Les taux de salaires des vérificateurs s'établissent comme suit:

\$1.40 l'heure pour le travail de jour, c'est-à-dire entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m.

Salaire et demie entre 5.00 p.m. et minuit et entre 1.00 a.m. et 7.00 a.m."

3° Le paragraphe "f" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"f) Pour tout appel au travail, le jour, la nuit, les dimanches et jours de fête, les vérificateurs doivent recevoir une rémunération minimum de deux heures de travail. Le jour on doit les appeler au moins deux heures à l'avance; cependant les appels pour 10.00 a.m. et 3.00 p.m. ainsi que pour la nuit et les dimanches, doivent être signifiés au moins trois heures à l'avance."

4° Le paragraphe "b" de l'article VI est remplacé par le suivant:

"b) Lorsque les vérificateurs travaillent sur ou près d'un navire où il y a chargement ou déchargement d'engrais ammoniacal (aeroprills et nitraprills) ou de toute cargaison dangereuse laquelle doit, en vertu de règlements du Gouvernement, être chargée ou déchargée à un quai déterminé et est soumise à des restrictions spéciales, quant à sa manipulation, imposées par les autorités du Port, on doit leur verser une majoration de \$0.35 l'heure sur leur salaire de base."

(Document "B" annexé à l'arrêté)

C. LARICHELIERE,
34912-o Greffier suppléant du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 614

Quebec, May 20, 1953.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to checkers in the Harbour of Québec, ocean navigation.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to checkers in the Harbour of Québec, ocean navigation, rendered obligatory by the decree No. 1048 of September 19, 1951, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 4, 1953;

WHEREAS no objection was made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Prime Minister,

THAT the said decree, No. 1048, be amended as follows:

1° Section II is replaced by the following:

"II. *Hours of work*: The work hours shall be from 8.00 a.m. to 12 noon; 1.00 p.m. to 6.00 p.m.; 7.00 p.m. to midnight; and 1.00 a.m. to 7.00 a.m. except that work may be started at 7.00 a.m. and double time to be paid between 7.00 a.m. and 8.00 a.m."

2. Section III is replaced by the following:

"III. *Rates of wages*: Rates of pay for checkers shall be established as follows:

\$1.40 per hour for day work, i.e. between 8.00 a.m. and 5.00 p.m.

Time and one half between 5.00 and midnight and 1.00 a.m. and 7.00 a.m."

3. Subsection "f" of Section IV is replaced by the following:

"f) When checkers are ordered out to work during day or night hours and on Sundays and holidays, they shall be paid a minimum of two hours, they shall be given two hours' notice for day calls but three hours' notice for the 10.00 a.m. and 3.00 p.m. calls and three hours' notice for night and Sunday calls.

4. Subsection "b" of section VI is replaced by the following:

"b) When checkers are working on board or at ship's side in connection with a vessel which is discharging or loading ammonium nitrate fertilizer (aeroprills and nitraprills) or in the case of any other hazardous cargo which, in accordance with Government regulations, has to be loaded or discharged at a specified pier under special loading or discharging restrictions imposed by harbour authorities, the basic rate of pay shall be increased by \$0.35.

(Document "B" annexé to the Order).

C. LARICHELIERE,
34912-o Acting Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 613

Québec, le 20 mai 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Québec.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts re-fondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 758 du 19 juillet 1951, amendé par les arrêtés numéros 1377-C du 6 décembre 1951 et 438-A du 23 avril 1952, ont présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet d'amender ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 11 avril 1953;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable premier ministre:

QUE ledit décret, numéro 758, soit modifié comme suit:

1° Les paragraphes "a", "b", "d" et "e" de l'article III, sont remplacés par les suivants:

	Taux horaires minima
<i>"a) Salariées:</i>	
<i>Département des boîtes rigides:</i>	
Contremaîtresse.	\$0.80
Travailleuse à la main, Classe "A"	0.74
Travailleuse à la main, Classe "B"	0.66
Travailleuse posant étiquette à la main	0.64
Mécanicienne de machine à couvrir	0.66
Mécanicienne de machine à renforts	0.66
Mécanicienne de machine Stoke & Smith	0.66
Mécanicienne de machine à poser les des-sus	0.66
Mécanicienne de machine à poser les éti-quettes	0.66
Mécanicienne de gommeuse filée à la main	0.64
Préposée à l'emballage et ficelage	0.64
Fineuse de machine à coller à 4 coins	0.64
Mécanicienne de machine non-classifiée plus haut	0.64
<i>Département des boîtes pliantes:</i>	
Contremaîtresse.	0.80
Mécanicienne de machine à piquer	0.66
Eplucheuse.	0.64
Pliieuse.	0.64
Préposée à l'emballage et ficelage	0.64
Fileuse de machine Brightwood	0.64
Fileuse de machine automatique à coller	0.64
Mécanicienne sur machine non-classifiée plus haut	0.64

b) Echelle de base:

Salariées:

L'échelle de base des salariées est la suivante:

Premier trimestre	0.48
Deuxième trimestre	0.50
Troisième trimestre	0.54

La période de service acquise par chacune des salariées au moment de l'entrée en vigueur du présent décret doit être prise en considération pour déterminer son salaire en regard de l'échelle de base ci-haut mentionnée.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 613

Québec, May 20, 1953.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the paper box industry in the district of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the paper box industry in the district of Québec, rendered obligatory by the decree number 758 of July 19, 1951 and amended by Orders in Council Nos 1377-C of December 6, 1951, and 438-A of April 23, 1952, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 11, 1953;

WHEREAS no objection was made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Prime Minister,

THAT the said decree, number 758, be amended as follows:

1. Subsections "a", "b", "d" and "e" of section III are replaced by the following:

	Minimum hourly rates
<i>"a) Female employees:</i>	
<i>Set-up Department</i>	
Forelady.	\$0.80
Hand worker, class A.	0.74
Hand worker, class "B"	0.66
Hand labeller.	0.64
Covering machine operator.	0.66
Staying machine operator.	0.66
Stoke & Smith machine operator.	0.66
Top piece machine operator.	0.66
Labelling machine operator.	0.66
Hand-fed table machine gummer operator	0.64
Packer & tier.	0.64
Four-corner machine feeder.	0.64
Operators on machines not classified above	0.64
<i>Folding Department:</i>	
Forelady.	0.80
Stitcher operator.	0.66
Stripper.	0.64
Folder.	0.64
Packer and tier.	0.64
Brightwood machine feeder.	0.64
Auto Glueing machine feeder.	0.64
Operator on machines not classified above	0.64

b) Basic wage scale:

Female:

The basic wage scale of female employees shall be as follows:

First three (3) months.	0.48
Second three (3) months.	0.50
Third three (3) months.	0.54

The period of service of an employee at the time of the coming into force of the present decree shall be taken into consideration to determine her wage rate in accordance with the above wage scale.

<i>d) Salariés:</i>	<i>Taux horaires minima</i>	<i>d) Male employees: Set-up Department</i>	<i>Minimum hourly rates</i>
<i>Département des boîtes rigides:</i>			
Contremaître	1.40	Foreman	\$1.40
Assistant-contremaître	1.24	Ass't foreman	1.24
Mécanicien "creaser"	1.11	Creasing operator	1.11
Mécanicien-marqueuse mitrailleuse	1.11	Scorer	1.11
Mécanicien de guillotine, 1ère classe	1.11	Cutter on knife, 1st class	1.11
Mécanicien de guillotine, 2ème classe	1.00	Cutter on knife, 2nd class	1.00
Mécanicien de monteuse simple	0.99	End piece operator, single	0.99
Mécanicien de monteuse double	1.02	End piece operator, double	1.02
Mécanicien de machine à renforts à 4 coins	1.06	Four-corner stayer operator	1.06
Fileur — machine à coller à 4 coins	0.90	Feeder, four-corner stayer	0.90
Mécanicien de machine emporte-pièce	0.90	Punch operator	0.90
Préposé à la mise entrain, Stoke & Smith	1.05	Wrapper make-ready man	1.05
Préposé à la scie circulaire	0.91	Circular saw operator	0.91
Bobineur	0.93	Slitter operator	0.93
Presseur de rebuts	0.89	Bale press operator	0.89
Mécanicien de machines non-classifiées plus haut	0.88	Operator on machines not classified above	0.88
<i>Département des boîtes pliantes:</i>			
Contremaître	1.40	Foreman	\$1.40
Assistant-contremaître	1.24	Ass't foreman	1.24
Faiseur de matrice	1.24	Die maker	1.24
Assistant faiseur de matrice	0.91	Ass't Die maker	0.91
Préposé à la mise en train, machine automatique à coller	1.16	Auto glueing machine makeready man	1.16
Préposé à la mise en train, machine Brightwood	1.06	Brightwood machine makeready man	1.06
Fileur, machine Brightwood	0.90	Feeder, Brightwood machine	0.90
Préposé à la mise en train, machine Indman	1.06	Indman machine makeready man	1.06
Préposé à la mise en train, machine à cirer	0.88	Waxing machine makeready man	0.88
Préposé à la mise en train, machine automatique cellophane	1.16	Auto cellophane machine makeready man	1.16
Fileur, machine automatique cellophane	0.90	Feeder, auto cellophane machine	0.90
Mécanicien de guillotine, 1ère classe	1.11	Cutter on knife, 1st class	1.11
Mécanicien de guillotine, 2ème classe	1.00	Cutter on knife, 2nd class	1.00
Mécanicien de machine à transporter et empiler motorisée	0.93	Power stacker-lift truck operator	0.93
Pressier, presse cylindre à découper	1.11	Cylinder box pressman	1.11
Fileur, presse cylindre à découper	0.90	Feeder, cylinder box press	0.90
Pressier, presse à plateau à découper	1.03	Platen die cutting pressman	1.03
Fileur, presse à plateau à découper	0.90	Stripper platen die cutting press	0.90
Eplucheur	0.86	Stripper	0.86
Presseur de rebuts	0.89	Bale press operator	0.89
Préposé à l'emballage et ficelage	0.82	Packer and tier	0.82
Mécanicien sur machine non classifiée plus haut	0.88	Operators on machines not classified above	0.88
<i>Général:</i>			
Électricien	1.11	Electrician	\$1.11
Machiniste, 1ère classe	1.11	Machinist, 1st class	1.11
Préposé à l'entretien et à la réparation	0.95	Maintenance and repair man	0.95
Expéditeur	1.05	Shipper	1.05
Aide de manufacture	0.92	General Hand	0.92
Assistant-expéditeur	0.88	Ass't shipper	0.88
Chauffeur de camion	0.95	Truck driver	0.95
Surveillant	0.82	Watchman	0.82
Chauffeur de bouilloires	0.86	Boiler fireman	0.86
<i>Chef mécanicien: par semaine</i>			
2ème classe	50.88	2nd class	50.88
3ème classe	43.57	3rd class	43.57
<i>par heure</i>			
Mécanicien de machines fixes	0.91	Stationary engineman	\$0.91
<i>e) Echelle de base: salariés:</i>			
1° L'échelle de base des salariés de 18 ans et plus est la suivante:			
Premier trimestre	0.62	First three (3) months	0.62
Deuxième trimestre	0.67	Second three (3) months	0.67
Troisième trimestre	0.71	Third three (3) months	0.71
Quatrième trimestre	0.76	Fourth three (3) months	0.76
2° L'échelle de base des salariés de moins de 18 ans est la suivante:			
<i>par heure</i>			
Premier trimestre	0.50	First three (3) months	0.50
Deuxième trimestre	0.54	Second three (3) months	0.54
Troisième trimestre	0.59	Third three (3) months	0.59

Le nombre d'employés masculins n'ayant pas 18 ans et rémunérés sous cet article ne doit pas dépasser 10% du nombre des salariés au travail.

Nonobstant les dispositions des alinéas précédents, tout salarié n'ayant pas 18 ans et travaillant à une opération classifiée ne doit pas recevoir moins que le taux de salaire minimum de cette opération, sujet à la clause d'apprentissage.

3° La période de service acquise par chacun des salariés au moment de l'entrée en vigueur du présent décret doit être prise en considération pour déterminer son salaire en regard de l'échelle de base ci-haut mentionnée."

2° L'alinéa 1° du paragraphe "a" de l'article IV est modifié comme suit:

"a) 1° Pour les salariés de l'industrie de la Boîte de Carton, quarante-cinq (45) heures réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. les cinq (5) premiers jours de la semaine et de 7.00 a.m. à midi le samedi."

3° Les alinéas suivants sont ajoutés au paragraphe "b" de l'article IX:

"v. Tout salarié qui, au 1er mai de l'année, a été 5 ans ou plus au service d'un même employeur, a droit à une deuxième semaine de vacances payées, aux conditions prévues aux paragraphes précédents, durant une période laissée à la discrétion de l'employeur, mais devant avoir lieu avant le 30 avril de l'année suivante."

"vi. L'employeur ne pourra pas remplacer par une indemnité compensatrice le congé annuel payé, prévu par le présent décret."

4° L'article XI est remplacé par le suivant:

"XI. Salariés des métiers de l'imprimerie: Les conditions relatives aux salaires, aux classifications, à l'apprentissage et au prorata entre le nombre des compagnons et des apprentis, sont les mêmes que celles déterminées par le décret numéro 141 du 8 février 1951 et ses amendements, relatif à l'industrie de l'imprimerie dans la région de Québec. Quant aux autres conditions de travail, elles seront les mêmes que celles stipulées par les autres articles du présent décret."

(Document "B" annexé à l'arrêté)

C. LARICHELIERE,

34912-o Greffier suppléant du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 621

Québec, le 20 mai 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux établissements commerciaux dans les villes de Dolbeau et Mistassini et un rayon de trois (3) milles de leurs limites.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association patronale de Dolbeau et Mistassini;

The number of male employees under 18 years of age and remunerated under this section shall not exceed 10% of the total number of employees at work.

Notwithstanding the provisions of the above paragraphs, any male employees under 18 years of age working at a classified operation shall received not less than the minimum wage rate for said operation, subject to the apprenticeship clause.

3. The period of service of employees at the date of the coming into force for the present decree shall be taken in consideration to determine their wages in relation to the above basic scale."

2. Paragraph 1 of subsection "a" of section IV is replaced by the following:

"a) 1. For the employees of the paper box industry, of forty-five (45) hours distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., the first five days of the week, and between 7.00 a.m. and twelve (noon) on Saturday."

3. The following two paragraphs are added to subsection "b" of section IX:

"v. Every employee who, on May 1st of any one year has been in the employ of the same employer for a period of 5 years or over is entitled to a second week of vacation with pay, at the conditions provided for in the foregoing paragraphs. The vacation period shall be set by the employer but shall take place before the 30th of April of the following year."

"vi. No employer shall replace by a compensating indemnity the annual vacation with pay provided by the present decree."

4. Section XI is replaced by the following:

"XI. Employees of the printing trades: Conditions respecting wages, classifications, apprenticeship and the prorata between the number of journeymen and apprentices are the same as those determined in the decree No. 141 of February 8, 1951, as amended, relating to the printing industry in the district of Quebec. As for other working conditions, they shall be the same as those stipulated in other sections of the present decree."

(Document "B" annexed to the Order)

C. LARICHELIERE,

34912-o Acting clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 621

Quebec, May 20, 1953.

Présent: The Lieutenant-Governor-in-Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to commercial establishments in the towns of Dolbeau and Mistassini and a radius of three (3) miles from their limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association patronale de Dolbeau et Mistassini";

ET, D'AUTRE PART:

Le Syndicat National des Employés du Commerce de Dolbeau et Mistassini; pour les employeurs et les salariés des commerces et occupations visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 21 mars 1953;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérante pour l'établissement des conditions de travail dans les commerces et les occupations visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE les dispositions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QU'une objection a été formulée et qu'elle a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 21 mars 1953.

I. Définitions: Pour les fins d'application du présent décret, les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Les mots "établissement commercial" désignent toute maison de commerce, comme par exemple: boucherie, épicerie, mercerie, pharmacie, ferronnerie, quincaillerie, magasin de meubles, de chaussures, d'instruments de musique, d'accessoires électriques, de chapeaux, de peinture, de papier-peint, les salles de vente, de couture, d'échantillons, ainsi que tous genres de commerce de détail qui existent et pourront exister pendant la durée du décret.

b) Le mot "gérant" désigne toute personne qui généralement, s'occupe des achats dans le gros, qui a les commis sous sa surveillance, qui a les responsabilités de la vente et qui s'occupe, directement ou par l'intermédiaire d'employés, de la finance de l'établissement.

c) Les mots "gérant-adjoint" désignent tout salarié qui a la responsabilité d'une succursale de magasin ou d'un établissement autre que l'établissement principal.

d) Les mots "chef de personnel" désignent tout salarié qui a la charge du personnel d'un ou de plusieurs départements dans un établissement régi par le présent décret même sous la direction d'un gérant.

e) Les mots "chef de département" ou "premier commis" désignent toute personne qui a la charge et la responsabilité d'un ou de plusieurs rayons d'un établissement assujéti au présent décret. Est aussi considéré comme chef de département, la personne qui a la charge des achats pour le ou lesdits rayons ou départements. Un département ou rayon constitue une partie de magasin où sont vendus habituellement certaines catégories de marchandises.

f) Le mot "comptable" désigne tout salarié qui est en charge des écritures de comptabilité de l'établissement ou d'une partie importante de l'établissement.

g) Les mots "teneur de livres" désignent tout salarié qui accomplit un travail analogue à celui de comptable.

h) Le mot "percepteur" désigne tout salarié qui s'occupe généralement de la perception des comptes dus et passés dus.

i) Les mots "solliciteur à commission" désignent tout salarié qui s'occupe des ventes en

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat national des Employés du Commerce de Dolbeau et Mistassini" for the employers and the employees of the trades and occupations concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 21, 1953;

WHEREAS the provisions of the said petition have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the trades and occupations concerned, and in the territorial jurisdiction indicated in the said petition;

WHEREAS the provisions of the Act were duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS one objection was raised and it was duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said petition be accepted in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 21, 1953.

I. Definitions: For the purposes of enforcement of the present decree, the following terms have the meaning hereafter given to them:

a) The words "commercial establishment" mean any trade house, such as: butcher shop, grocery, small-ware shop, drugstore, hardware store, furniture store, shoe store, musical instrument store, electrical accessories store, hat store, paint store, wall-paper store, sale room, dress-maker's workroom, sample room, including all kinds of retail trade now in existence or which may come into existence while the decree is in force.

b) The word "manager" means any person who, generally, does the wholesale purchasing, is in charge of the clerks, of the sales and, either directly or with the help of employees, of the money matters of the establishment.

c) The words "assistant-manager" mean an employee who is in charge of a branch store or of an establishment other than the main establishment.

d) The words "head of personnel" mean any employee who is in charge of the personnel of one or more departments in an establishment governed by the present decree, even under the direction of a manager.

e) The words "departmental manager" or "head clerk" mean any person who is in charge of and is responsible for one or more departments in an establishment governed by the present decree. The person in charge of purchases for the said department or departments is also considered as a departmental manager. A department shall be a part of a store where certain categories of merchandise are habitually sold.

f) The word "accountant" means any employee who keeps the books of the establishment or of an important part of the establishment.

g) The word "bookkeeper" means any employee who does work similar to that of an accountant.

h) The word "collector" means any employee generally assigned to collect accounts due and overdue.

i) The words "commission agent" mean employees doing sales work outside the establish-

dehors de l'établissement soit à salaire ou à pourcentage.

j) Les mots "chef d'allée" désignent tout salarié, homme ou femme, dont la fonction principale consiste à surveiller, diriger, remplacer les employés d'une section déterminée dans un établissement régi par le présent décret.

k) Les mots "sténo-dactylo" désignent tout salarié dont la fonction principale est d'écrire en sténographie et de travailler avec une dactylo-type.

l) Les mots "employé de bureau" désignent tout autre salarié faisant partie du personnel de bureau n'étant pas autrement classifié, préposé aux écritures.

m) Les mots "caissier ou caissière" désignent tout salarié dont la fonction principale est d'enregistrer les argents journaliers provenant des ventes ordinaires et extraordinaires.

n) Le mot "boucher" désigne tout salarié qui a la charge d'un établissement ou d'un département où l'on y reçoit, débite et vend de la viande et qui a au moins, quatre (4) années d'expérience.

o) Les mots "aide-boucher" désignent tout salarié qui assiste le boucher.

p) Le mot "livreur" désigne tout salarié préposé principalement à la livraison ou à l'emmagasinement des marchandises.

q) Les mots "aide-livreur" désignent tout salarié qui assiste le livreur.

r) Le mot "commis" désigne tout salarié âgé de seize ans ou plus et employé dans un établissement régi par le présent décret faisant du travail clérical ou préposé à l'achat, à la surveillance, au classement, à la couture, à la préparation, à l'étalage, à la vente, à l'emballage, au postage, à la livraison de toutes choses pouvant avoir rapport d'une manière quelconque avec le commerce.

II. Juridiction professionnelle: Le présent décret s'applique à tout salarié des établissements commerciaux mentionnés au paragraphe "a" de l'article I.

III. Juridiction territoriale: Le décret comprend les villes de Dolbeau et Mistassini et le territoire compris dans un rayon de trois (3) milles de leurs limites.

IV. Conditions de travail: a) Les taux minima de salaires des employés classifiés visés par le décret sont mentionnés à l'article VIII.

b) Les salaires, commissions, et pourcentages actuels plus élevés que les taux prévus par le décret, ne seront pas réduits à l'occasion de la mise en vigueur du décret, ni pendant sa durée.

c) Un boni de vie chère de \$1.00 par semaine pour chaque augmentation de 3 points dans l'indice des Prix à la Consommation publié par le Bureau Fédéral de la statistique doit être payé par l'employeur à tous ses salariés assujettis au présent décret. Pour les fins de calcul, l'indice est de 114.8. On devra donc ajouter \$1.00 lorsqu'il montera à 117.9 et ainsi de suite.

V. Heures de travail: La semaine régulière de travail est de cinquante-trois (53) heures pour les hommes et de cinquante (50) heures pour les femmes réparties de la manière suivante:

1° *Personnel masculin:* de 8.30 a.m. à 6.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi; de 8.30 a.m. à 9.00 p.m. le samedi et la veille des fêtes chômées.

2° *Personnel féminin:* de 9.00 a.m. à 6.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi; de 9.00 a.m. à 9.00 p.m. le samedi et la veille des fêtes chômées.

3° Une heure doit être accordée aux salariés pour le repas du midi et une heure également

ment, whether they receive a percentage or a fixed salary.

j) The words "floor walker" mean any male or female employee whose main occupation is to supervise, direct, replace the employees of one department in an establishment governed by the present decree.

k) The word "stenographer" means any employee whose main occupation is to write shorthand and to work on a typewriter.

l) The words "office employee" mean any other accounts employee of the office staff not otherwise classified.

m) The word "cashier" means any male or female employee whose main occupation is to register the daily proceeds of ordinary or extraordinary sales.

n) The word "butcher" means any employee in charge of an establishment or department where meat is received, cut and sold and who has at least 4 years of experience.

o) The words "butcher's helper" mean any employee who helps the butcher.

p) The words "delivery man" mean any employee mainly committed to the delivery or storage of goods.

q) The words "delivery man's helper" mean any employee who helps the delivery man.

r) The word "clerk" means any employee of sixteen (16) years of age or over, employed in an establishment governed by the present decree, who does clerical work or is in charge of the sale, packing, mailing, delivery, sewing, preparation, classification, purchasing, watching, displaying of all things in any way concerned with the commerce.

II. Professional jurisdiction: a) The decree applies to all employees of commercial establishments mentioned in subsection "a" of section I.

III. Territorial jurisdiction: The decree shall apply to the towns of Dolbeau and Mistassini and to the territory comprised in a radius of three (3) miles from their limits.

IV. Working conditions: a) The minimum wage rates of the employees classified by the decree are contained in section VIII.

b) The wages, commissions and percentages which are now higher than the rates established by the decree shall not be reduced, neither at the time of its coming into force nor thereafter.

c) A cost of living bonus of \$1.00 per week for each three-point increase in the official consumer price index, as published by the Federal Bureau of Statistics, shall be paid by the employer to every one of his employees governed by the present decree. The basic figure, for computing purposes shall be 114.8. One dollar shall be added when it reaches 117.9, and so forth.

V. Hours of work: The standard work week shall consist of fifty-three (53) hours for male employees and of fifty (50) hours for female employees; it shall be distributed as follows:

1. *Male employees:* 8.30 a.m. to 6.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday; 8.30 a.m. to 9.00 p.m. on Saturday and holiday eves.

2. *Female employees:* 9.00 a.m. to 6.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday; 9.00 a.m. to 9.00 p.m. on Saturday and holiday eves.

3. One hour shall be granted to employees for the noon meal and another hour for the evening

pour le repas du soir, les jours où ils sont appelés à travailler dans la soirée.

4° L'employeur peut faire travailler ses salariés jusqu'à 9.00 p.m. sans rémunération supplémentaire, les quatre (4) jours précédant Noël jusque au 31 décembre inclusivement.

VI. *Travail supplémentaire*: Tout travail supplémentaire exécuté par les salariés régis par le présent décret doit être rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier, à partir de la deuxième heure faite dans une journée ou dans une semaine en plus des heures régulières spécifiées dans le présent décret. Le patron a le droit de retenir temps et demi après une heure de retard dans une journée ou dans une semaine.

VII. *Jours fériés*: Les jours de fête suivants doivent être chômés et payés:

Les dimanches, le Premier de l'An, le lendemain du Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, le lundi de Pâques, le 24 mai (fête de Dollard), la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération (1er juillet), la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, le jour de Noël, le lendemain du Jour de Noël. Si la fête tombe un samedi, elle peut être observée le lundi suivant:

VIII. *Taux de salaires*: Les salaires minima suivants doivent être payés:

Catégorie:	Salaires hebdomadaires	
	hommes	femmes
Gérant	\$75.00	
Gérant-adjoint	55.00	\$40.00
Chef du personnel	50.00	35.00
Chef de département	50.00	35.00
Comptable	50.00	35.00
Comptable, sans expérience, 1er six mois	35.00	30.00
Commis:		
1er semestre	20.00	17.00
2ème semestre	25.00	18.00
2ème année	28.00	20.00
3ème année	30.00	25.00
4ème année	35.00	A 28.00 B 30.00 C 32.00
5ème année	A 40.00 B 45.00 C 50.00	
Couturière:		
1er semestre	20.00	
2ème semestre	22.50	
deuxième année	25.00	
Livreur avec voiture ou camion:		
1ère année	25.00	
2ème année	30.00	
3ème année	35.00	
4ème année	40.00	
Livreur mineur:		
de 15 à 16 ans	16.00	
de 17 à 18 ans	18.00	
Aide-livreur sur voiture ou camion:		
1ère année	20.00	
2ème année	25.00	
3ème année	30.00	
4ème année	35.00	
Livreur à bicyclette	6.00	

La bicyclette et ses accessoires doivent être fournis par l'employeur qui doit également voir aux réparations.

Boucher	\$55.00
Aide-boucher:	
1er semestre	20.00

meal, when they are required to work in the evening.

4. The employer may keep his employees to work until 9.00 p.m. without extra pay on the four (4) days preceding Christmas, until December 31 inclusive.

VI. *Overtime*: All overtime worked by employees hereby governed shall be remunerated at the rate of time and one half, based on the regular rate of pay, from the second hour worked in one day or in one week, in excess of the regular hours determined in the present decree. The employer shall have the right to deduct time and one half for any lateness exceeding one hour in any one day or week.

VII. *Holidays*: The following shall be holidays with pay: Sunday, New Year's Day, the day after New Year's Day, Epiphany, Ascension Day, Easter Monday, May 24 (Dollard Day), St. John the Baptist Day, July 1st, Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day and the day after Christmas Day. Should a holiday fall on Saturday, it may be kept on the following Monday.

VIII. *Wage rates*: The following shall be the minimum wages:

Category:	Weekly wages	
	Male	Female
Manager	\$75.00	
Assistant manager	55.00	\$40.00
Head of personnel	50.00	35.00
Departmental manager	50.00	35.00
Accountant	50.00	35.00
Accountant, unexperienced:		
1st six months	35.00	30.00
Clerk:		
1st six months	20.00	17.00
2nd six months	25.00	18.00
2nd year	28.00	20.00
3rd year	30.00	25.00
4th year	35.00	A 28.00 B 30.00 C 32.00
5th year	A 40.00 B 45.00 C 50.00	
Seamstress:		
1st six months		20.00
2nd six months		22.50
2nd year		25.00
Delivery man with horse-drawn or motor vehicle:		
1st year	25.00	
2nd year	30.00	
3rd year	35.00	
4th year	40.00	
Under age delivery man:		
from 15 to 16 years of age ..	16.00	
from 17 to 18 years of age ..	18.00	
Delivery man's helper, horse-drawn or motor vehicle:		
1st year	20.00	
2nd year	25.00	
3rd year	30.00	
4th year	35.00	
Delivery boy with bicycle. ...	6.00	

The bicycle and its accessories shall be supplied by the employer and the latter shall also keep same in repair.

Butcher	\$55.00
Butcher's helper:	
1st six months	20.00

2ème semestre	22.50	2nd six months	22.50
2ème année	25.00	2nd year	25.00
3ème année	30.00	3rd year	30.00
4ème année	40.00	4th year	40.00
Solliciteur ou vendeur à commission:		Commission salesmen:	
1ère année	30.00	1st year	30.00
2ème année	35.00	2nd year	35.00
3ème année	40.00	3rd year	40.00
4ème année	45.00	4th year	45.00

a) Les solliciteurs et vendeurs à commission ne sont pas tenus responsables des ventes approuvées par l'employeur ou son gérant.

b) Les salariés rémunérés sur une base de salaire et de commission ou de commission seulement, ont droit à des vacances payées en prenant comme base de rémunération de vacances, l'échelle des salaires minima plus le boni de vie chère, sauf les salariés à commission non assujettis aux heures du décret.

c) Les salariés solliciteurs à commission ont droit au paiement du boni de vie chère sans réduction de commission.

IX. *Employés surnuméraires*: a) Les mots "employés surnuméraires" désignent les salariés qui, en plus des employés travaillant habituellement le temps que l'établissement est ouvert, sont embauchés de façon intermittente pendant certaines périodes. Ces salariés doivent être rémunérés au taux de \$0.75 l'heure pour les hommes et de \$0.50 l'heure pour les femmes.

b) Tout salarié, à l'exception des livreurs à bicyclette, travaillant moins de 40 heures par semaine est considéré comme salarié surnuméraire et doit être rémunéré au taux de \$0.75 l'heure; toute salariée travaillant moins de trente (30) heures par semaine est considérée comme employée surnuméraire et doit être rémunérée au taux de \$0.50 l'heure.

c) Un salarié travaillant plus de quarante (40) heures mais moins que le maximum prévu pour sa catégorie, et ce, à la demande de l'employeur, doit recevoir de celui-ci une rémunération hebdomadaire identique à celle qui lui serait due, s'il avait travaillé durant le maximum fixé pour sa catégorie.

d) Une salariée travaillant plus de trente (30) heures mais moins que le maximum d'heures prévu pour sa catégorie, et ce, à la demande de l'employeur doit recevoir une rémunération identique à celle qui lui serait due si elle avait travaillé durant le maximum d'heures fixé pour sa catégorie.

X. *Paye*: Le salaire sera payable une fois par semaine, en monnaie légale du Canada ou en chèque; les détails suivants devront accompagner la paye:

1. Les noms et prénoms de l'employé.
2. La date de la période de paye.
3. Le taux de salaire.
4. Le temps supplémentaire.
5. Les déductions faites.
6. Le montant payé.

XI. *Vacances payées*: Tout salarié régi par le présent décret a droit à des vacances payées selon les conditions suivantes:

a) S'il a moins d'un an de service, il a droit à autant de demi-jours qu'il a de mois de calendrier de service dans un établissement régi par le présent décret.

b) S'il a un an ou plus de service dans l'un ou l'autre des établissements régis par le présent décret, il a droit à une semaine de vacances payées.

c) S'il a deux ans de service dans l'un ou l'autre des établissements régis par le présent décret, il a droit à une semaine plus un jour de congés payés; après trois ans, une semaine plus

a) Commission salesmen shall not be responsible for sales approved by the employer or his manager.

b) Employees remunerated on a salary and commission or on a commission basis are entitled to a vacation with pay based on the minimum wage scale plus the cost of living bonus. These provisions do not apply to the commission salesmen not subject to the hours of work herein established.

c) The commission salesmen are entitled to the cost of living bonus without deduction from their commission.

IX. *Supernumerary employees*: a) The words "supernumerary employees" mean the employees hired occasionally, for certain periods, in excess of the employees habitually working while the establishment is open. These employees shall be remunerated at the rate of \$0.75 per hour in the case of male employees, and of \$0.50 per hour in the case of female employees.

b) Every employee, with the exception of bicycle delivery boys, working less than 40 hours in a week is considered as a supernumerary employee and shall be remunerated at the rate of \$0.75 per hour; every female employee working less than thirty (30) hours in a week is considered as a supernumerary employee and shall be remunerated at the rate of \$0.50 per hour.

c) Any employee working more than forty (40) hours but less than the maximum provided for his category, and doing so at the request of his employer, shall receive a weekly remuneration equal to that which would be owed to him had he worked the maximum established for his category.

d) Any female employee working more than thirty (30) hours but less than the maximum provided for her category, and doing so at the request of her employer, shall receive a remuneration equal to that which would be owed to her had she worked the maximum number of hours established for her category.

X. *Payment of wages*: Wages shall be paid every week in currency or by cheque. The following particulars shall be given with the pay:

1. Name in full of the employee;
2. Date of the pay period;
3. Wage rate;
4. Overtime;
5. Deductions;
6. Amount paid.

XI. *Vacation with pay*: Every employee governed by the present decree is entitled to a vacation with pay under the following conditions:

a) If he has less than one year of service, he is entitled to as many half-days as he has calendar months of service in an establishment governed by the present decree.

b) If he has one year or more of service in any one of the establishments governed by the present decree, he is entitled to one week of vacation with pay.

c) If he has two years of service in any one of the establishments governed by the present decree, he is entitled to one week plus one day of vacation with pay; after three years of service,

deux jours; après quatre ans, une semaine plus trois jours et ainsi de suite, jusqu'à concurrence de deux semaines payées et de trois semaines de vacances payées après dix ans.

d) Lorsqu'un employeur ne peut donner des vacances à un salarié à la date fixée, il doit verser un salaire double à ce dernier pour toute la période de vacances à laquelle ledit salarié a droit.

e) Après entente entre le propriétaire ou le gérant de l'établissement et le salarié, les vacances doivent être fixées à l'avance et être données pendant la période comprise entre le premier (1) juin et le trente (30) septembre à moins que les circonstances n'obligent les deux parties à s'entendre sur une autre période.

XII. Années de service: L'employeur doit reconnaître les années de service de tout employé qui a travaillé dans la même ligne de marchandises dans d'autres magasins, excepté les magasins de campagne.

XIII. Heures d'ouverture pour les épiceries: Nonobstant les dispositions de l'article XI, les employés d'épiceries doivent commencer le travail à 8.00 a.m.

XIV. Durée du décret: Le présent décret est en vigueur pour une période d'un an à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*. Il se renouvellera alors automatiquement d'année en année à défaut d'une des parties de donner avis écrit à ce contraire à l'autre partie dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant son expiration.

Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

C. LARICHELIERE,

34912-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

to one week plus two days; after four years, to one week plus three days, and so forth, to the extent of two weeks with pay and of three weeks of vacation with pay after ten years of service.

d) When an employer cannot dispense with the services of an employee at the date set for the vacation, he shall pay double wages to such employee for the entire period of vacation to which the said employee is entitled.

e) By agreement between the owner or manager of the establishment and the employee, the vacation period shall be fixed in advance and shall be given in the period extending from June 1st to September 30th, unless the circumstances make it preferable for both parties to agree upon another period.

XII. Years of service: The employer shall take into account the years of service of an employee who has worked in the same line in other stores, excepting country stores.

XIII. Opening hours in groceries: Notwithstanding the provisions of section XI, the starting time for grocery employees shall be 8.00 a.m.

XIV. Duration of the decree: The decree shall be in force for a period of one (1) year from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*. It shall then renew itself automatically from year to year unless one of the parties notifies the other party in writing, to the contrary, within the period extending from the sixtieth to the thirtieth day prior to its expiration. Such a notice shall also be forwarded to the Minister of Labour.

C. LARICHELIERE,

34912-o Acting Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Centre Landry", en date du 8 mai 1953, dont le siège social est située aux Trois-Rivières, dans le district judiciaire des Trois-Rivières, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 15 mai 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34906-o LUCIEN DARVEAU.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Coopérative de Loisirs de St. Tite des Caps", en date du deux mai 1953, dont le siège social est situé à Saint-Tite-des-Caps, dans le comté de Montmorency, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le cinq mai 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34907-o LUCIEN DARVEAU.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Centre Landry", under date the eighth day of May 1953, whereof the head office is at Trois-Rivières, in the judicial district of Trois-Rivières and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of May 1953.

LUCIEN DARVEAU,
34906 Acting Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Coopérative de Loisirs de St. Tite des Caps", under date the second day of May 1953, whereof the head office is at Saint-Tite-des-Caps, in the county of Montmorency, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of May 1953.

LUCIEN DARVEAU,
34907 Acting Under Secretary of the Province.

Avis public est par les présentes donné que "McLean Realty Company Limited," corporation dûment incorporée, ayant son principal siège d'affaires en la Cité de Hull, n'ayant aucune dette ni obligation d'aucune sorte, propose de passer un règlement à l'effet de distribuer tous les biens lui appartenant, en faveur de ses actionnaires et que, immédiatement après la passation de ce règlement, elle s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de la Province de Québec pour demander la permission d'abandonner sa charte.

Donné à Hull, ce quinze mai, mil neuf cent cinquante-trois (1953).

McLEAN REALTY COMPANY LIMITED
Le Secrétaire,
GERALD McCLEAN.
34908-o

Public notice is hereby given by "McLean Realty Company Limited," a corporation duly incorporated having its principal place of business in the City of Hull, having no debts or liabilities or obligations of any sort whatsoever, is proposing to pass a by-law for distributing the assets of the Corporation amongst the share-holders and, immediately upon the passing this by-law, to apply to the Lieutenant-Governor in Council for the Province of Quebec, to obtain leave of surrendering its Charter.

Given at Hull, this fifteenth day of May, nineteen hundred and fifty-three (1953).

McLEAN REALTY COMPANY LIMITED
GERALD McCLEAN,
Secretary.
34908-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Société Mutuelle Notre-Dame de Portneuf St-Rosaire", en date du 20 février 1953, dont le siège social est situé à Portneuf Station, dans le comté de Portneuf, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 15 mai 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
LUCIEN DARVEAU.
34909-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Société Mutuelle Notre-Dame de Portneuf St-Rosaire", under date the twentieth day of February 1953, whereof the head office is at Portneuf Station, in the county of Portneuf, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of May 1953.

LUCIEN DARVEAU,
34909 Acting Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat d'Entraide Industrielle de Fassett", en date du 2 mai 1953, dont le siège social est situé à Fassett, dans le comté de Papineau, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 15 mai 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
LUCIEN DARVEAU.
34910-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat d'Entraide Industrielle de Fassett", under date the second day of May 1953, whereof the head office is at Fassett, in the county of Papineau and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of May 1953.

LUCIEN DARVEAU,
34910 Acting Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la Loi 11 George VI, chapitre 52, article 5, l'honorable Secrétaire de la province a décrété, le 21 mai 1953, la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel "L'Union Catholique des Employés Navigateurs du St-Laurent", dont la formation a été autorisée le 5 mars 1945 et le siège social, établi à Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 23 mai 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.
34913-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as added by Act 11 George VI, chapter 52, section 5, the Honourable the Provincial Secretary has, on May 21, 1953, enacted as terminated, the corporate existence of the professional syndicate "L'Union Catholique des Employés Navigateurs du St-Laurent", the formation of which was authorized on March 5, 1945 and the head office, established at Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, the 23rd day of May, 1953.

LUCIEN DARVEAU,
34913 Acting Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of Section 20a of the Professional Syndicates' Act R.S.Q., 1941, chapter 162, as

qu'ajoutées par la Loi 11 George VI, chapitre 52, article 5, l'honorable Secrétaire de la province a décrété, le 22 mai 1953, la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel "Syndicat des Travailleurs du Fibre de Québec", dont la formation a été autorisée le 29 août 1951 et le siège social, établi à Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 23 mai 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
34914-o LUCIEN DARVEAU.

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes, donné que "Emmanuel Baptist Church", 350 avenue Woodland, cité de Verdun, présentera une requête au Lieutenant-gouverneur en Conseil de la province de Québec, pour obtenir son incorporation en vertu de la Loi de la constitution de certaines églises, chapitre 311 des Statuts Refondus de la province de Québec, 1941 et ses amendements.

Montréal, le 25 mai 1953.

Les Procureurs de la requérante,
34915-22-4 CERINI & JAMIESON,
231 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes, donné que "Ville Emard Baptist Church", 6572 Boulevard Monk, Montréal, présentera une requête au Lieutenant-gouverneur en Conseil de la province de Québec, pour obtenir son incorporation en vertu de la Loi de la constitution de certaines églises, chapitre 311, Statuts Refondus 1941 et ses amendements.

Montréal, le 25 mai 1953.

Les Procureurs de la requérante,
34916-22-4 CERINI & JAMIESON,
231, ouest, rue St-Jacques, Montréal.

added by Act 11 George VI, chapter 52, Section 5, the Honourable the Provincial Secretary has, on May 22nd, 1953, enacted as terminated, the corporate existence of the Professional Syndicate, "Syndicat des Travailleurs du Fibre de Québec", the formation of which was authorized on the twenty-ninth day of August, 1951, and the head office, established at Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, the twenty-third day of May, 1953.

LUCIEN DARVEAU,
34914 Acting-Under Secretary of the Province.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that "Emmanuel Baptist Church", 350 Woodland Avenue, City of Verdun, will present a Petition to the Lieut. Governor-in-Council of the Province of Quebec for incorporation under the Church Incorporation Act, Chapter 311 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, and Amendments

Montreal, May 25th, 1953.

CERINI & JAMIESON,
34915-22-4-o Solicitors for Petitioner,
231, St-James St. West, Montreal.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the "Ville Emard Baptist Church," 6572 Monk Boulevard, Montreal, will present a Petition to the Lieut. Governor-in-Council of the Province of Quebec for incorporation under the Church Incorporation Act, Chapter 311 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941 and Amendments.

Montreal, May 25th, 1953.

CERINI & JAMIESON,
34916-22-4-o Solicitors for Petitioner,
231, St-James St. West, Montreal.

LAKESHORE EQUIPMENT LIMITED

Règlement N° XVII

Que le nombre des membres du bureau de direction soit et il est par les présentes, augmenté de quatre à cinq directeurs et des instructions ont été données au secrétaire d'envoyer une copie dudit règlement pour publication dans la Gazette officielle de Québec, suivant la Loi.

Certifié vraie copie.

34920 Le Secrétaire,
ANTONIO DEVITO.

DAOUST LALONDE INC.

Règlement XXXII

"Le nombre des directeurs de Daoust Lalonde Inc. est par les présentes réduit de 9 à 7."

Je soussigné, Gérard Gingras, secrétaire de la compagnie, certifie par les présentes que ce qui précède est une copie véritable du Règlement XXXII de ladite compagnie.

En fois de quoi, j'ai signé à Montréal, ce 11 mai 1953 et apposé le sceau de la compagnie.

34922-o Le Secrétaire,
GÉRARD GINGRAS.

LAKESHORE EQUIPMENT LIMITED

By-law No. XVII

The Board of Directors be and is hereby increased from four to five directors, and instructions were given to the Secretary to send a copy of said By-law for publication in the Quebec Official Gazette, according to law.

Certified true copy.

34920-o ANTONIO DEVITO,
Secretary.

DAOUST LALONDE INC.

By-law XXXII

"The number of directors of Daoust Lalonde Inc., is hereby decreased from 9 to 7."

I, the undersigned, Gérard Gingras, secretary of the Company hereby certify that the preceding is a true copy of By-law XXXII of the said company.

In testimony whereof I have signed at Montreal, this 11th day of May, 1953, and affixed the seal of the company.

34922-o GÉRARD GINGRAS,
Secretary.

VARIETY MERCHANDISE DISTRIBUTORS LTD.

Règlement N° 15

Attendu que par lettres patentes constituant la compagnie en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le nombre des directeurs de la compagnie a été fixé à quatre;

Et attendu qu'il est opportun de diminuer le nombre des directeurs de la compagnie de quatre à trois;

En conséquence, la compagnie Variety Merchandise Distributors Ltd. par ses directeurs, décrète que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, changé de quatre à trois.

Le Président,
S. MALCOFF.
Le Secrétaire,

34921

FRED VOSBERG.

VARIETY MERCHANDISE DISTRIBUTORS LTD.

By-law No. 15

Whereas by Letters Patent incorporating the Company under Part I of the Quebec Companies' Act, the number of Directors of the Company was fixed at four:

And whereas it is considered desirable to decrease the number of the Company's Directors from four to three;

Now therefore, Variety Merchandise Distributors Ltd., by the Directors thereof enacts that the number of the Company's Directors be and is hereby changed from four to three.

S. MALCOFF,
President.
FRED VOSBERG,
Secretary.

34921-o

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Plexterre Mining Corporation Limited" (Libre de responsabilité personnelle) a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions, débentures et autres valeurs.

Le siège social dans la Province est s/d M. James N. Plexman, 1121 ouest, rue St-Catherine, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans toute procédure intentée contre elle, est ledit M. James N. Plexman de la cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 26e jour de mai 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34903 . LUCIEN DARVEAU.

Notice is hereby given that the company "Plexterre Mining Corporation Limited" (No Personal Liability) has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The head office in the Province is at c/o Mr. James N. Plexman, 1121 St. Catherine St. West, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it is the said Mr. James N. Plexman of the city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary this 26th day of May, 1953.

LUCIEN DARVEAU,
34903-o Acting Under-Secretary of the Province.

LAKESHORE CONSTRUCTION INC.

Règlement N° XVII

Que le nombre des membres du bureau de direction soit et il est, par les présentes, augmenté de quatre à cinq directeurs et des instructions ont été données au secrétaire pour faire parvenir une copie dudit règlement pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, suivant la Loi.

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
ANTONIO DEVITO.

34937

LAKESHORE CONSTRUCTION INC.

By-Law No. XVII

"The Board of Directors be and is hereby increased from four to five directors, and instructions were given to the Secretary to send a copy of said By-law for publication in the *Quebec Official Gazette*, according to law."

Certified true copy.

ANTONIO DEVITO,
34937-o Secretary.

J. LUCIEN ALLARD LTÉE

Extrait des minutes d'une assemblée des directeurs de "J. Lucien Allard Ltée" tenue à Québec, le 7 mai 1953:

"Il est proposé et unanimement résolu que le règlement 1 relativement au nombre de directeurs de la compagnie soit amendé de façon à ce que le nombre de directeurs soit à l'avenir de trois au lieu de cinq comme il était."

Certifié vraie copie:

Le Secrétaire,
JEAN-PAUL HARDY.

34939-o

J. LUCIEN ALLARD LTÉE

Excerpt of the Minutes of a meeting of the Directors of "J. Lucien Allard Ltée", held in Québec, on May 7, 1953.

"It is proposed and unanimously resolved that By-law 1, relative to the number of Directors of the Company be amended so that the number of Directors be three, in future, instead of five, as it was."

Certified true copy:

JEAN-PAUL HARDY,
34939 Secretary.

COMPAGNIE DE VALEURS EN PLACEMENT LTÉE

Règlement N° 24

Il est déclaré comme règlement de la compagnie ce qui suit:

COMPAGNIE DE VALEURS EN PLACEMENT LTÉE

By-Law No. 24

The following has been declared a by-law of the Company:

"1. Le nombre des directeurs de la compagnie est par les présentes porté de trois à cinq directeurs dont trois d'entre eux constitueront quorum.

2. Les règlements et résolutions incompatibles avec les présentes sont de plus amendés pour se conformer à celui-ci."

Montréal, ce 20ième jour de mai 1953.

Vraie copie.

34938-o

Le Secrétaire,
GILLES POIRIER.

"1. The number of Directors of the Company is hereby carried from three to five Directors three of whom shall constitute a quorum.

2. By-laws and Resolutions incompatible with these presents are, moreover, amended so as to conform to the latter".

Montreal, this 20th day of May, 1953.

True copy.

34938

GILLES POIRIER,
Secretary.

Chartes — Abandon de

LA COMPAGNIE DE CONSTRUCTION
LAFONTAINE LIMITÉE

AVIS

Avis est par les présentes donné que "La Compagnie de Construction Lafontaine Limitée", une corporation dûment constituée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec et ayant son bureau-chef dans la Cité de Montréal, demandera au Procureur Général de la Province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce vingtième jour de mai 1953.

34940-o

Le Secrétaire,
M. DUCHARME.

Canada, Province de Québec
District de Montréal

"Demers Limitée", donne par les présentes avis, en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, qu'elle présentera une requête au Procureur Général pour demander l'autorisation d'abandonner ses lettres patentes et leur annulation à une date qu'il déterminera.

Montréal, le 27 mai 1953.

Le Président de "DEMERS LIMITÉE,
PAUL DEMERS.

34942-o

Charters — Surrender of

LA COMPAGNIE DE CONSTRUCTION
LAFONTAINE LIMITÉE

NOTICE

Notice is hereby given that "La Compagnie de Construction Lafontaine Limitée", a company duly incorporated in accordance with the Quebec Companies' Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for permission to surrender its charter.

Dated at Montreal, this twentieth day of May 1953.

34940

M. DUCHARME,
Secretary.

Canada, Province of Quebec
District of Montreal

"Demers Limited", does hereby give notice pursuant to the Quebec Companies' Act, that it will apply to the Attorney General for leave to surrender its letters patent and secure the cancellation thereof at such date which he may determine.

Dated at Montreal, May 27th, 1953.

PAUL DEMERS,
President of "DEMERS LIMITED".

34942-o

Commission du Salaire Minimum

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941 chapitre 163 et amendements), que l'ordonnance d'amendement, dont le texte suit, modifiant l'ordonnance numéro 3, révisée, de la Commission du Salaire Minimum, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 612 du 20 mai 1953.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 3, révisée
Congés annuels payés

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164).

Ordonne et décrète par la présente ordonnance, ce qui suit:

1. Ordonnance N° 3, révisée, modifiée: L'ordonnance N° 3, révisée, édictant des congés annuels payés, adoptée par la Commission le 12 août 1946, approuvée par le lieutenant-gouverneur en

Minimum Wage Commission

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the following ordinance, amending ordinance No. 3, revised, of the Minimum Wage Commission, has been approved by Order in Council No. 612 of May 20, 1953.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 3, revised
Annual Vacation with pay

The Minimum Wage Commission, under the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164).

Orders and decrees by the present Ordinance, the following:

1. Ordinance No. 3, revised, amended: Ordinance No. 3, revised, enacting an annual vacation with pay, adopted by the Commission on August 12, 1946, approved by the Lieutenant-

conseil le 6 septembre 1946, par arrêté portant le numéro 3575, publiée le 14 septembre 1946 dans la *Gazette officielle de Québec* et subséquemment modifiée, est de nouveau modifiée ainsi qu'il suit:

A) Les articles 1, 2, 3 et 4 de la dite ordonnance sont remplacés par les suivants, savoir:

"1. *Désignation*: La présente ordonnance est désignée sous le nom de Ordonnance N° 3, révisée.

2. *Champ d'application*: La présente ordonnance régit les salariés ci-après mentionnés et leurs employeurs.

3. *Salariés régis*: La présente ordonnance régit les salariés auxquels s'applique la Loi du salaire minimum et qui sont assujettis à une ordonnance de la Commission, sauf les salariés mentionnés à l'article suivant.

4. *Salariés non régis*: La présente ordonnance ne régit pas les salariés suivants:

a) Le salarié assujetti à un décret émis sous le régime de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, c. 163);

b) Le domestique de maison;

c) Le salarié travaillant à une exploitation agricole;

d) Le salarié assujetti à l'ordonnance N° 3a (Congés payés dans les entreprises de construction d'immeubles);

e) Le salarié assujetti à l'ordonnance N° 39, 1942 (Exploitations forestières);

f) Le salarié assujetti à l'ordonnance N° 41, 1953 (Corporations municipales et corporations scolaires);

g) Le salarié bénéficiant, aux termes d'une ordonnance, d'une indemnité de congé ou de congés annuels payés;

h) Le salarié, vendeur ou agent qui, payé en tout ou en partie par commission ou part de profits ou boni et libre de travailler à son gré, travaille normalement en dehors de l'établissement de son employeur sans que ce dernier ne puisse exercer de contrôle sur son temps de travail;

i) Le salarié préposé à la surveillance constante de l'établissement de son employeur et logé gratuitement sur les lieux mêmes;

j) Le concierge d'une maison de rapport;

k) Le salarié de l'industrie de la construction d'immeubles occupé à des travaux manuels;

l) Le salarié travaillant à son domicile;

m) Le salarié engagé à la semaine ou pour une plus longue période qui, régulièrement, ne travaille pas plus de trois heures par jour.

4a. *Salarié assujetti à une convention collective*: Le salarié assujetti à une convention collective prévoyant un plan de congés annuels payés d'au moins une semaine, n'est pas régi par la présente ordonnance."

B) Le dernier paragraphe de l'article 15 de la dite ordonnance est remplacé par le suivant:

"La règle du présent article ne s'applique pas aux conventions collectives visées à l'article 4a de la présente ordonnance."

2. *Entrée en vigueur*: La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et signé en la cité de Montréal, ce douzième jour du mois de mai mil neuf cent cinquante-trois.

(Secau) COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM.

Le Président,

(Signé) MARC TRUDEL, m.d.

Le Secrétaire-général,

(Signé) PHILIPPE ROUSSEAU, C.R.

Copie certifiée

Le Secrétaire-général,

PHILIPPE ROUSSEAU, C.R. 34925-0

Governor in Council on September 6, 1946, by order in council No. 3575, published in the *Quebec Official Gazette* on September 14, 1946, and subsequently amended, is again amended as follows:

A) Sections 1, 2, 3 and 4 of the said Ordinance are repealed and the following substituted therefor:

"1. *Designation*: The present Ordinance is designated by the name of Ordinance No. 3, revised.

2. *Application*: The present Ordinance governs the employees hereinafter mentioned and their employers.

3. *Employees governed*: The present Ordinance governs the employees to whom the Minimum Wage Act applies and who are subject to an ordinance of the Commission, except the employees mentioned in the following section.

4. *Employees not governed*: The present Ordinance does not govern the following employees:

a) The employee subject to a decree issued under the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, c. 163);

b) The household servant;

c) The employee working at agricultural exploitation;

d) The employee subject to Ordinance No. 3a (Vacation with pay in the building construction industry);

e) The employee subject to Ordinance No. 39, 1942 (Forest operations);

f) The employee subject to Ordinance No. 41, 1953 (Municipal corporations and school corporations);

g) The employee entitled under an ordinance, to a vacation indemnity or to an annual vacation with pay;

h) The employee, salesman or agent, paid in whole or in part by commission, share in profits or bonus and free to work as he chooses, who habitually works outside his employer's establishment and beyond such employer's control on his time of work;

i) The caretaker continuously supervising his employer's establishment who is provided with free lodgings on the premises;

j) The apartment house janitor;

k) The employee of the building construction industry occupied at manual labour;

l) The employee working at home;

m) The employee hired by the week or for a longer period who, habitually, does not work more than three hours in a day.

4a. *Employee subject to a collective labour agreement*: The employee subject to a collective labour agreement providing an annual vacation with pay plan of at least one week, is not governed by the present Ordinance."

B) Last paragraph of section 15 of the said Ordinance is repealed and the following is substituted therefor:

"The rule of the present section does not apply to the collective labour agreements referred to in section 4a of the present Ordinance."

2. *Coming into force*: The present Ordinance shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Signed and dated at the city of Montreal, this twelfth day of the month of May in the year one thousand nine hundred and fifty-three.

(Seal) MINIMUM WAGE COMMISSION.

(Signed) MARC TRUDEL, m.d.,

President.

(Signed) PHILIPPE ROUSSEAU, Q.C.,

Secretary-General.

True copy.

PHILIPPE ROUSSEAU, Q.C.,

Secretary-general.

34925-0

Département des Affaires municipale

Department of Municipal Affairs

ANNEXION A LA VILLE DE KÉNOGAMI

ANNEXATION TO THE TOWN OF KÉNOGAMI

A qui les présentes peuvent concerner:

To whom it may concern:

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil N° 595, du 20 mai, 1953, et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et ville, (S.R.Q. 1941, chapitre 233), il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement N° 190 du conseil de la ville de Kénogami, et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné au dit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Dominique-de-Jonquières.

Notice is hereby given that by Order in Council No. 595, of May 20, 1953, and pursuant to provisions of section 43, of the Cities and Towns Act, (R.S.Q. 1941, chapter 233), His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, has been pleased to approve By-law No. 190 of the Council of the Town of Kenogami, and to enact that, from and after the date of the publication of the present notice, the territory mentioned in the said By-law, and hereinunder described, is detached from the municipality of the parish of Saint-Dominique-de-Jonquières.

Ce territoire est le suivant:

Said territory is the following:

Un territoire situé dans le canton de Jonquières comprenant, en référence au cadastre officiel pour le dit canton, tous les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présente et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, cours d'eau ou partie d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la rive gauche ou rive ouest de la rivière aux Sables avec le ligne séparative des lots 18 et 19B du rang III; de là, suivant les limites de la ville de Jonquières, en passant par la dite ligne séparative des lots 18 et 19B et la ligne séparant le lot 15B des lots 19A, 20A, 20B et 21A du dit rang III; la ligne séparatives des rangs III et IV sur la largeur des lots 15B et 14B du rang III; la ligne séparant le lot 13 des lots 14B et 14A du rang III; le côté sud du chemin entre les rangs I et III en allant vers l'est; la ligne séparant le rang I du rang III jusqu'à la rive gauche ou rive ouest de la rivière aux Sables et enfin cette dite rive en la suivant vers le sud jusqu'au point de départ.

A territory situate in the township of Jonquières, comprising with reference to the official cadastre for the said township, all the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, lanes, water-courses or part thereof enclosed within the following limits, to wit: starting from the point of intersection on the left bank or west bank of the "rivière aux Sables" with the dividing line of lots 18 and 19B of range III; thence, following the limits of the town of Jonquières, passing by the said dividing line of lots 18 and 19B and the line separating lot 15B from lots 19A, 20A, 20B and 21A from the said Range III; the dividing line of Ranges III and IV on the width of lots 15B and 14B of Range III; the line dividing lot 13 from lots 14B and 14A from Rang III; the south side of the road between ranges I and III going towards the East; the line dividing Rang I from Range III as far as the left bank or the West bank of the "rivière-aux-Sables" and finally this said bank by following it on the South to the starting point.

Québec, le 20 mai 1953.

Quebec, May 20, 1953.

Sous-ministre des Affaires municipales,
34905-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
34905 Deputy Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Agriculture
Industrie Laitière

Department of Agriculture
Dairy Industry

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Ordonnance N° 33-51A

Order No. 33-51A

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Séance du mercredi, 13 mai 1953 tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10.00 heures a.m.

Meeting of Wednesday May 13th, 1953, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-A. Chartrand, P.-D. McArthur, commissaires, Alphonse Savcie, secrétaire, C.-A. Gamache, C.R., Aviseur légal.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers J.-A. Chartrand, P.-D. McArthur, Commissioners, Alphonse Savcie, Secretary, C. A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

Après avoir considéré les conditions de l'Industrie laitière dans la région de Donnacona,

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Donnacona,

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° L'ordonnance N° 33-51, publiée dans la Gazette officielle de Québec du 10 novembre 1951 est amendé et l'article 2° est remplacé par le suivant:

1. Order No. 33-51 published in the Quebec Official Gazette of November 10th, 1951 and article 2 is replaced by the following:

2° La région de Donnacona comprend la municipalité de la ville de Donnacona plus, contigue à l'est de ladite municipalité, une lisière de terrain d'environ cinq arpents de profondeur faisant partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste-des-Ecureuils, et la municipalité du village Cap Santé.

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, Commissaire,
ADRIEN ANGERS, Commissaire,
J.-A. CHARTRAND, Commissaire,
P.-D. McARTHUR, Commissaire,
Certifié: ALPHONSE SAVOIE, Secrétaire.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 79-53

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 27 mai 1953, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures a.m.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J. Albert Chartrand, P.D. McArthur, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C.-A. Gamache, c.r., Aviseur légal.

Après avoir considéré les conditions de l'Industrie Laitière dans la région de Baie-St-Paul.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Baie St-Paul.

2. La région de Baie St-Paul comprend la municipalité de village de Baie-St-Paul, la municipalité de la paroisse de St-Pierre et St-Paul-de-la-Baie-St-Paul, la municipalité de Rivière-du-Gouffre, la municipalité de la paroisse de St-François-Xavier-de-la-Petite-Rivière.

3° Tout marchand de lait doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$4.00 net, F.A.B., la place d'affaires du dit marchand

4° Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous nul ne peut, dans les limites de la région de Baie-St-Paul offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à 9 cents la chopine et 17 cents la pinte.

5° Nul ne peut, dans les limites de la région de Baie-St-Paul, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un hôtel, à un restaurant, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce à des prix inférieurs à 8½ cents la chopine et 16 cents la pinte.

6° Nul ne peut vendre du lait en bidon à un prix inférieur à 64 cents le gallon.

7° Le prix du lait vendu par les marchands de lait aux distributeurs de produits laitiers est fixé à .52 cents le gallon.

La présente ordonnance entrera en vigueur le 1er juin 1953.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
P.-D. McARTHUR, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.

2. The region of Donnacona includes the town municipality of Donnacona and adjacent to the East of said municipality, a strip of land about five arpents deep forming part of the parish municipality of Saint Jean Baptiste des Ecureuils, the village municipality of Cap Santé.

The present Order shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J. A. CHARTRAND, Commissioner,
P. D. McARTHUR, Commissioner,
Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

Order No. 79-53

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Wednesday, May 27th, 1953, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Québec.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J. Albert Chartrand, P.D. McArthur, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, Q. C., Legal Adviser.

Considering the conditions of the dairy Industry within the region of Baie-St-Paul.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Baie St-Paul.

2. The region of Baie-St-Paul includes the village municipality of Baie-St-Paul, the parish municipality of St-Pierre et St-Paul-de-la-Baie-St-Paul, the municipality of Rivière-du-Gouffre, the parish municipality of St-François-Xavier-de-la-Petite Rivière.

3. Any milk dealer must pay to his producers-suppliers for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$4.00 F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall within the limits of said region of Baie-St-Paul offer, sell or deliver milk at prices inferior to 9 cents per pint and 17 cents per quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Baie St-Paul offer, sell or deliver milk to a grocery, a hotel, a restaurant, a dealer or to any other business establishment at prices inferior to 8½ cents per pint and 16 cents per quart.

6. No person shall sell milk in bulk at a price inferior to 64 cents a gallon.

7. The price of milk sold by milk dealers to distributors of dairy products is set at .52 cents a gallon.

The present Order shall come into force June 1st, 1953.

Signé: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
P.-D. McARTHUR, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 608-53.

Québec, le 20 mai 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Thérèse Ouest, dans le comté de Terrebonne, les lots 163 et 167, du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse, et de les annexer à la municipalité scolaire de St-Augustin, dans le comté des Deux-Montagnes.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34884-21-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 608-53.

Quebec, May 20, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of Ste-Thérèse, West, in the county of Terrebonne, lots 163 and 167, of the official cadastre of the parish of Ste. Thérèse, and to annex them to the school municipality of St. Augustin, in the county of Two-Mountains.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 424-53.

Québec, le 20 mai 1953.

Demande est faite de former une municipalité scolaire distincte, pour les catholiques seulement, sous le nom de "La municipalité scolaire catholique de Saint-Lambert, dans le comté de Chambly". Le territoire de cette municipalité comprend tous les lots indiqués ci-dessous qui font partie du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, savoir:

Cedit territoire est borné comme suit: A l'ouest, par le fleuve St-Laurent, à partir de la ligne nord-est du chemin Tiffin et, de là, dans une direction sud jusqu'à la ligne ouest du lot N° 264; de là, dans une direction est le long de la ligne de division entre les lots N° 264 et 265 jusqu'à la ligne ouest du lot N° 308; de là, dans une direction sud, le long de la ligne de division ouest entre les lots 308 et 265-266, jusqu'à la ligne de division entre les lots N° 266 et 267; de là, dans une direction est, le long de la ligne de division entre les lots 266 et 267 et les N° 273 et 274, jusqu'à la ligne latérale sud-ouest du chemin Lapinière; de là, dans une direction nord-ouest, le long de la ligne sud-ouest du chemin Lapinière, jusqu'à la ligne de division des lots N° 273 et 272; de là, vers l'ouest le long de la ligne de division entre les lots N° 272 et 273 et les lots 265 et 266; de là, jusqu'à la ligne de division est entre les lots N° 265 et 308; de là, vers le nord, le long de la ligne de division est entre les lots N° 265 et 308, jusqu'à la ligne de division entre les lots N° 264 et 265; de là, vers l'est le long de la ligne de division entre les lots N° 264 et 265 et les lots N° 272 et 271, jusqu'au chemin Lapinière; de là, vers le nord-ouest, le long de la ligne sud-ouest du chemin Lapinière, jusqu'à un point à cent pieds au sud-est de la ligne de division entre les lots N° 247 et 246; de là, vers le nord-est, le long de la ligne située à cent pieds au sud-est de la ligne de division entre les lots 247 et 246 jusqu'au chemin de la concession du Petit Bois; de là, vers le nord, le long dudit chemin, jusqu'à la ligne nord-est du chemin connu sous le nom de montée Tiffin; de là, le long de la ligne nord-est du chemin Tiffin, jusqu'au fleuve St-Laurent, au point de départ; le tout situé dans le comté de Chambly et comprenant environ mille cent quatre-vingt-douze acres et cinq dixièmes, mesures anglaises.

Ledit territoire comprend aussi cette portion du lit des eaux et des îles du fleuve St-Laurent dont le périmètre se décrit comme suit: Partant du point d'intersection de la rive du fleuve Saint-Laurent (faisant à cet endroit la limite ouest actuelle de la cité) avec la ligne nord-est du chemin Tiffin; de là, suivant le prolongement de ladite ligne nord-est du chemin Tiffin jusqu'au milieu du fleuve St-Laurent où il intersecte la limite de la cité de Montréal; de là, en allant vers le sud, suivant le milieu du fleuve Saint-Laurent (limite de la cité de Montréal jusqu'au prolongement

No. 424-53.

Quebec, May 20, 1953.

Application is made to form a separate school municipality, for Catholics only, under the name of "The Catholic School Municipality of Saint-Lambert, in the county of Chambly". The territory of this municipality will be comprised of all the lots below indicated which form part of the official cadastre of the parish of Saint-Antoine de Longueuil, to wit:

The said territory is bounded as follows: on the west, by the St. Lawrence River, starting from the northeast line of the Tiffin Road and thence, in a southerly direction as far as the western line of lot No. 264; thence, in an easterly direction along the division line between lots Nos. 264 and 265 as far as the western line of lot No. 308; thence, in a southerly direction, along the west division line between lots 308 and 265-266, as far as the division line between lots Nos. 266 and 267; thence, in an easterly direction, along the division line between lots 266 and 267 and Nos. 273 and 274, as far as the lateral southwest of the Lapinière Road; thence, in a northwesterly direction, along the southwestern line of the Lapinière Road, as far as the division line of lots Nos. 273 and 272; thence, on the west along the division line between lots Nos. 272 and 273, and lots 265 and 266; thence, as far as the east division line between lots Nos. 265 and 308; thence, on the north, along the east division line between lots Nos. 265 and 308, as far as the division line between lots 264 and 265; thence, on the east, along the division line between lot Nos. 264 and 265 and lots Nos. 272 and 271, as far as Lapinière Road; thence, on the northwest, along the southwestern line of the Lapinière Road to a point one hundred feet southeast of the division line between lots Nos. 247 and 246; thence, on the northeast, along the line situate at one hundred feet to the southeast of the division line between lots 247 and 246 as far as the concession road of the "Petit Bois"; thence, on the north, along the said road, as far as the line northeast of the road known under the name of Tiffin height; thence; along the line northeast of Tiffin Road, as far as the St. Lawrence River, to the starting point; the whole situate in the county of Chambly and comprising about one thousand one hundred and ninety-two acres and five-tenths, English measure.

The said territory also is comprised of that portion of the river-bed and the islands of the St. Lawrence River, the perimeter of which is described as follows: starting from the point of intersection of the St. Lawrence river bank (forming at this place the present western limit of the City) with the northeasterly line of the Tiffin Road; thence, following the prolongation of the said northeasterly line of the Tiffin Road to the middle of the St-Lawrence River where it intersects the limit of the City of Montreal; thence, going towards the south, following the

gement de la ligne de division entre les lots N° 264 et 265; de là, allant vers l'est suivant ledit prolongement jusqu'à la rive du fleuve Saint-Laurent (limite ouest actuelle de la cité); de là, allant vers le nord, suivant la rive du fleuve Saint-Laurent (limite ouest actuelle de la cité), jusqu'au point de départ. L'île Sainte-Hélène, l'île Verte et l'île Ronde ne sont pas comprises dans le territoire de la cité.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34885-21-2-o O. J. DESAULNIERS.

Québec, 20 mai 1953.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire protestante du village de Gaspé, dans le comté de Gaspé-Sud, le territoire de la municipalité scolaire de Baie de Gaspé Sud et le territoire de la municipalité scolaire de York, dans le même comté, et d'ériger en une municipalité scolaire séparée et distincte, pour les protestants seulement, sous le nom de "Municipalité scolaire protestante de Gaspé, comté de Gaspé-Sud", le territoire de ces trois municipalités, lequel est décrit comme suit:

Tout le territoire de la municipalité du village de Gaspé composé du lot 1 au lot 150 inclusivement, avec toutes les subdivisions suivant le plan cadastral officiel du village de Gaspé.

Tout le territoire de la municipalité de Douglas-Ouest, lequel est décrit comme suit:

Les lots A, B C et le lot A1 au lot 11 inclusivement du premier rang de Sandy Beach; les lots A à 13 inclusivement du premier rang de Haldimand; les lots 1 à 4 inclusivement du deuxième rang nord; les lots 1 à 5 inclusivement du deuxième rang sud, comprenant toutes les subdivisions des lots et rangs sus-mentionnés, suivant le plan cadastral officiel de la municipalité de Douglas-Ouest.

Les lots 6A à 49 inclusivement et les îles A, B, C et E du rang I du canton de Baie Gaspé Sud; les lots 1 à 21 inclusivement du rang II du canton de Baie Gaspé Sud; les lots 1 à 22 inclusivement du rang III du canton de Baie Gaspé Sud; les lots 1 à 17 inclusivement du rang central du canton de Baie Gaspé Sud; les lots E et F et les lots 1 à 68 inclusivement, les îles A à J inclusivement et les îles 27 à 30 inclusivement du rang Dartmouth, comprenant toutes les subdivisions des rangs, lots et îles sus-mentionnés du canton de Baie Gaspé Sud, suivant le plan cadastral officiel.

Le territoire suivant, dans le canton de York, comté de Baie de Gaspé-Sud:

Les lots A et C, les lots 1 à 21 inclusivement et les îles D, F et G du rang I; les lots 1 à 56 inclusivement du rang II; les lots 1 à 56 inclusivement du rang III; les lots 1 à 57 inclusivement du rang IV; les lots 1 à 18 inclusivement du rang A; les lots 1 à 14 inclusivement et les îles K à Q inclusivement du rang York River. Ce territoire comprend toutes les subdivisions des rangs, lots et îles sus-mentionnés, suivant le plan cadastral officiel du canton de York.

Le Surintendant,
34899-21-2 O. J. DESAULNIERS.

Avis est par les présentes donné que la première session du Bureau des Examineurs des aspirants à la charge d'inspecteurs d'écoles pour l'année 1953 aura lieu à l'École normale Laval, Québec, du 13 au 17 juillet prochain.

L'examen des candidats commencera le mardi 14 juillet, à neuf heures du matin et portera

middle of the Saint Lawrence River (limit of the City of Montreal) as far as the prolongation of the division line between lots Nos. 264 and 265; thence, going towards the east following the said prolongation as far as the bank of the Saint Lawrence River (present western limit of the City); thence, going towards the north, following the bank of the Saint-Lawrence River (present western limit of the City), to the starting point. St. Helen's Island, L'île Verte and l'île Ronde are not comprised in the territory of the City.

O. J. DESAULNIERS,
34885-21-2 Superintendent of Education.

Quebec, May 20th, 1953.

Application is made to annex to the Protestant school municipality of Gaspé Village, in the County of Gaspé South, the territory of the school municipality of Gaspé Bay South and the territory of the school municipality of York, in the same County, and to erect into a separate and distinct school municipality for Protestants only, under the name of "the Protestant school municipality of Gaspé, in the County of Gaspé South", the territory of these three municipalities which is described as follows:

"All the territory of the municipality of the Village of Gaspé which is lot 1 to lot 150, inclusive, with all the subdivisions according to the official cadastral plan of the Village of Gaspé.

"All the territory of the municipality of Douglas West which is described as follows:

"Lots A, B, C and lot A1 to lot 11, inclusive, of the First Range of Sandy Beach; lots A to 13, inclusive, of the First Range of Haldimand; lots 1 to 4, inclusive, of the Second Range north; lots 1 to 5, inclusive, of the Second Range south, including all subdivisions of the aforementioned lots and Ranges according to the official cadastral plan of the municipality of Douglas West.

"Lots 6A to 49, inclusive, and Islands A, B, C and E of Range I in the Township of Gaspé Bay South; lots 1 to 21, inclusive, of Range II in the Township of Gaspé Bay South; lots 1 to 22, inclusive, of Range III in the Township of Gaspé Bay South; lots 1 to 17, inclusive, of the Central Range of the Township of Gaspé Bay South; lots E and F and lots 1 to 68, inclusive, Islands A to J, inclusive, and Islands 27 to 30, inclusive, of the Dartmouth Range, including all subdivisions of the aforementioned Ranges, lots and Islands in the Township of Gaspé Bay South according to the official cadastral plan.

"The following territory in the Township of York, in the County of Gaspé Bay South:

"Lots A and C, lots 1 to 21, inclusive, and Islands D, F and G in Range I; lots 1 to 56, inclusive, of Range II; lots 1 to 56, inclusive, of Range III; lots 1 to 57, inclusive, in Range IV; lots 1 to 18, inclusive, in Range A; lots 1 to 14, inclusive, and Islands K to Q, inclusive, in York River Range. This territory includes all sub-divisions of the aforementioned Ranges, lots and Islands according to the official cadastral plan of the Township of York."

O. J. DESAULNIERS,
34899-21-2-o Superintendent.

Notice is hereby given that the first session of the Board of Examiners for the examination of candidates for positions as School Inspectors for the year 1953 will be held at the Laval Normal School, Quebec, from the 13th to the 17th of July next.

The examination of candidates will begin on Tuesday, July 14, at nine o'clock in the morning

uniquement sur les matières de la section scientifique.

Québec, le 25 mai 1953.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
34924-o O. J. DESAULNIERS.

N° 295-53.

Québec, le 25 mai 1953.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 13 mai 1953, de détacher de la municipalité scolaire catholique de Limbour, dans le comté de Gatineau, le territoire suivant, pour l'annexer à la municipalité scolaire de Pointe-à-Gatineau, dans le comté de Hull, savoir:

Le territoire situé sur la rive est ou autrement dite gauche de la rivière Gatineau et partant au milieu de ladite rivière d'un point situé sur la ligne qui sépare les rangs V et VI (5 et 6) du canton de Hull, dans la province de Québec, en suivant dans une direction sud-est le fil de l'eau de ladite rivière jusqu'au point de rencontre de ladite rivière avec la ligne qui sépare les cantons de Hull et de Templeton; de là, suivant ladite ligne qui sépare les cantons de Hull et de Templeton dans une direction nord jusqu'à la ligne qui sépare les rangs V et VI (5 et 6) du canton de Hull dans une direction ouest jusqu'au point de départ.

Cet arrêté ministériel prendra effet le 1er juillet 1953.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34932-o O. J. DESAULNIERS.

N° 669-53

Québec, le 25 mai 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire d'Inverness, dans le comté de Mégantic, le lot 640 et la partie du lot N° 637 appartenant à monsieur Napoléon Martineau, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Jacques-de-Leeds, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34933-22-2-o O. J. DESAULNIERS.

Québec, 27 mai 1953.

Demande est faite d'annexer à la municipalité protestante d'Aylwin, dans le comté de Gatineau, la municipalité scolaire de Northfield & Wright, dans le même comté.

Le territoire de la municipalité scolaire de Northfield & Wright comprend: "toute la municipalité du canton de Wright laquelle est bornée à l'est par la rivière Gatineau, au sud par le canton d'Aylwin, à l'ouest par la ligne du comté de Pontiac et au nord par canton de Bouchette."

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34934-22-2 O. J. DESAULNIERS.

N° 727-53.

Québec, le 28 mai 1953.

Demande est faite de détacher la municipalité scolaire de Rock-Forest, comté de Sherbrooke, les lots suivants, tous inclusivement du canton d'Orford, savoir: 421 à 423 du rang VII (7); 506 à 516 du rang VIII (8); 591 à 619 du rang IX (9), et de les annexer à la municipalité scolaire du Petit Lac Magog, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34935-22-2-o O. J. DESAULNIERS.

and will deal only with matters pertaining to science.

Quebec, May 25, 1953.
O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 295-53.

Quebec, May 25, 1953.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council has been pleased by Order in Council dated May 13, 1953, to detach from the Catholic Municipality of Limbour, in the county of Gatineau, the following territory, to annex it to the school municipality of Pointe-à-Gatineau, in the county of Hull, to wit:

The territory situate on the eastern bank or otherwise said, the left bank of the Gatineau River and starting from the middle of the said river from a point situate on the line which separate ranges V and VI (5 and 6) from the Township of Hull, in the Province of Quebec, by following in one southwesterly direction the stream of water of the said river as far as the meeting point of the said river with the line which separates the township of Hull and of Templeton; thence, following the said line which separate the townships of Hull and of Templeton in a northerly direction as far as the line which separates ranges V and VI (5 and 6) from the township of Hull in a westerly direction to the starting point.

This Order in Council will take effect on July 1st, 1953.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 669-53

Quebec, May 25, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of Inverness, in the county of Mégantic, lot 640 and that part of lot N° 637, belonging to M. Napoléon Martineau, and to annex them to the school municipality of Saint-Jacques-de-Leeds, in the same county.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

Quebec, May 27th, 1953.

Application is made to annex to the Protestant school municipality of Aylwin, in the County of Gatineau, the school municipality of Northfield & Wright, in the same County.

The territory of the school municipality of Northfield & Wright comprises "all the municipality of Wright Township which is bounded on the east by the Gatineau River, on the south by Alywin Township, on the west by the Pontiac County line and on the north by Bouchette Township."

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 727-53.

Quebec, May 28, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of Rock Forest, county of Sherbrooke, the following lots, all inclusively, of the township of Orford, to wit: 421 to 423, Range VII (7); 506 to 516, Range VIII (8); 591 to 619, Range IX (9), and to annex them to the school municipality of Petit Lac Magog, same county.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 1246-52.

Québec, le 23 mai 1953.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Tewkesbury, No 1, dans le comté de Québec, les lots 1 à 42 inclusivement des rangs IX et X (9 et 10); 1 à 36 inclusivement du rang XI (11); 1 à 35 inclusivement du rang XII (12), tous du canton de Tewkesbury qui ne sont pas encore organisés au point de vue scolaire.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34936-22-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 1246-52

Québec, May 23, 1953.

Application is made to annex to the school municipality of Tewkesbury, No. 1, in the county of Québec, lots 1 to 42 inclusive, of Ranges IX and X (9 and 10); 1 to 36 inclusive, Range XI (11); 1 to 35 inclusive, Range XII (12), all of the township of Tewkesbury, which are not as yet organized with regard to schools.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flore division d'enregistrement des Trois-Rivières.

Official Cadastre of the Parish of Sainte-Flore Registration division of Three-Rivers.

Avis est par la présente donné que le lot 197-94 est remis en vigueur en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lot 197-94 is revived in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, le 7 mai 1953.

Québec, May the 7th, 1953.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre-adj.
34904-o J.-E. GUAY.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-E. GUAY,
Asst.-Deputy Minister.

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire des Barbiers et Coiffeurs du Comté de Stanstead, établi en exécution du décret N° 254 du 5 mars 1953, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil N° 620 du 20 mai 1953, section "H", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des salariés et des artisans suivant la méthode et le taux ci-après indiqués;

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Barbers and Hairdressers Parity Committee for the county of Stanstead, formed under decree No. 254 of March 5, 1953, has been authorized, by by-law approved by Order in Council No. 620 of May 20, 1953, part "H", to levy assessments upon the professional employers, the employees and the artisans according to the mode and rate hereafter established:

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec*, au 31 mars 1954; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from the date of publication of this by-law in the *Quebec Official Gazette*, to March 31, 1954; it shall be laid as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 254 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

a) Professional employers governed by the decree No. 254 shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 254 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret, soit \$25.00 par semaine.

b) Artisans governed by the said decree, No. 254, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wage rate established in the decree, namely \$25.00 per week.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 254 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

c) Employees governed by the said decree, No. 254, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire.

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the employers with report forms in which all particulars requested by the Parity Committee shall be given. Professional employers shall

L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

complete and sign their report and forward it to the Parity Committee every month.

Professional employers shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of their employees by means of a deduction from the latter's pay.

Professional employers shall submit their monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The levy laid by this by-law is payable every month by professional employers, artisans and employees, without notice.

When a professional employer or an artisan refuses to pay or to give the necessary information, he is given five days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Rapport financier

3. Financial report

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour, a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Ci'annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité Paritaire des Barbiers et Coiffeurs du comté de Stanstead pour la période comprise entre le 14 mars 1953 et le 31 mars 1954.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Barbers and Hairdressers Parity Committee for the county of Stanstead for the period between March 14, 1953 and March 31, 1954.

LE COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS ET
COIFFEURS DU COMTÉ DE STANSTEAD
Siège social, Magog, Qué.

BARBERS AND HAIRDRESSERS PARITY COMMITTEE
FOR THE COUNTY OF STANSTEAD
Head office: Magog, Que.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 14 mars 1953 et le 31 mars 1954.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between March 14, 1953 and March 31 1954.

Recettes:
Cotisations (1/2 de 1%):

Employeurs professionnels.....	\$48.00
Artisans.....	84.00
Salariés.....	50.00
Honoraires d'examens.....	10.00
Recettes diverses.....	28.00
	<hr/>
	220.00

Déboursés:

Frais de déplacement: administration....	125.00
Frais légaux.....	25.00
Papeterie, impression, timbres téléphone, télégrammes.....	25.00
Vérification des livres.....	5.00
Assurance et frais de cautionnement.....	5.00
Bureau des examinateurs.....	35.00
	<hr/>
	\$220.00

Receipts:
Assessments (1/2 of 1%):

Professional employers.....	\$ 48.00
Artisans.....	84.00
Employees.....	50.00
Examination fees.....	10.00
Various receipts.....	28.00
	<hr/>
	\$220.00

Disbursements:

Travelling expenses, administration....	125.00
Legal fees.....	25.00
Stationery, printing, postage, telephone, telegrams.....	25.00
Audition.....	5.00
Insurance and fidelity bond.....	5.00
Board of examiners.....	35.00
	<hr/>
	\$220.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 30 mai 1953. 34912-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, May 30, 1953. 34912-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformé-

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the pro-

ment aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire des Détaillants de Gazoline de la Région de Chicoutimi, établi en exécution du décret numéro 488, du 2 mai 1951, a été autorisé par règlement approuvé par l'Arrêté en Conseil numéro 614 du 20 mai, 1953, section "E", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions et le taux ci-après donnés.

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec*, au 12 mai 1954; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 488 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 488 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour un contremaître le moins rémunéré, soit \$40.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 488 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure eu préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Détaillants

visions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 as amended), that Le Comité paritaire des Détaillants de Gazoline de la Région de Chicoutimi, formed under decree number 488 of May 2, 1951, has been authorized by by-law approved by Order in Council number 614-E of May 20, 1953, to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree as per the following conditions and rate:

1. Assessments

The period of levy extends from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to May 12, 1954; it shall be laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 488, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for employees regulated by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 488, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established in the decree for foremen i.e. \$40.00 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 488, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee furnishes the professional employers with report forms on which all information required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's pay.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th day of the month following the date of expiration of the period for which it is required: the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The Committee has the right to exact sworn reports every time it deems it advisable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice from the Committee.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, he shall be notified to fulfil his obligations towards the Parity Committee within five (5) days.

3. Financial report

In pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of his financial activities to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Comité paritaire des

de Gazoline de la région de Chicoutimi, pour la période se terminant le 12 mai 1954.

Détaillants de Gazoline de la Région de Chicoutimi for the period ending May 12, 1954.

LE COMITÉ PARITAIRE DES DÉTAILLANTS DE GAZOLINE DE LA RÉGION DE CHICOUTIMI

LE COMITÉ PARITAIRE DES DÉTAILLANTS DE GAZOLINE DE LA RÉGION DE CHICOUTIMI

État des recettes et des déboursés probables pour la période se terminant le 12 mai 1954.

Estimate of the receipts and disbursements for the period ending May 12, 1954.

Recettes:
Cotisations (½ de 1%):

Employeurs professionnels	\$ 900.00
Salariés	900.00
	\$1,800.00

Receipts:
Assessments (½ of 1%):

Professional employers	\$ 900.00
Employees	900.00
	\$1,800.00

Déboursés:
Salaires:

Secrétaire	600.00
Inspecteur	100.00
Administrateur	50.00
Frais légaux	350.00
Papeterie, impression, timbres, téléphone et télégrammes	150.00
Vérification des livres	50.00
Assurances et frais de cautionnement	15.00
Dépenses diverses et imprévues	485.00
	\$1,800.00

Disbursements:
Salaries:

Secretary	\$ 600.00
Inspector	100.00
Administration	50.00
Legal fees	350.00
Stationary, printing, postage, telephone and telegrams	150.00
Audition	50.00
Insurance and fidelity bond	15.00
Unforeseen and miscellaneous expenses	485.00
	\$1,800.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 mai 1953. 34912-0

Department of Labour,
Quebec, May 30, 1953. 34912-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du commerce de détail de la fourrure de Montréal et du district, établi en exécution du décret numéro 2944, du 3 août 1940, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 620 du 20 mai 1953, section "K", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Retail Fur trade of Montreal and District, formed under decree number 2944 of August 3, 1940, and amendments has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 620 of May 20, 1953, part "K", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1953 au 1er mai 1954; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from May 1st, 1953, to May 1st 1954; it is laid in the following manner;

a) Les employeurs professionnels assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires payés à leurs salariés.

a) The professional employers governed by the decree, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the wages paid to their employees.

b) Les artisans assujettis audit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié le moins rémunéré, soit \$60.80 par semaine.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the lowest wage rate established for employees namely: \$60.80 per week.

c) Les salariés assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur salaire.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their wages.

2. Mode de perception

2. Mode of Collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which the following shall be indicated: the hours

heures de travail, les salaires payés au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le droit d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations, doit être adressé au Comité paritaire dans un délai de dix jours après l'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du commerce de détail de la Fourrure de Montréal et du district, pour la période comprise entre le 1er mai 1953 et le 1er mai 1954.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL DE LA FOURRURE DE MONTRÉAL ET DU DISTRICT

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1953 et le 1er mai 1954.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (1/2 de 1%):	
Employeurs professionnels.	\$ 5,220.00
Salariés.	5,220.00
Artisans.	700.00
	<hr/>
	\$11,140.00

<i>Déboursés:</i>	
Inspection, salaire et frais de déplacement.	\$ 5,620.00
Secrétaire.	600.00
Bureau, éclairage, téléphone.	1,500.00
Dépenses d'assemblées, timbres, papeterie, etc.	2,920.00
Vérification.	200.00
Frais légaux.	300.00
	<hr/>
	\$11,140.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 mai 1953. 34912-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des métiers de la construction du district de Hull, établi en exécution du décret numéro 1254, du 10 novembre 1949, et chargé par l'arrêté en conseil numéro 1355, du 1er décembre 1949, section "C", de l'application du décret 749, du 27 mai 1948 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'ar-

of labour, the wages paid during any one week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see that these reports be completed and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee within a delay of 10 days following the expiration of the period for which said report is exigible.

3. Financial Report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations on the following dates: March 31, June 30th, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Retail Fur Trade of Montreal and District for the period between May 1st 1953, and May 1st, 1954.

THE JOINT COMMITTEE OF THE RETAIL FUR TRADE OF MONTREAL AND DISTRICT

Estimate of the receipts and disbursements for the period between May 1, 1953, and May 1, 1954.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (1/2 of 1%):	
Professional employers.	\$ 5,220.00
Employees.	5,220.00
Artisans.	700.00
	<hr/>
	\$11,140.00

<i>Disbursements:</i>	
Inspection, salary and travelling expenses.	\$ 5,620.00
Secretary.	600.00
Office, lighting, telephone, etc.	1,500.00
Meeting expenses, postage, stationery, etc.	2,920.00
Audition.	200.00
Legal fees.	300.00
	<hr/>
	\$11,140.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 30, 1953. 34912-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee for the Building Trades of the District of Hull, formed under decree No. 1254 of November 10, 1949, and entrusted by Order in Council number 1355 of December 1, 1949, part "C", with the enforcement of decree number 749 of May 27, 1948, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order

rété en conseil numéro 613 du 20 mai 1953, section "C", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret numéro 749, et amendements suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec*, au 30 avril 1954; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 749 du 27 mai 1948 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés des métiers régis par ledit décret.

b) Les artisans assujettis audit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le salarié compagnon le moins rémunéré, selon leur métier.

c) Les salariés régis par ledit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes et pourcentages.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles, doivent être indiquées les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et en faire remise audit comité en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations, doit être adressé au Comité paritaire au plus tard le 10 du mois suivant la mois pour lequel il est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Métiers de la Construction du district de Hull, pour l'administration du décret numéro 749, du 27 mai 1948 et ses amendements, pour la période se terminant le 30 avril 1954.

LE COMITÉ PARITAIRE DES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION DU DISTRICT DE HULL

État des recettes et des déboursés probables pour la période se terminant le 30 avril 1954.

in Council No. 613 of May 20, 1953, part "C", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163, and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree number 749, and amendments, according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. Assessments

The period of levy shall extend from the date of publication of this by-law in the *Quebec Official Gazette* to April 30, 1954, and apply as follows:

a) The professional employers governed by the decree No. 749 of May 27, 1948, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees of the trades governed by the decree.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages fixed for journeymen, according to their trade.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of the percentages received.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see to it that the reports be made and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee and forward same to the said Committee together with his own assessments.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following that for which it is requirable.

3. Financial report

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial operations, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee for the Building Trades of the District of Hull, for the administration of the decree number 749 of May 27, 1948, and its amendments, for the period ending April 30, 1954.

THE PARITY COMMITTEE FOR THE BUILDING TRADES OF THE DISTRICT OF HULL

Estimate of the receipts and disbursements for the period ending April 30, 1954.

Comprenant l'administration du décret numéro 749 du 27 mai 1948 et ses amendements.

Recettes:

Prélèvement à recevoir des employeurs professionnels, des salariés et des artisans, assujettis au décret 749 du 27 mai 1948 et ses amendements \$2,000.00

Déboursés:

Déboursés prévus pour l'administration du décret 749 du 27 mai 1948 et ses amendements, comprenant les services d'inspection, la tenue des livres et autres dépenses nécessaires 1,600.00

Subvention à la Commission d'Apprentissage des Métiers du Bâtiment et du Génie de Hull, pour aider aux cours de plomberie et de chauffage enseignés à cette école 400.00

\$2,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 mai 1953. 34912-0

In respect of the administration of decree number 749 of May 27, 1948, and its amendments.

Receipts:

Assessments of professional employers, employees and artisans governed by the decree number 749 of May 27, 1948, and its amendments \$2,000.00

Disbursements:

Probable disbursements for the administration of decree number 749 of May 27, 1948, and its amendments, including inspection services, book-keeping and other necessary administration expenses. 1,600.00

Subvention to the Apprenticeship Commission of the Building and Engineering Construction Trades of Hull to help classes in plumbing and heating trades given at the school 400.00

\$2,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, May 30, 1953. 34912-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des métiers de la construction des Trois-Rivières, établi en exécution du décret numéro 256 du 5 mars 1953, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 620 du 20 mai 1953, section "J", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette Officielle de Québec*, au 1er juin 1954; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné;

a) Les employeurs professionnels assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la rémunération qu'ils paient à leurs salariés assujettis au décret.

b) Les salariés assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

Les employeurs professionnels doivent faire la perception du prélèvement imposé aux salariés assujettis au décret à même la rémunération qu'ils paient à ceux-ci et faire la remise des cotisations perçues et de leur propre prélèvement, mensuellement, au siège social du Comité paritaire, avec un rapport préparé sur une formule spéciale fournie par le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec l'article 21 de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Joint Committee of Trois-Rivières, formed under decree number 256 of March 5, 1953, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 620 of May 20, 1953, part "J", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163 and amendments) to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from the date of publication of this by-law in the *Quebec Official Gazette* to June 1, 1954; such levy is laid as follows:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages paid to their employees governed by the decree.

b) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

The professional employers shall collect the assessments of the employees governed by the decree from the wages paid to them, and remit same, together with their own assessments, every month, to the office of the Parity Committee, with a report made on a special form supplied by the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee, shall submit

présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité paritaire des métiers de la Construction des Trois-Rivières, pour la période comprise entre le 14 mars 1953 et le 1er juin 1954.

LE COMITÉ PARITAIRE DES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION DES TROIS-RIVIÈRES

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 14 mars 1953 et le 1er juin 1954.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$25,000.00
Salariés.....	25,000.00
	<hr/>
	\$50,000.00

Déboursés:

Salaires des employés.....	\$18,000.00
Frais de déplacement — inspecteurs	7,000.00
Loyer et éclairage.....	1,500.00
Dépenses de bureau.....	1,500.00
Frais judiciaires et professionnels..	1,500.00
Impressions, papeterie et publicité.	1,500.00
Poste, téléphone et télégrammes...	800.00
Jetons de présence et frais de déplacement.....	8,000.00
Assurances.....	2,000.00
Bureau d'examineurs.....	5,000.00
Divers et imprévus.....	3,200.00
	<hr/>
	\$50,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 30 mai 1953. 34912-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint des Tanneries et Corroieries de la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 330 du 19 mars 1953, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 448 du 16 avril 1953, section "E", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 27 mars 1954 inclusivement; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

- a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 330 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret, (salaire fixes, pourcentage, commission, allocations ou bonis).
- b) Les salariés régis par ledit décret numéro 330 doivent verser au Comité paritaire une som-

to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Building Trades Joint Committee of Trois-Rivières for the period between March 14, 1953 and June 1, 1954.

THE BUILDING TRADES JOINT COMMITTEE OF TROIS-RIVIÈRES

Estimate of the receipts and disbursements for the period between March 14, 1953 and June 1, 1954.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers.....	\$25,000.00
Employees.....	25,000.00
	<hr/>
	\$50,000.00

Expenses:

Salaries of employees.....	\$18,000.00
Travelling expenses, inspectors....	7,000.00
Rent and lighting.....	1,500.00
Office expenses.....	1,500.00
Judicial and professional fees.....	1,500.00
Printing, stationery and publicity..	1,500.00
Postage, telephone and telegrams..	800.00
Meeting and travelling expenses...	8,000.00
Insurance.....	2,000.00
Board of examiners.....	5,000.00
Miscellaneous and unforeseen expenses.....	3,200.00
	<hr/>
	\$50,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, May 30, 1953. 34912-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Tanners and Curriers Joint Committee for the Province of Quebec, formed under decree No. 330 of March 19, 1953, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 448 of April 16, 1953, part "E", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to March 27, 1954 inclusive; this levy is laid as follows:

- a) The professional employers governed by the said decree No. 330 shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree (regular wages, percentage, commission, allowance or bonus).
- b) The employees governed by the said decree, No. 330, shall pay to the Parity Committee

me équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération (salaire fixe, pourcentage, commission, allocations ou bonis).

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le dixième jour du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assentement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité conjoint des Tenneries et Corroieries de la Province de Québec, pour la période comprise entre le 28 mars 1953, et le 27 mars 1954 inclusivement.

COMITÉ CONJOINT DES TANNERIES ET CORROIERIES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 28 mars 1953 et le 27 mars 1954 inclusivement.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$4,250.00
(\$850,000.00)	
Salariés	4,250.00
(\$850,000.00)	
	\$8,500.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaires	\$3,410.00
Dépenses d'inspection	2,500.00
Dépenses — automobile	400.00
Loyer et éclairage	500.00
Frais légaux	150.00
Impression et papeterie	100.00
Poste et téléphone	100.00
Échange (banque)	50.00
Jetons de présence	150.00
Frais de déplacement des membres	720.00
Assurance	100.00

an amount, equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration (regular wages, percentage, commission, allowances or bonus).

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms to be filled in as required by the Parity Committee. The Professional employer shall complete and sign his report and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from their wages.

The professional employer shall transmit his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable. The said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The Committee may have the reports sworn to when deemed advisable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer and the employee, without notice.

Should a professional employer refuse to pay or to give the necessary information, five days' notice shall be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Tanners and Curriers Joint Committee for the Province of Quebec for the period between March 28, 1953 and March 27, 1954, inclusive.

THE TANNERS AND CURRIERS JOINT COMMITTEE FOR THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimate of the receipts and disbursements for the period comprised between March 28, 1953 and March 27, 1954 inclusive.

<i>Receipts:</i>	
Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers	\$4,250.00
(\$850,000.00)	
Employees,	4,250.00
(\$850,000.00)	
	\$8,500.00

<i>Disbursements:</i>	
Salaries	\$3,410.00
Inspection expenses	2,500.00
Automobile expenses	400.00
Rent and lighting	500.00
Legal fees	150.00
Printing and stationary	100.00
Postage and telephone	100.00
Bank exchange	50.00
Meeting expenses	150.00
Members' travelling expenses	720.00
Insurance	100.00

Vérification des livres	100.00	Auditing	100.00
Divers	220.00	Miscellaneous	220.00
	\$8,500.00		\$8,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 mai 1953. 34912-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 30, 1953. 34912-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du commerce de détail de Chicoutimi, établi en exécution du décret numéro 996 du 2 octobre 1952, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 620, du 20 mai 1953, section "I", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1953 au 1er mai 1954; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 996 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 996 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% du salaire moyen de \$50.00 par semaine pour les hommes et \$30.00 par semaine pour les femmes.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 996 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S. Q. 1941, chapter 163 and amendments), that Le Comité paritaire du Commerce de Détail de Chicoutimi, formed under decree number 996 of October 2, 1952, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 620 of May 20, 1953, Part "I", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereafter described:

1. Assessments

The period of levy extends from May 1st, 1953 to May 1st 1954; the levy shall be laid as follows;

a) The professional employers governed by the said decree, number 996, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 996, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of the average remuneration of \$50.00 per week for men and \$30.00 per week for women.

c) The employees governed by the said decree, number 996, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee provides the professional employers with report forms on which all particulars required by the Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report and then forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's pay.

The professional employer shall send his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, he will be given five days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Rapport financier

D'accord avec le Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de Détail de Chicoutimi, pour la période comprise entre le 1er mai 1953 et le 1er mai 1954.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE
DE DÉTAIL DE CHICOUTIMI
Siège social: Chicoutimi

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1953 et le 1er mai 1954.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$ 4,984.00
Salariés	4,984.00
Artisans	892.00
	<hr/>
	\$10,860.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaire du secrétaire-gérant	\$ 3,120.00
Frais de déplacement et d'inspection	1,960.00
Loyer du bureau	420.00
Frais légaux	490.00
Papeterie	285.00
Impression, timbres, téléphone et télégrammes	235.00
Entretien du Bureau	210.00
Aide professionnelle	2,665.00
Divers et imprévus	1,475.00
	<hr/>
	\$10,860.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 mai 1953. 34912-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (R.S.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'il se propose de recommander l'approbation de la modification suivante au décret numéro 256 du 5 mars 1953, relatif à l'industrie de la construction dans la régions des Trois-Rivières, savoir:

Remplacer le deuxième alinéa de l'article XI par le suivant:

"Toutefois, les contrats de construction accordés aux entrepreneurs et signés avant la date de l'entrée en vigueur du présent décret, sont assujettis aux taux de salaires de l'ancien décret jusqu'à leur complète exécution; cependant, ils sont régis par toutes les autres clauses du présent décret."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail, recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 mai 1953. 34912-o

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Comité paritaire du Commerce de Détail de Chicoutimi for the period between May 1st, 1953 and May 1st, 1954.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE
DE DÉTAIL DE CHICOUTIMI
Head Office: Chicoutimi

Estimate of receipts and disbursements for the period between May 1st, 1953 and May 1st, 1954.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	\$ 4,984.00
Employees	4,984.00
Artisans	892.00
	<hr/>
	\$10,860.00

<i>Disbursements:</i>	
Secretary-manager's salary	\$ 3,120.00
Inspection and travelling expenses	1,960.00
Office rent	420.00
Legal fees	490.00
Stationery	285.00
Printing, stamps, telephone and telegrams	235.00
Office upkeep	210.00
Professional assistance	2,665.00
Various and unforeseen expenses	1,475.00
	<hr/>
	\$10,860.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 30, 1953. 34912-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that he intends to recommend the approval of the following amendment to the decree No. 256 of March, 5, 1953, relating to the construction industry in the district of Trois-Rivières, namely:

Replace the second paragraph of section XI by the following:

"However, construction contracts granted to contractors and signed before the date of coming into force of the present decree are subject to the wage rates of the former decree until their completion. They are, however, governed by all other provisions of the present decree."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 30, 1953. 34912-o

AVIS DE MODIFICATION
DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les règlements du Comité paritaire du camionnage de Québec, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1719-A du 16 décembre 1948, ont été modifiés par l'arrêté en conseil numéro 620-G du 20 mai 1953.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 mai 1953. 34912-o

AVIS DE MODIFICATION
DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les règlements spéciaux du Comité conjoint de bijouterie et d'horlogerie du Québec approuvés par l'arrêté en conseil numéro 275-C du 4 mars 1948, ont été modifiés par l'arrêté en conseil numéro 620-F du 20 mai 1953 et, qu'en conséquence, la clause suivante est ajoutée:

"Les règlements ci-dessus relatifs à la tenue du registre, au rapport mensuel et au certificat de qualification s'appliquent intégralement aux employeurs professionnels, aux artisans et aux salariés, selon le cas, qui sont devenus assujettis audit décret numéro 163 du 12 février 1948, dans sa teneur modifiée, en vertu de l'arrête-en-conseil numéro 1295-A du 15 décembre 1952".

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 mai 1953. 34912-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de l'Automobile, district de Québec, rendue obligatoire par le décret, numéro lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

1° Le paragraphe 1 de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"IV. Salaires: 1° Zone I: i. Etablissements industriels: Salaires à l'heure ou à la semaine: Dans tous les établissements de la zone I, appartenant à la juridiction industrielle, les taux de salaires à l'heure ou à la semaine sont les suivants pour les occupations ou métiers ci-après désignés: Compagnon, mécanicien, ajusteur, machiniste, électricien, débosseur, charron, forgeron, soudeur, peintre, bourreleur:

	Taux horaires
Classe A.....	\$1.40
Classe B.....	1.20
Classe C.....	1.15
Classe D.....	1.10
Préposé aux accumulateurs, vulcanisateur ou rechargeur, vitrier et graisseur.....	1.10
Apprenti:	
1ère année.....	0.50

NOTICE OF AMENDMENTS
OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments) that the by-laws of Le Comité paritaire du camionnage de Québec, approved by Order in Council No. 1719-A of December 16, 1948, have been amended by Order in Council No. 620-G of May 29, 1953.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, May 30, 1953. 34912-o

NOTICE OF AMENDMENT
OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the specially-laws of the Jewellery and Horology Joint Committee of Quebec, approved by Order in Council No. 275-C of March 4, 1948, have been amended by Order in Council No. 620-F of May 20, 1953 and, consequently, the following clause is added:

"The above by-laws relating to the keeping of a register, to the monthly report and to the certificate of competency apply integrally to professional employers, artisans and employees, as the case may be, who are now governed by the said decree No. 163 of February 12, 1948, as amended, as a result of Order in Council No. 1295-A of December 15, 1952."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, May 30, 1953.

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the Automobile Industry, district of Québec, rendered obligatory by the decree number have submitted to him a request to amend the said decree, as amended, as follows:

1. Subsection 1 of section IV will be replaced by the following:

"IV. Wages: 1. Zone I: i. Industrial establishments: Wages by the hour or by the week: In all establishments of zone I, covered by the industrial jurisdiction, the hourly or weekly rates of wages shall be as follows for the occupations or trades designated hereinafter:

	Hourly rates
Journeyman: Mechanic, fitter, machinist, electrician, body worker, whellwright, blacksmith, welder, painter, upholsterer	
Class A.....	\$1.40
Class B.....	1.20
Class C.....	1.15
Class D.....	1.10
Storage battery man, vulcanizer or retreader, glazier and greaser.....	1.10
Apprentice:	
1st year.....	0.50

2ème année.....	0.63	2nd year.....	0.63
3ème année.....	0.75	3rd year.....	0.75
4ème année.....	0.87	4th year.....	0.87

ii. *Etablissements commerciaux*: Dans les établissements de la zone I appartenant à la juridiction commerciale (paragraphe "b" de l'article II), les hommes de service, les vendeurs d'essence, et généralement les hommes qui font indifféremment les travaux mentionnés au paragraphe "b" de l'article II, ainsi que ceux qui font accidentellement du travail de caissier, doivent recevoir, pour le temps régulier, tel que défini au paragraphe "b" de l'article VI, le salaire horaire minimum suivant:

Homme de service:	Taux horaires
Apprenti:	
1ère année.....	\$0.525
2ème année.....	0.575
Homme de service.....	0.875

Pour tout travail fait en sus du temps régulier, les salariés de la présente catégorie doivent recevoir, en plus de leur salaire régulier, un supplément égal à 50% du taux de salaire minimum ici déterminé pour leur classification.

iii. *Dispositions spéciales: Laveur d'automobiles*: Dans les établissements de juridictions industrielle ou commerciale, le laveur d'automobiles désigne toute personne qui lave, nettoie ou essuie au complet ou en partie un véhicule-automobile et ne fait pas d'autre travail; le salarié de cette catégorie doit recevoir un salaire minimum de \$0.775 l'heure.

Chauffeur ou conducteur d'automobiles: L'employeur peut faire travailler cette catégorie de salariés à la conduite des automobiles de promenade remisées au garage entre un ou des garages et un ou des hôtels. Tels salariés ne doivent pas faire d'autre travail et leur salaire minimum est de \$0.575 l'heure.

Livreur: Dans les établissements de juridiction industrielle et commerciale, le livreur désigne tout salarié qui, avec une voiture automobile dont il a la charge, fait la livraison et le transport des marchandises; son salaire minimum est de \$0.80 l'heure.

2° L'alinéa "a" du paragraphe 4 de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"4. a. Le salaire de tout salarié masculin dont le taux n'est pas fixé par le présent décret est de \$0.40 l'heure durant les six premiers mois d'emploi, et il doit après ce délai, être augmenté à \$0.50 l'heure."

3° L'article VIII sera radié et remplacé par les suivants:

"VIII. *Préposés au département des pièces, employés de bureau et employés au service de la clientèle*:"

1. *Dispositions générales*: Dans les établissements de juridiction commerciale ou industrielle ou on emploie des salariés de cette catégorie, tels que ci-après définis, on appliquera les dispositions particulières ci-après pour ajouter, ou amender les autres dispositions du décret:

2. *Définitions*: "Le terme préposé aux pièces" signifie et comprend tout commis vendeur de pièces et d'accessoires d'automobiles, qui travaille à l'intérieur de l'établissement, le commis à la réception, à l'expédition et à la classification de la marchandise, le commis aux records, à l'inventaire et à la correspondance du département des pièces ou accessoires.

b) Le terme "employé de bureau" signifie et comprend celui qui est préposé aux écritures, à la vérification, à la comptabilité, à la caisse, au téléphone, à la classification des documents et à la correspondance dans un établissement commercial assujéti au décret.

ii. *Commercial establishments*: In establishments of zone I, covered by the commercial jurisdiction (subsection "b" of section II), service men, gasoline attendants and, generally, men doing the various operations mentioned in subsection "b" of section II, and those doing cashier's work accidentally, shall receive for regular time, as defined in section VI, subsection "b", the following hourly minimum rate of wages:

Service man:	Per hour
Apprentice: first year.....	\$0.525
second year.....	0.575
Service man.....	0.875

For all time worked in excess of regular hours, employees of the present category shall receive, in addition to their regular wages, an amount equal to 50% of the minimum rate of wages herein determined for their classification.

iii. *Special provisions: Automobile washer*: In establishments of the industrial or commercial jurisdiction, the automobile washer shall be a person who washes, cleans or rubs, in whole or part, a motor-vehicle and does no other work; his minimum wage rate shall be \$0.775 per hour.

Automobile driver: The employer may hire employees of that category to drive pleasure vehicles left at the garage between one or more garages and one or more hotels, such employees shall do no other work and their minimum wage rate shall be \$0.575 per hour.

Delivery man: In establishments of the industrial and commercial jurisdiction, the delivery man shall be the employee who, with a motor vehicle of which he is in charge, does the delivery and transport of merchandise; his minimum wage rate shall be \$0.80 per hour.

2. Paragraph "a" of subsection 4 of section IV will be replaced by the following:

"4. a) The wages of every male employee whose rate of pay is not established by the present decree shall be \$0.40 per hour during the first six months of employment and it shall thereafter, be increased to \$0.50 per hour."

3. Section VIII will be deleted and replaced by the following:

"VIII. *Parts department, office and service employees*:"

1. *General provisions*: As regards the establishments of the commercial or industrial jurisdiction employing employees whose occupations are hereafter defined, the following special provisions shall either amend or be added to the other clauses of the present decree:

2. *Definitions*: a) The term "parts department employee" means an automobile parts and accessories clerk-salesman working inside the establishment, including the clerk whose work is concerned with the receiving, shipping and classification of goods, the records, the inventory and the correspondence of the parts or accessories department.

b) The term "office employee" means an employee whose work is concerned with clerical work, checking, accounts, cash, telephone, classification of documents and correspondence in a commercial establishment hereby governed.

c) Le terme "vendeur de service" signifie et comprend tout salarié préposé à la réception de la clientèle, à la distribution et la coordination du travail, aux écritures des commandes et en général à assurer le service de la clientèle dans un atelier de réparation ou un garage assujéti au décret.

d) Le terme "premier commis" signifie et comprend tout salarié qui, soit dans le département des pièces, soit au bureau, en plus de remplir sa fonction exerce une certaine surveillance et a une certaine responsabilité dans le département où il travaille.

3. Heures de travail: a) Pour les "préposés aux pièces, la semaine régulière de travail sera de quarante-six heures et demie (46½), réparties entre 8.00 a.m. et 6.00 p.m., avec interruption de une heure et trente pour le repas, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de chaque semaine et entre 8.00 a.m. et midi le samedi.

b) Pour les "employés de bureau", la semaine régulière de travail sera de quarante-quatre (44) heures, de travail, réparties entre 8.30 a.m., et 6.00 p.m., avec interruption de une heure trente pour le repas, les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi de chaque semaine, et entre 8.30 a.m. et midi le samedi.

c) Pour les "vendeurs de service", la semaine régulière de travail sera de cinquante-quatre heures (54), réparties entre 7.45 a.m. et 6.15 p.m., avec interruption de une heure et trente pour le repas, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de chaque semaine et entre 7.45 a.m., et 12.15 a.m., le samedi.

4. Temps supplémentaire: Tout travail exécuté en dehors de l'horaire mentionné ci-haut, sera considéré comme temps supplémentaire et rémunéré aux taux de salaire et demi, pourvu que l'employé aura été à la disposition de l'employeur et aura travaillé durant les heures régulières de travail.

5. Salaires: Tout travail exécuté donnera droit aux salaires ci-après pour la semaine régulière de travail:

	hommes	femmes
a) Premier commis.....	\$57.00	
b) Préposés aux pièces:		
1er 6 mois.....	20.00	16.00
2ème 6 mois.....	23.00	16.00
2ème année.....	27.00	19.00
3ème année.....	31.00	21.50
4ème année.....	35.00	
Après 4 années d'expérience pour les hommes et après 3 années d'expérience pour les femmes, les salariés devront être classés et payés comme suit:		
1/3 — Classe C.....	\$41.00	\$24.00
1/3 — Classe B.....	45.00	26.00
1/3 — Classe A.....	50.00	29.00
c) Employés de bureau:		
1ère année.....	19.00	17.00
2ème année.....	23.00	21.00
3ème année.....	26.00	23.00
4ème année.....	29.00	
5ème année.....	33.00	
Après cinq ans d'expérience pour les employés masculins et trois ans d'expérience pour les employés féminins, les salariés de cette catégorie seront classifiés et payés comme suit:		
1/3 — Classe C.....	\$39.00	\$26.00
1/3 — Classe B.....	43.00	28.00
1/3 — Classe A.....	48.00	30.00

e) The term "service salesman" means an employee who receives customers and sees to the distribution and co-ordination of the work, the writing down of orders and, in general, ensures service to the customers in a repair shop or a garage hereby governed.

d) The term "head clerk" means an employee who, whether in the parts department or in the office, besides carrying out his own work, supervises to some extent and has some responsibility in the department where he works.

3. Hours of work:

a) For parts department employees, the standard work week shall consist of forty-six and a half (46½) hours, distributed between 8.00 a.m. and 6.00 p.m., with an interruption of one and a half (1½) hour for the noon meal on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday of each week, and between 8.30 a.m. and 12.00 (noon) on Saturday.

b) For office employees, the standard work week shall consist of forty-four (44) hours, distributed between 8.30 a.m. and 6.00 p.m., with an interruption of one and a half (1½) hour for the noon meal, on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday of each week, and between 8.30 a.m. and 12.00 (noon) on Saturday.

c) For service salesmen, the standard work week shall consist of fifty-four (54) hours distributed between 7.45 a.m. and 6.15 p.m., with an interruption of one and a half (1½) hour for the noon meal, on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday of each week, and between 7.45 a.m. and 12.15 a.m. on Saturday.

4. Overtime: All time worked in excess of the hours mentioned above shall be considered as overtime and remunerated at the rate of time and one half providing the employee has been at the disposal of the employer and has worked the regular hours of work.

5. Wages: All time worked entitles to the wages hereafter determined for the standard work week:

	Male	Female
a). Head clerk.....	\$57.00	
b) Parts department employees:		
1st six months.....	20.00	\$16.00
2nd six months.....	23.00	16.00
2nd year.....	27.00	19.00
3rd year.....	31.00	21.50
4th year.....	35.00	
After four years of experience, for male employees, and three years, for female employees, employees shall be classified and paid as follows:		
1/3 — Class C.....	\$41.00	\$24.00
1/3 — Class B.....	45.00	26.00
1/3 — Class A.....	50.00	29.00
c) Office employees:		
1st year.....	19.00	17.00
2nd year.....	23.00	21.00
3rd year.....	26.00	23.00
4th year.....	29.00	
5th year.....	33.00	
After five years of experience, for male employees, and three years, for female employees, employees of this category shall be classified and paid as follows:		
1/3 — Class C.....	\$39.00	\$26.00
1/3 — Class B.....	43.00	28.00
1/3 — Class A.....	48.00	30.00

d) Vendeurs de service:

1ère année.....	30.00
2ème année.....	35.00
3ème année.....	40.00
après 3 ans.....	45.00"

d) Service salesmen:

1st year.....	30.00
2nd year.....	35.00
3rd year.....	40.00
After 3 years.....	45.00"

"IX. *Allocations familiales:* Afin de pourvoir à certaines dépenses imprévues et nécessaires qui obèrent et mettent en péril l'équilibre du budget familial, et en vue d'assurer ainsi plus de sécurité au travailleur et à sa famille, les parties ont convenu de contribuer également à la constitution d'un fonds commun dont le produit servira à payer une assurance collective;

a) Chaque salarié a droit au bénéfice d'une police d'assurance groupe;

b) Tout employeur doit verser, tel que ci-après déterminé, pour chacun de ses salariés, une cotisation de .02 1/2 c l'heure pour les hommes de service et leurs apprentis, les laveurs et les conducteurs ou chauffeurs d'automobiles et une cotisation de .03 c l'heure pour tous les autres salariés. Cette cotisation est calculée sur les heures régulières de travail seulement. Tout salarié doit verser une contribution égale à celle de l'employeur. Ces contributions des employeurs et des salariés seront employées à payer les primes d'assurances groupe en vue de faire assurer par une ou des compagnies d'assurances autorisées à faire affaires dans la Province de Québec, le paiement des bénéfices par les présentes garantis;

c) L'employeur doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération due à chacun de ses salariés, les sommes dues en vertu des présentes et les remettre à chaque mois, pas plus tard que le 10 du mois suivant, pour le mois écoulé, en même temps qu'il paie la contribution due par l'employeur. Ces cotisations sont versées au Comité Paritaire de l'industrie de l'Automobile, district de Québec, chargé de surveiller l'application du décret relatif à l'industrie de l'automobile;

d) Un nouveau salarié ne devient éligible pour l'assurance que 30 jours après le paiement de ses cotisations et de celles de son employeur, sujet à la juridiction du Comité Paritaire;

e) Ce plan d'assurance-groupe est administré par le Comité Paritaire qui nommera un sous-comité à cette fin; le comité est chargé de percevoir les cotisations et de les employer à nulle autre fin que celle de payer des primes d'assurance pour garantir le paiement des bénéfices aux assurés, le tout suivant un ou des contrats approuvés par le surintendant des assurances pour la Province de Québec.

Le plan d'assurance-groupe doit contenir les bénéfices:

- 1° d'assurance-vie;
- 2° d'indemnité hebdomadaire dans le cas de maladie ou d'accident;
- 3° de remboursement de frais d'hospitalisation, de frais chirurgicaux ou de frais médicaux.

Le bénéfice de remboursement de frais, partiel ou total, d'hospitalisation, de frais médicaux ou chirurgicaux, ou de frais spéciaux encourus à l'hôpital sera aussi, assuré aux dépendants de ceux qui seront assurés; le mot "dépendant" comprenant l'épouse de l'assuré et ses enfants non mariés âgés de moins de 19 ans."

"X. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 10 juin 1954. Il se renouvellera automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de

"IX. *Family allowances:* In order to provide for unforeseen and necessary expenses that encumber and may overburden the family budget, and in order to increase the worker's security as well as his family's, the parties have agreed to contribute equally to the creation of a common fund which shall be used to pay a collective insurance premium.

a) Every employee is entitled to the benefits of a group insurance policy.

b) Every employer shall pay, as hereafter determined, and for every one of his employees, an assessment of two and a half (2 1/2) cents per hour for service men and their apprentices and for automobile washers and drivers or chauffeurs, and an assessment of three (3) cents per hour for all other employees. This assessment is computed on the regular hours of work only. Every employee shall pay a contribution equal to that of the employer. These contributions, of both the employers and the employees, shall be used to pay group insurance premiums in order to have the benefits hereby guaranteed paid by one or more insurance companies authorized to operate in the Province of Quebec.

c) The employer shall collect, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed under this section and shall remit same every month, no later than the 10th day of the following month, for the month elapsed, together with his own contribution. These assessments are paid to the Parity Committee of the Automobile Industry, district of Quebec, entrusted with the administration of the decree relating to the automobile industry.

d) New employees shall be eligible to said insurance only thirty days after payment of their assessments and that of their employer, subject to the jurisdiction of the Parity Committee.

e) This group insurance plan is administered by the Parity Committee: the latter shall appoint a sub-committee for that purpose. The committee shall collect assessments but shall use them for no other purpose than to pay insurance premiums in order to guarantee the payment of benefits to the assured. Any contract or contracts to give effect to this plan shall be approved by the superintendent of insurance for the Province of Quebec.

The group insurance plan shall provide for the following benefits:

1. Life insurance;
2. Weekly compensation in the event of illness or accident;
3. Reimbursement of hospitalization, surgery and medical fees.

Partial or total reimbursement benefits as regards hospitalization, surgery or medical or special hospital fees shall also be assured to dependents of the assured. The word "dependent" includes the wife of assured and his unmarried children under 19 years of age."

"X. *Duration of the decree:* The present decree remains in force until June 10, 1954. It shall then renew itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notify the other, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth to the

plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 10 juin de chaque année. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail."

"Note: Les parties ont convenu que ces amendements seraient obligatoires à compter du 10 juin 1953."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 mai 1953.

34912-0

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis parles présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

La Chambre de Construction inc., Section de la fabrication en métal en feuilles,

Et, D'AUTRE PART:

The Sheet Metal Workers International Association, Local 116, pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions ci-après décrites:

I. *Définitions*: Pour les fins d'application de la convention les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le terme "chef d'équipe" désigne un mécanicien chargé de l'exécution d'un travail et qui a un groupe de salariés travaillant sous sa juridiction.

b) Le terme "mécanicien en métal en feuille" désigne tout salarié qualifié qui peut lire les plans et exécuter d'après les dessins, toute opération relative à la fabrication du métal en feuille et des métaux similaires, sans aide ou surveillance.

c) *Soudeurs*: 1. Le terme "compagnon soudeur" désigne tout salarié possédant une connaissance complète de la soudure acétylène ou électrique de tout métal en feuille ou des métaux similaires et pouvant exécuter lui-même, d'après les plans et devis, toutes les opérations de son métier, sans aide ou surveillance.

Note: Un soudeur qualifié en vertu de l'article 25 des règlements en exécution de la Loi des Appareils sous pression et approuvés par le Unfired Pressure Vessels Code, édition 1943, doit être considéré comme un compagnon-soudeur.

2. *Soudeur-spécialiste*: Le terme "soudeur-spécialiste" désigne un salarié possédant une connaissance de la soudure acétylène ou de la soudure électrique du métal en feuille et des métaux similaires et pouvant exécuter les opérations de son métier selon les instructions qu'il reçoit.

3. Le terme "soudeur en série" désigne tout salarié affecté à un travail de routine en soudure dont le taux de salaire est automatiquement majoré de la façon indiquée à l'article VII et qui est promu soudeur spécialiste après le 4ème semestre d'emploi.

d) *Machiniste*: 1. Le terme "compagnon machiniste" désigne tout salarié qualifié possédant une connaissance complète de la machinerie

thirtieth day prior to June 10th of each year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

Note: The parties are agreed to have these amendments rendered obligatory from June 10, 1953."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 30, 1953.

34912-0

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Builders' Exchange Inc., Sheet Metal Fabricating Section,

And ON THE OTHER PART:

The Sheet Metal Workers International Association, Local 116,

for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the following conditions:

I. *Definitions*: For the purpose of enforcement of the present agreement, the following words have the meaning hereinafter given to them:

a) A "Charge Hand" shall be a mechanic in charge of the fabrication of a job and who has a group of men working under his direction.

b) A "Sheet Metal Machanic" shall be an employee skilled in his trade, competent to work from drawings and carry out the fabrication of sheet metal and allied materials without direction from others.

c) *Welders*: 1. A "Journeyman Welder" shall be an employee with complete knowledge of either gas or electric arc welding of all sheet metal and allied materials, competent to work directly from drawings and specifications and able to carry out operations in his trade without direction from others.

Note: A welder qualified under article 25 of the regulations for the carrying out of the Pressure Vessels Act and as approved under "The Unfired Pressure Vessels Code, 1943 Edition" shall be classified as a journeyman welder.

2. A "Welder Specialist" shall be an employee with knowledge of either gas or electric arc welding of sheet metal and allied materials and competent to carry out operations in his trade under supervision.

3. A "Production Welder" shall be a workman employed on routine welding operations and whose rates shall be increased automatically as indicated in section VII, and who shall graduate as a Welding Specialist after the 4th six months of employment.

d) *Machinist*: 1. A "Journeyman Machinist" shall be an employee with full knowledge of machine shop practice, competent to work from

et pouvant exécuter sur plans et devis toutes les opérations de son métier.

2. *Machiniste-spécialiste*: Le terme "machiniste-spécialiste" désigne un salarié possédant une connaissance complète de la machinerie et qui peut ajuster et opérer l'une des machines suivantes employées dans l'atelier: tour, fraiseuse, scie (do-all), machine à meuler, raboteur, machine à profiler et à façonner (à l'exception des machines manuelles et des machines d'établi). Il doit être capable de travailler sur plans et devis et savoir se servir de la règle et du micromètre.

e) Le mot "outilleur" désigne tout salarié spécialisé dans la fabrication des poinçons, guides et outils. L'outilleur doit être capable de produire ces articles d'après les dessins ou esquisses en employant l'outillage régulier de l'atelier, sans aide ou surveillance.

f) Le terme "compagnon peintre" désigne tout salarié qui a toute l'expérience voulue pour peindre les métaux et autres matériaux de même nature, soit au pinceau, au pistolet ou par immersion et pour faire le nettoyage et la cuisson nécessaire. Il doit pouvoir préparer les couleurs et mélanger sa propre peinture et avoir été engagé spécifiquement comme peintre.

g) Le terme "peintre au pistolet" désigne tout salarié travaillant durant au moins 70% de son temps à peindre au pistolet et qui peut mélanger la peinture utilisée pour cette opération et prendre soin du pistolet.

h) Le mot "forgeron" désigne tout salarié capable d'exécuter le travail appartenant au métier de forgeron.

i) Les mots "préposé aux machines" désignent tout salarié capable de monter et d'ajuster sa machine pour les opérations ordinaires à exécuter et de voir au fonctionnement de sa machine d'une façon compétente. Les préposés à la cisaille mécanique, à la plieuse et découpeuse mécanique ou à la machine à rouler (roll forming)—à l'exception de la machine à ourler (lock former) Pittsburg—sont considérés comme préposés aux machines.

j) Les mots "assembleur" et "ouvrier spécialisé" désignent tous salariés qui peuvent exécuter toute opération d'après les instructions, lire les détails apparaissant sur les plans et exécuter des travaux requérant moins de compétence que ceux qu'exécutent les ouvriers qualifiés.

k) Le terme "ouvrier de la production" désigne tout salarié qui, ayant reçu l'entraînement nécessaire, exécute du travail ayant trait à la fabrication en série, lequel requiert moins d'expérience que celui des assembleurs et ouvriers spécialisés: tel salarié n'est pas requis de lire les détails sur les plans.

Par "fabrication en série", on entend une fabrication qui nécessite la répétition des mêmes opérations plusieurs fois durant la même journée.

l) Le terme "chef de groupe" désigne tout salarié qui n'est pas un mécanicien et qui est chargé de la direction d'un groupe d'hommes en vue de l'exécution d'instructions déterminées tombant sous le coup de sa propre classification ou d'une classification inférieure.

m) *Aides*: Les aides sont des salariés qui assistent et qui aident les ouvriers qualifiés appartenant à une classification supérieure à celle des ouvriers de la production.

n) *Apprentis*: Les apprentis sont des garçons ou jeunes gens de 16 à 21 ans; ils reçoivent un carnet d'apprentissage du Comité paritaire. Ce carnet doit être dûment rempli par les employeurs avec mention des périodes de travail dans le métier.

o) *Garçons*: Les garçons de 16 à 18 ans inclusivement peuvent être affectés à un travail de rou-

drawings and specifications and able to carry out all operations of his trade.

2. A "Machinist Specialist" shall be an employee with thorough knowledge of machine shop practice, who is able to set up and performs work on one of the major machines used in machine shop work, such as lathe, milling, Do-All, grinder, planer, shaper, boring mill, (except hand and bench machines). He shall be able to work from drawings, and know the scale and micrometer reading.

e) A "Toolmaker" shall be an employee engaged in the fabrication of dies, jigs and tools. He shall be capable of producing these from working drawings, or sketches, using standard tool room equipment, without direction from others.

f) A "Journeyman Painter" shall be an employee who is thoroughly experienced in painting metal and allied materials by brush, spray and dipping methods, and in the cleaning and baking procedure necessary. He shall be competent to blend colours and mix his own paint, and shall have been employed specifically as a painter.

g) A "Spray Painter" shall be an employee engaged a minimum of 70% of his time in spray painting and capable of mixing the paint to be used in said operation and of taking care of the spray gun.

h) A "Blacksmith" shall be an employee capable of doing the usual work appertaining to the trade of blacksmith.

i) A "Machine Operator" shall be an employee competent to set up and adjust his machine for ordinary operations to be performed and to operate his machine in a skillful manner. Workmen who operate a power shear, power brake or roll forming machine (with the exception of Pittsburg Lock Former) shall be classified as a Machine Operator.

j) "Assemblers and Specialists" shall be employees competent to carry out operations according to instructions, and shall be able to read detailed drawings and engage in work requiring less skill than a journeyman.

k) "Production Workers" shall be employees occupied under supervision in repetitive work that requires less skill than the qualifications of assemblers and specialists; they shall not be required to read detailed drawings.

The words "repetitive work" shall mean repeated operations several times a day.

l) A "Leading Hand" shall be an employee who is not a mechanic and who is handling a group of men to carry out specific instructions within the scope of his own or a lesser classification.

m) "Helpers" shall be employees occupied to help and give useful assistance to a more experienced workman classified above the classification of production workers.

n) "Apprentices" shall be boys or young men between the ages of sixteen and twenty-one and they shall receive an apprenticeship book from the Joint Committee. Said book shall be properly filled by employers, crediting time worked at trade.

o) "Boys": Boys between the ages of 16 and 18 inclusive may be employed for routine opera-

tine, aux taux établis pour les apprentis dans le paragraphe "i" de l'article VII, jusqu'à ce qu'ils atteignent le taux régulier des aides. Par travail de routine, on entend le travail des messagers, des commissionnaires ou autre occupation de semblable nature.

Si un garçon est placé dans une autre classification, il doit être rémunéré en conséquence.

Les garçons autres que ceux affectés à un travail de routine ne peuvent, toutefois, dépasser en nombre le cinquantième des salariés de l'établissement.

p) *Divers*: Les salariés employés régulièrement comme expéditeurs, hommes d'entrepôts ou magasiniers doivent recevoir \$0.05 l'heure de plus que le taux minimum des aides. Le salarié en charge de ces départements doit recevoir \$0.15 l'heure de plus que le taux minimum des aides. Toutefois, les salariés employés temporairement à ces fonctions continuent de recevoir leurs taux réguliers de salaire.

q) Le terme "polisseur classe A", désigne un salarié qui polit les métaux et alliages de formes variées sans en altérer la forme et les contours; prépare les colles et autres bases adhésives, choisit les différents abrasifs; forme et ajuste les meules en vue d'obtenir un rendement uniforme.

II. *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale de la présente convention comprend l'île de Montréal et un rayon de quinze (15) milles de ses limites.

III. *Jurisdiction industrielle et professionnelle*: a) La convention s'applique à tous les établissements s'occupant de la fabrication des produits de métal en feuille, y compris les opérations s'y rapportant. Les produits de métal en feuille comprennent tout matériel usiné ou article fabriqué entièrement ou en majeure partie de métal en feuille d'une épaisseur variant de .0043 de pouce à .1875 de pouce. Le métal en feuille désigne l'acier et le fer ainsi que tout métal non-ferreux ou alliage.

b) La convention ne s'applique pas aux établissements industriels ou aux salariés de ces établissements déjà régis par une convention collective de travail rendue obligatoire par décret en vertu de la Loi de la convention collective; il ne s'applique pas non plus à la fabrication de poêles et fournaies par des fonderies reconnues comme telles ni à la construction de navire, d'avions ou à la fabrication des produits suivants: canettes en métal et ustensiles; chaufferettes et radiateurs électriques; réfrigérateurs et humidificateurs électriques pour usage domestique, lampes, appareils et accessoires électriques.

IV. *Durée du travail*: a) La semaine régulière de travail est de quarante-deux (42½) heures et demie. La durée journalière ne doit pas excéder huit heures et demie (8½), sans détermination des heures de commencement et de cessation du travail.

b) *Déductions pour retard*: 1° *Horloge de présence à la minute*: Une déduction de quinze (15) minutes est imposée pour tout retard excédant trois minutes par quart d'heure sur les horloges qui enregistrent les minutes, i.e. pour les retards de quatre (4) à dix-huit (18) minutes, la déduction est de quinze (15) minutes; pour les retards de dix-neuf (19) à trente-trois (33) minutes, la déduction est d'une demi-heure et ainsi de suite.

2° *Horloge de présence au dixième d'heure*: Dans les établissements où ces horloges sont en usage les salariés doivent poinçonner leur temps dans les six minutes qui précèdent l'heure fixée pour le commencement du travail et dans les six (6) mi-

tions at the rates set for apprentices in Section VII-i until such time as they acquire the standard rate for helpers. Routine operations shall comprise such work as messengers, stock-chasers and the like. If a boy be placed in any other classification he shall be paid accordingly.

Boys other than those employed on routine operations may, however, be employed at a ratio not greater than one to every 50 employees in the plant.

p) "*Miscellaneous*": Workmen regularly employed as shippers, warehousemen, or stock keepers shall be paid five cents per hour in excess of the helpers' minimum rate. The employee in charge of these departments shall be paid \$0.15 per hour in excess of the helpers' minimum rate. However, workmen temporarily employed as above shall retain their regular rates of pay.

q) "*Class "A" Buffer and Polisher*" shall be a workmen who polishes and buffs metal and alloys of usual and unusual design and shape, maintains contours and shape within reasonable dimensions, prepares glue or other grain lock, selects various abrasives, heads and balances polishing and abrasive wheels for uniformity of production.

II. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the agreement shall comprise the Island of Montreal and a radius of fifteen (15) miles from its limits.

III. *Industrial and professional jurisdiction*: a) The agreement shall apply to all establishments engaged in the manufacture or fabrication of sheet metal products which include all processed material and fabricated articles made entirely or principally from sheet metal of a thickness ranging from .0043 of an inch to .1875 of an inch, including all operations incidental thereto. Sheet metal shall be considered as meaning steel and iron as well as non-ferrous metals and alloys.

b) The agreement shall not apply to industrial establishments and their employees already regulated by a collective labour agreement rendered legal and obligatory by decree issued under the authority of the said Act, nor does it apply to stoves and/or furnaces manufactured or fabricated by foundries recognized as such, nor does it apply to the construction of ships, aircraft or to the manufacture and fabrication of the following products: cans and utensils; electric radiators and heaters; domestic refrigerators and humidifiers; electric lamps, fixtures and accessories.

IV. *Standard working hours*: a) The standard working week is one of forty-two hours and a half (42½). The standard working day consists of eight and one half hours (8½). There shall, however, be no specified hours of starting and finishing.

b) *Deductions*: 1. Clocks punching minutes: Late starting shall be penalized to the amount of fifteen (15) minutes for lateness in excess of three minutes of each quarter of an hour on clocks which punch in minutes i.e., for lateness from four (4) to eighteen (18) minutes, the penalty will be fifteen (15) minutes, from nineteen (19) to thirty-three (33) minutes, the penalty will be one-half hour, etc.

2. Clocks punching in tenths of hours; on time clocks which punch in tenths of an hour, an employee's time must be punched one (1) point (within six minutes) before starting time and one point (six minutes) after quitting time.

minutes qui suivent la cessation du travail. La déduction imposée pour les retards en regard de ce système est la suivante: quinze (15) minutes pour les retards d'un (1) ou deux (2) points (6-12) minutes) et une demi-heure pour les retards de trois (3) quatre (4) et cinq (5) points (18-24-30) minutes).

V. *Travail supplémentaire*: a) Tout travail exécuté en plus de huit heures et demie (8½) par jour et tout travail exécuté le samedi est considéré comme du travail supplémentaire.

b) Tout travail supplémentaire doit être rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier.

c) Le double du taux de salaire régulier doit être payé pour tout travail exécuté les dimanches et les jours de fête suivants: Le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, le 24 mai, la St-Jean-Baptiste, la fête de la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâces, le jour de Noël, ou tout autre jour désigné par une loi ou un décret pour remplacer l'une des fêtes ci-haut mentionnées.

Toutefois, à la demande de la majorité des salariés dans tout établissement et après entente avec l'employeur concerné, il est permis de remplacer le temps perdu à cause de telles fêtes par un nombre équivalent d'heures rémunérées au taux régulier au cours d'un ou de plusieurs jours convenus mutuellement, pourvu que l'on obtienne l'approbation préalable du Comité paritaire intéressé.

VI. *Congés payés*: Le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, le 24 mai, le Jour de la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la Fête du Travail, le Jour d'Action de Grâces et Noël, sont des congés payés aux taux réguliers aux conditions suivantes:

a) i. Lorsqu'un desdits jours de fête tombe un dimanche, le lundi suivant doit être observé comme un jour de congé payé.

ii. Lorsqu'un des jours de congé tombe le lundi, le mardi, le mercredi, le jeudi ou le vendredi, la rémunération est celle d'une journée de travail au taux régulier de salaire.

b) Pour avoir droit aux congés, les salariés doivent avoir été au service de l'employeur depuis au moins 30 jours.

c) Pour avoir droit à la rémunération, il faut de plus, que les salariés ne soient pas absents le jour ouvrable qui précède et celui qui suit le congé, exception faite, cependant des absences causées par 1° un décès dans la famille même du salarié; 2° la maladie; 3° une permission écrite de l'employeur; et 4° la participation à un jury.

d) Les salariés requis de travailler l'un des jours ci-haut mentionnés doivent recevoir une journée complète de salaire au taux régulier en plus de la rémunération qu'ils auraient reçue s'ils avaient chômé.

VII. *Salaires minima*: Les taux minima de salaires suivants s'appliquent aux catégories de salariés ci-après énumérés. Aucune des dispositions de la convention ne peut avoir pour effet de réduire les taux horaires des salariés actuellement en vigueur.

Classifications:	Taux horaires minima
a) <i>Compagnons</i> :	
Mécanicien en métal en feuille	\$1.64
Chef d'équipe	1.69
Compagnon soudeur	1.64
Soudeur spécialiste	1.43
Soudeur en série:	
Premier semestre	1.17
Deuxième semestre	1.23
Troisième semestre	1.30
Quatrième semestre	1.35

Lateness on cards punched on these clocks shall be penalized as follows: employees late one (1) or two (2) tenths of an hour (6 to 12 minutes) shall be penalized fifteen (15) minutes; three (3) four (4) and five (5) tenths (18-24-30 minutes) shall be penalized one half-hour.

V. *Overtime*: a) All time worked over eight and one half (8½) hours in any one day and all time worked on Saturday is overtime.

b) Overtime shall be paid at the rate of time-and-one-half of the regular hourly rates.

c) Double time shall be paid for all work on Sundays and the following Statutory Holidays: New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, St. Jean Baptiste Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day or the day designated by Statute or Decree to be observed as one of the above holidays.

However, if requested by the majority of employees in any establishment and with the agreement of the employer concerned, it shall be permissible to substitute an equivalent number of hours to be worked at regular rates on some other day or days to be mutually agreed upon, with the approval in advance of the appropriate Joint Committee.

VI. *Paid Holidays*: New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, St. Jean Baptiste Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day shall be holidays with pay at regular rates.

a) i. When a paid Holiday falls on Sunday, the succeeding Monday shall be declared a holiday with pay.

ii. Payment shall be made for one standard work day at current rates of pay, if such holiday falls on a Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday or Friday.

b) Employees must have been in the service of the employer at least 30 days to qualify.

c) Employees must not be absent on the work days immediately preceding and succeeding the Statutory Holiday in order to qualify for payment, exceptions being made for absence due to: 1. death in the immediate family; 2. illness; 3. written permission from the employer; and, 4. Jury Duty.

d) Employees required to work on any of the above mentioned holidays shall be paid a full day's pay at regular rates and in addition shall receive the holiday pay that would be paid to them if they had not been employed.

VII. *Wage rates*: The following minimum wage rates shall apply to the respective classes of employment hereunder specified. Nothing contained in the agreement shall have the effect of reducing any employee's hourly rate now in force.

Classifications:	Hourly rates
a) <i>Journeymen</i> :	
Sheet Metal Mechanic	\$1.64
Charge Hand	1.69
Journeyman Welder	1.64
Welder Specialist	1.43
Production Welder:	
First six months	1.17
Second six months	1.23
Third six months	1.30
Fourth six months	1.35

Subséquemment, ils sont éligibles comme soudeurs spécialistes au taux de \$1.43 l'heure.

Polisseur, classe "A"	1.50
Machiniste-spécialiste	1.43
Compagnon machiniste	1.64
Ouilleur	1.69
Peintre	1.54
Peintre au pistolet	1.36
b) Forgeron	1.56
c) Préposé au fonctionnement des machines	1.35
d) Assembleur et ouvrier spécialisé	1.43
e) Ouvrier de la production après une année de service chez le même employeur	1.20
f) Aide	1.15

g) *Chefs de groupe*: Les chefs de groupe doivent recevoir \$0.10 l'heure de plus que le minimum établi dans le décret pour leur classification.

Les aides qui ont atteint le taux de \$1.20 l'heure peuvent être employés régulièrement comme "ouvrier de la production", si l'employeur peut le faire.

h) Les apprentis tôliers doivent être rémunérés sur la base suivante:

- Première année: 50% du taux du mécanicien.
- Deuxième année: 60% du taux du mécanicien.
- Troisième année: 70% du taux du mécanicien.
- Quatrième année: 85% du taux du mécanicien.

i) Les garçons de 16 à 18 ans commencent à \$0.80 l'heure et reçoivent une augmentation de \$0.05 l'heure après chaque semestre de travail ininterrompu. Toutefois, lorsqu'ils atteignent leur 19ème année, ils doivent être classifiés comme aides et rémunérés comme tels.

j) *Divers*: Taux horaires

Conducteur de camion, magasinier, homme d'entrepôt, préposé à l'expédition et à la réception des marchandises. \$1.20

k) Les salariés faisant partie des équipes de nuit doivent recevoir \$0.07 de plus l'heure que les taux ci-haut mentionnés.

VIII. *Taux pour équipes irrégulières*: Un boni de cinq cents (\$0.05) l'heure doit être payé aux salariés des équipes irrégulières pourvu que la majeure partie du temps consacré à ces équipes tombe en dehors des heures régulières du travail quotidien de l'établissement ou de l'atelier visé.

IX. *Vacances payées*: a) Tous les salariés qui ont cinq ans ou plus de service pour le même employeur au 1er mai, ont droit à deux semaines de vacances payées à raison de 4% des heures régulières effectuées durant les 12 mois précédents, du 1er mai au 30 avril, au taux en vigueur le 1er juillet ou à la date de la prise des vacances, si ce dernier est plus élevé.

b) Tous les salariés qui ont un an ou plus de service pour le même employeur au 1er mai, ont droit à une semaine de vacances payées à raison de 2% des heures régulières effectuées durant les 12 mois précédents, du 1er mai au 30 avril, au taux en vigueur le 1er juillet ou à la date de la prise des vacances, si ce dernier est plus élevé.

c) Tous les salariés qui ont moins d'un an de service pour le même employeur au 1er mai, ont droit à une rémunération de vacances équivalente à 2% des heures régulières effectuées pendant la période comprise entre le 1er mai de l'année pré-

They then become Welder Specialist at \$1.43 per hour

Buffer and Polisher, Class "A"	1.50
Machinist Specialist	1.43
Machinist Journeyman	1.64
Toolmaker	1.69
Painter	1.54
Painter (Spray)	1.36
b) Blacksmith	1.56
c) Machine Operator	1.35
d) Assembler and Specialist	1.43
e) Production Worker	1.20
(After 1 year's service with same employer)	1.25
f) Helper	1.15

g) *Leading Hands*: Leading Hands shall receive \$0.10 per hour more than the minimum determined in the decree for their classification.

Helpers who have attained a wage of \$1.20 an hour may be employed regularly as Production Workers if the employer can arrange accordingly.

h) *Apprentice Sheet Metal Mechanics* shall be paid on the following basis:

- First year: 50% of the Sheet Metal Mechanic's rate;
- Second year: 60% of the Sheet Metal Mechanic's rate;
- Third year: 70% of the Sheet Metal Mechanic's rate;
- Fourth year: 85% of the Sheet Metal Mechanic's rate;

i) Boys from 16 to 18 years of age shall start at \$0.80 an hour with increase of five cents an hour every six months of continuous service. However, on attaining their 19th year, they shall be classified as helpers and paid as such.

j) *Miscellaneous*: Hourly rates

Truck driver, Stock and Store Keeper, Warehouseman, Shipping and Receiving. \$1.20

k) Employees working on night shifts shall be paid seven cents (\$0.07) an hour in excess of above rates.

VIII. *Irregular or "off" shift rate*: A premium of five cents (\$0.05) an hour shall be paid to all workmen employed on any irregular or "off" shift provided that the major portion of the time so worked falls outside of the regular daily hours of work of the factory or shop concerned.

IX. *Vacation with pay*: a) All employees who have five or more years service with the same employer at May 1st, shall be entitled to two weeks vacation with pay based on 4% of the standard hours worked during the preceding 12 months from May 1st to April 30th at the actual wage rate in effect at July 1st or at the time of taking vacation, whichever is the earlier.

b) All employees who have one year or more service with the same employer at May 1st, shall be entitled to 1 week's vacation with pay based on 2% of the standard hours worked during the preceding 12 months from May 1st to April 30th at the actual wage rate in effect at July 1st or at the time of taking vacation whichever is the higher.

c) All employees with less than one year service with the same employer at May 1st shall be entitled to vacation pay based on 2% of the standard hours worked during the period from May 1st of the preceding year to April 30th

cédente et le 30 avril de l'année courante, au taux en vigueur le 1er juillet de l'année courante ou à la date de la prise de vacances, si ce dernier est plus élevé.

d) A la cessation de leur emploi, les salariés doivent recevoir la rémunération pour vacances à laquelle ils ont droit en vertu des présentes dispositions ainsi que celle qu'ils ont gagnée par leur temps de service pendant l'année courante, calculée à compter du 1er mai jusqu'à la date à laquelle ils quittent le service de leur employeur.

e) La rémunération de vacances doit être remise au salarié avant son départ pour vacances.

f) L'employeur peut exiger que l'établissement soit fermé pour la période de vacances; il lui est loisible, également, d'échelonner les vacances de ses salariés en vue de maintenir un rendement continu. Dans ce dernier cas, il doit s'efforcer de plaire à ses salariés lorsqu'il s'agit de fixer la date de leurs vacances.

g) Les vacances doivent être prises entre le premier (1er) mai et le trente (30) septembre.

Toutefois, après entente entre l'employeur et le salarié, ce dernier peut prendre ses vacances après le trente (30) septembre.

X. *Apprentissage*: a) La période d'apprentissage est de quatre (4) années; il faut que l'apprenti termine son apprentissage pendant cette période.

b) Dans le calcul de cette période de quatre (4) années, tout temps perdu par l'apprenti doit être compensé. A l'expiration de ladite période, si, selon l'employeur, l'apprenti ne s'est pas qualifié mécanicien, il peut être requis de travailler une période additionnelle ne dépassant pas six (6) mois.

c) Il peut y avoir un apprenti tôlier par deux mécaniciens de métal en feuille (tôliers) et la même proportion doit être observée dans le cas des machinistes et apprentis machinistes.

d) Les apprentis qui ont fréquenté une école régie par la Loi de l'Enseignement spécialisé doivent recevoir un crédit proportionné à la durée de leurs études dans les métiers du métal en feuille et au résultat de leurs examens.

XI. *Retenues*: Les retenues sur les salaires, sauf celles requises par la Loi, ne sont faites qu'à la suite d'une autorisation écrite du salarié.

XII. *Classement*: Le salarié est classifié par son employeur, lequel doit fournir à chaque salarié une carte de classement convenablement remplie et signée. Cette carte est fournie par le Comité paritaire. Au cas de désaccord, le salarié a l'opportunité de prouver qu'il est compétent pour exécuter le travail de la catégorie pour laquelle il se croit qualifié.

XIII. *Griefs*: Toute mésentente relative au décret et tout grief des salariés sont soumis, par le Comité d'atelier, au surintendant de l'établissement; à défaut d'un règlement satisfaisant, le tout peut être soumis à l'employeur concerné. Dans le cas où l'employeur et le comité d'atelier ne peuvent s'entendre, le tout est soumis par écrit, au Comité paritaire qui est chargé de la mise à exécution du décret.

XIV. Lors de la ratification de la présente convention le Comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par le présent décret, demeurer en fonction et surveille la mise à exécution du présent décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité en vertu du décret antérieur.

of the current year at the actual rate in effect at July 1st of the current year or at the time of taking his vacation whichever is the higher.

d) On termination of employment, all employees shall receive any vacation pay to which they are entitled under this plan plus vacation pay which has been earned during the current year by qualified service calculated from May 1st to the date of leaving the employ of the employer.

e) Vacation pay shall be paid previous to the time the employee takes his vacation.

f) The employer may require the plant to be closed for the purpose of providing a vacation period, or, at his option, may stagger vacation periods of employees so that continuous production may be maintained. In the latter case, the employer shall make every reasonable effort to meet with the wishes of employees in allocating vacation periods.

g) Vacation shall be taken between May 1st and September 30th. However, subject to mutual agreement between the employees and employer, an employee may take his vacation after September 30th.

X. *Apprenticeship*: a) The term of indenture shall be four (4) years during which period the apprentice should successfully complete his apprenticeship.

b) In calculating the four (4) year period, any time left by the apprentice must be made up. At the end of the four-year period if, in the opinion of the employer, the apprentice has not become a qualified mechanic, he may be required to serve additional time not exceeding six (6) months.

c) There may be one sheet metal apprentice to every two sheet metal mechanics, and the same ratio shall apply to apprentice machinists and machinists.

d) Apprentices who have attended a school under the Specialized Schools Act shall receive a credit in proportion to the duration of their studies in the sheet metal trades and to the result of their examinations.

XI. *Deduction*: Deduction from wages except those required by law shall be made only on written authorization of the employee.

XII. *Rating*: The rating of the employees shall be done by the employer who shall furnish each employee with a classification card properly completed and signed. Such card will be supplied by the Parity Committee. In case of disagreement, the employee concerned shall be given the opportunity to show whether or not he can qualify for the classification which he seeks.

XIII. *Disputes*: All disputes arising under the agreement and all grievances of employees, shall be submitted by the Shop Committee to the Superintendent of the Plant concerned and, failing settlement, may be brought before the employer affected. Should the employer and the Shop Committee fail to reach an agreement, the matter in dispute shall be submitted, in writing, to the Parity Committee administering the agreement.

XIV. At the time of ratification of the present agreement, the existing Parity Committee formed to administer the former decree in the territorial jurisdiction determined by the present agreement shall remain in office and administer the present agreement until the formation of a new committee. Such new committee succeeds the former one and is vested with all the assets and rights of the said former committee; it also assumes all the liabilities of the former committee.

XV. *Durée du décret*: Le décret sera valable à compter du jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, et demeurera en vigueur pendant une période d'une année après cette date, sans reconduction.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 mai 1953. 34912-o

XV. *Duration of the decree*: The decree will come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order-in-Council and remains effective for a period of one year from that date, without reopening.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 30, 1953. 34912-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de tavernes dans la cité de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 695 du 7 mai 1938, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

1° Les paragraphes "a" et "b" de l'article III seront remplacés par les suivants:

"III. *Salaires*: a) Dans le cas d'engagement à la semaine, les taux minima de salaires sont les suivants:

	<i>par semaine</i>
Commis de comptoir.....	\$42.00
Assistant-commis de comptoir.....	39.00
Commis de table.....	34.00
Apprenti ou débutant.....	27.00

b) Dans le cas d'engagement à l'heure, le salaire de cinquante (50) heures de travail par semaine aux taux ci-dessous mentionnés est garanti et doit être payé aux employés réguliers de l'une ou l'autre de ces catégories, même si ces salariés ont été requis de travailler moins de cinquante (50) heures pendant une semaine:

	<i>l'heure</i>
Commis de comptoir.....	\$0.87
Assistant-commis de comptoir.....	0.79
Commis de table.....	0.70
Apprenti ou débutant.....	0.58"

2° L'article X sera radié et remplacé par les suivants:

"X. *Jours chômés*: Le jour de la St. Jean-Baptiste sera un jour chômé payé pour les employés réguliers au service des établissements assujettis. Si les services desdits salariés étaient requis ce jour-là, l'employeur pourra à son choix soit accorder à ses employés une journée de congé dans le mois suivant la date dudit jour chômé ou une compensation en argent équivalente à une journée normale de travail (9 heures) au taux régulier minimum prévu audit décret pour leurs fonctions ou reçu de l'employeur si le taux est supérieur.

XI. *Durée du décret*: Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au premier décembre 1954. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant le 1er décembre de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the tavern employees in the city of Quebec, rendered obligatory by the decree No. 695 of May 7, 1938, have submitted to him a request to amend the said decree, as amended, as follows:

1. Subsections "a" and "b" of section III will be replaced by the following:

"III. *Wages*: a) In the case of employment by the week the minimum wages shall be as follows:

	<i>Per week</i>
Barman.....	\$42.00
Assistant barman.....	39.00
Waiter.....	34.00
Apprentice or beginner.....	27.00

b) In the case of employment by the hour, the wages for 50 hours of work per week at the rates hereunder mentioned is guaranteed and shall be paid to regular employees of any one category even if such employees worked less than 50 hours during the week:

	<i>hour</i>
Barman.....	\$0.87
Assistant barman.....	0.79
Waiter.....	0.70
Apprentice or beginner.....	0.58"

2. Section X will be deleted and replaced by the following:

"X. *Holidays*: St. Jean Baptiste Day shall be a holiday with pay for regular employees in the employ of establishment hereby governed. When the services of such employees are required on that day, the employer has the option of granting to his employees a day off in the month following the date of said holiday or of giving a cash compensation equivalent to a regular day's work (9 hours) at the standard minimum rate provided in the decree for their functions or at the rate actually paid by the employer, which ever be the higher.

XI. *Duration of the decree*: The present decree remains in force until December 1, 1954. It then renews itself automatically from year to year unless either contracting party notifies the other party, in writing to the contrary, within the period extending from the 60th to the 30th day prior to December 1st of any subsequent year. Such notice shall also be sent to the Minister of Labour."

"Les parties contractantes ont convenu d'être liées par les présents amendements, à compter du premier janvier 1953.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 mai 1953

34912-0

"The contracting parties are agreed to be bound by the present amendments from January 1, 1953."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 30, 1953.

34912-0

Voirie

AVIS

Les parties de chemins ci-après désignées cesseront à l'avenir d'être entretenues par le ministère de la Voirie, parce qu'elles sont devenues inutiles pour la circulation:

Route No 8, Montréal — Hull — Chapeau.
Dans le comté de Papineau.

Dans la municipalité de la partie est de Templeton-Est:

Une section de 850 pieds au nord-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot No 3-A; une section de 840 pieds au sud-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot No 3-A; une section de 1,600 pieds au sud de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot No 4-A.

Dans la municipalité de Templeton-Est:

Une section de 3,100 pieds au sud de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 5-B et 6-D; une section de 1,470 pieds au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 6-D et 7-B.

Chemin du 2e rang Est.

Dans la municipalité de la paroisse de Ste-Flavie-de-Lepage, comté de Matane:

Une section de 367 pieds au sud-est du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 402 et P420; une section de 483 pieds au sud-est du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 425, 426 et 427; une section de 1,919 pieds au sud-est du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 430 à 434 inclusivement; une section de 422 pieds au nord du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 435 et 436; une section de 306 pieds au sud du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis le lot No 436; une section de 338 pieds au sud-est du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 439 et 440; une section de 1,717 pieds au nord-ouest du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 440 à 445 inclusivement; une section de 259 pieds au nord-ouest du nouveau chemin sur ou vis-à-vis les lots Nos 449 et 450; une section de 1,418 pieds au sud-est du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 451 à 454 inclusivement; une section de 267 pieds à l'est du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis le lot No 455; une section de 958 pieds à l'ouest du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 455 et 456.

Québec, le 15 mai 1953.

ANTONIO TALBOT,
Ministre de la Voirie.

34927-0

Roads

NOTICE

The parts of road hereinafter described will cease for the future to be maintained by the Department of Roads, as they have become useless for traffic:

Route No. 8, Montreal — Hull — Chapeau.
In the county of Papineau.

In the municipality of the eastern part of Templeton-East:

A section of 850 feet northwest of the new road, on or facing lot No. 3-A; a section of 840 feet southeast of the new road, on or facing lot No. 3-A; a section of 1,600 feet south of the new road, on or facing lot No. 4-A.

In the municipality of Templeton-East:

A section of 3,100 feet south of the new road, on or facing lots Nos. 5-B and 6-D; a section of 1,470 feet north of the new route, on or facing lots Nos. 6-D and 7-B.

Road of 2nd Range East.

In the municipality of the parish of Ste-Flavie-de-Lepage, county of Matane:

A section of 367 feet southeast of the new road, on or facing lots Nos. 402 and P420; a section of 483 feet southeast of the new road, on or facing lots Nos. 425, 426 and 427; a section of 1,919 feet southeast of the new road, on or facing lots Nos. 430 to 434 inclusively; a section of 422 feet north of the new road, on or facing lots Nos. 435 and 436; a section of 306 feet south of the new road, on or facing lot No. 436; a section of 338 feet southeast of the new road, on or facing lots Nos. 439 and 440; a section of 1,717 feet on the northwest of the new road, on or facing lots Nos. 440 to 445 inclusively; a section of 259 feet northwest of the new road on or facing lots Nos. 449 and 450; a section of 1,418 feet southeast of the new road, on or facing lots Nos. 451 to 454 inclusively; a section of 267 feet east of the new road, on or facing lot No. 455; a section of 958 feet west of the new road, on or facing lots Nos. 455 and 456.

Quebec, May 15, 1953.

ANTONIO TALBOT,
Minister of Roads.

34927

Nomination

PRÉSIDENT D'ÉLECTION

Il a plu à son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil

Appointment

RETURNING-OFFICER

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Exe-

exécutif, par commission sous le Grand Sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

utive Council to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officer the person whose name follows:

District électoral Electoral district	Nom, Prénoms Name, Christian names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile Domicil
Terrebonne	Vermette, Jules (1)	Employé bureau d'enregistrement	St-Jérôme (Terbonne) P. Q.

(1) En remplacement de M. Jos St-Vincent, décédé.— In place of Mr. Jos St-Vincent, deceased.

Québec, le 26 mai 1953.
Le Président général des élections,
34903-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Quebec, May 26, 1953.
FRANÇOIS DROUIN, Q.C.
34903-o Chief-Returning-Officer.

Sièges sociaux

Head Offices

Canada, Province de Québec, district de Québec
BOIVIN & LEVASSEUR INC.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec
BOIVIN & LEVASSEUR INC.

AVIS

NOTICE

Avis est donné que la compagnie "Boivin & Levasseur Inc." constituée en corporation en date du 13 décembre 1952, a établi son bureau au numéro 15, sur St-Pierre, de la cité de Québec. A compter de la date du présent avis le dit bureau est considéré par la compagnie, comme étant son bureau principal.
Québec, ce 21 mai 1953.

Notice is hereby given that "Boivin & Levasseur Inc.", a company incorporated on December 13, 1952, has established its office at number 15 St. Peter Street, in the city of Quebec. From and after the date of the present notice, said office shall be considered by the company as being its head office.
Quebec, May 21, 1953.

34911-o Le Président,
LOUIS H. LEVASSEUR.

34911 LOUIS H. LEVASSEUR,
President.

Avis est par la présente donné que "Sarrazin Motors Inc.", incorporée le 14 mars 1953 a établi son siège social à 01152 rue Charlevoix, Montréal, P.Q.

Notice is hereby given that "Sarrazin Motors Inc.", incorporated on the 14th of March 1953, has established its head office at 01152 Charlevoix Street, Montreal, P.Q.

34943-o Le Président,
(Signé) PAUL SARRAZIN.

34943-o (Signé) PAUL SARRAZIN,
President.

Soumissions

Tenders

CORRECTION

CORRECTION

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE RIVIÈRE-OUELLE (Comte de Kamouraska)

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF RIVIÈRE-OUELLE (County of Kamouraska)

Prière de noter la correction suivante dans l'avis paru dans la Gazette officielle de Québec, du 23 mai 1953, aux pages 1757 et 1758:

Please note the following correction in the notice which appeared in the Quebec Official Gazette on May 23th, 1953, at pages 1757 and 1758:

Les soumissions seront reçues pour un emprunt de \$155,000 avec le tableau d'amortissement suivant:

Tenders will be received for a \$155,000 loan with the following table of redemption:

Tableau d'amortissement — \$155,000.00 — 20 ans

1er juin 1954.	x\$22,000.00
1er juin 1955.	x 23,500.00
1er juin 1956.	x 24,500.00
1er juin 1957.	x 25,500.00
1er juin 1958.	x 27,000.00
1er juin 1959.	1,500.00
1er juin 1960.	1,500.00
1er juin 1961.	1,500.00
1er juin 1962.	2,000.00

Table of redemption — \$155,000.00 — 20 years

June 1st, 1954.	x\$22,000.00
June 1st, 1955.	x 23,500.00
June 1st, 1956.	x 24,500.00
June 1st, 1957.	x 25,500.00
June 1st, 1958.	x 27,000.00
June 1st, 1959.	1,500.00
June 1st, 1960.	1,500.00
June 1st, 1961.	1,500.00
June 1st, 1962.	2,000.00

1er juin 1963.	2,000.00	June 1st, 1963.	2,000.00
1er juin 1964.	2,000.00	June 1st, 1964.	2,000.00
1er juin 1965.	2,000.00	June 1st, 1965.	2,000.00
1er juin 1966.	2,000.00	June 1st, 1966.	2,000.00
1er juin 1967.	2,000.00	June 1st, 1967.	2,000.00
1er juin 1968.	2,500.00	June 1st, 1968.	2,500.00
1er juin 1969.	2,500.00	June 1st, 1969.	2,500.00
1er juin 1970.	2,500.00	June 1st, 1970.	2,500.00
1er juin 1971.	2,500.00	June 1st, 1971.	2,500.00
1er juin 1972.	3,000.00	June 1st, 1972.	3,000.00
1er juin 1973.	3,000.00	June 1st, 1973.	3,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$133,850, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de \$26,770 chacun, de 1954 à 1958 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.
34928-o

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$133,850, granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of \$26,770 each, from 1954 to 1958 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.
34928-o

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE SAINT-JACQUES
N° 1
(Comté de Montcalm)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, A.-S.-R. Lesage, secrétaire-trésorier, Bureau de la Commission scolaire, 97 rue St-Jacques, Saint-Jacques, (Montcalm), jusqu'à 8 heures p.m., jeudi, le 18 juin 1953, pour l'achat de \$105,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Jacques, Cté Montcalm, datées du 1er juin 1953 et remboursables par séries du 1er juin 1954 au 1er juin 1968 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$105,000—15 ans.

Année	Capital
1er juin 1954.	x\$11,500.00
1er juin 1955.	x 12,500.00
1er juin 1956.	x 13,000.00
1er juin 1957.	x 13,500.00
1er juin 1958.	x 14,000.00
1er juin 1959.	3,000.00
1er juin 1960.	3,500.00
1er juin 1961.	3,500.00
1er juin 1962.	3,500.00
1er juin 1963.	4,000.00
1er juin 1964.	4,000.00
1er juin 1965.	4,500.00
1er juin 1966.	4,500.00
1er juin 1967.	5,000.00
1er juin 1968.	5,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements d'un octroi total de \$58,481.25, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de \$11,696.25 chacun, de 1954 à 1958 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Jacques, Cté Montcalm.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procé-

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF SAINT-
JACQUES No. 1
(County of Montcalm)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorses "Tenders for bonds" will be received by the undersigned A.-S.-R. Lesage, Secretary-Treasurer, School Commission Office, 97 St. James Street, Saint-Jacques, (Montcalm), until 8 o'clock p.m., Thursday, June 18, 1953, for the purchase of an issue of \$105,000 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of the Village of Saint-Jacques, Cty Montcalm, dated June 1st, 1953 and redeemable serially from June 1st, 1954 to June 1st, 1968, inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$105,000 — 15 years

Year	Capital
June 1st, 1954.	x\$11,500.00
June 1st, 1955.	x 12,500.00
June 1st, 1956.	x 13,000.00
June 1st, 1957.	x 13,500.00
June 1st, 1958.	x 14,000.00
June 1st, 1959.	3,000.00
June 1st, 1960.	3,500.00
June 1st, 1961.	3,500.00
June 1st, 1962.	3,500.00
June 1st, 1963.	4,000.00
June 1st, 1964.	4,000.00
June 1st, 1965.	4,500.00
June 1st, 1966.	4,500.00
June 1st, 1967.	5,000.00
June 1st, 1968.	5,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount, of \$58,481.25, granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of \$11,696.25 each, from 1954 to 1958 inclusively, shall be received and applied to the services of said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Saint-Jacques, Cty. Montcalm.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal,

dure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Saint-Jacques, comté de Montcalm.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi, le 18 juin 1953, à 8 heures, p.m., au bureau de la Commission scolaire, 97 rue St-Jacques, Saint-Jacques, comté de Montcalm.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Jacques, (Comté de Montcalm), ce 27 mai 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
A.-S.-R. LESAGE.

Bureau de la Commission scolaire, 97, rue St-Jacques,
Saint-Jacques, (Cté Montcalm), P.Q. 34945-0

Quebec or at Saint-Jacques, county of Montcalm.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Sgstatutes of Quebec, 1941 subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Thursday June 18, 1953, at 8 o'clock p.m., at the Office of the School Commission 97, St-James Street, Saint-Jacques, county of Montcalm.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Jacques, (County of Montcalm.) May 27, 1953.

A.-S.-R. LESAGE,
Secretary-Treasurer.

Office of the School Commission, 97, St-James Street, Saint-Jacques,
(Cty. Montcalm), P.Q. 34945

Province de Québec

VILLE DE COURVILLE
(Comté de Québec)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, L.-P. Laplante, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 26, rue Vachon, Courville, comté de Québec, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 17 juin 1953, pour l'achat de \$130,000 d'obligations de la ville de Courville, comté de Québec, datées du 1er mai 1953 et remboursables par séries du 1er mai 1954 au 1er mai 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$130,000—20 ans

Année	Capital
1er mai 1954	\$4,000.00
1er mai 1955	4,500.00
1er mai 1956	4,500.00
1er mai 1957	4,500.00
1er mai 1958	5,000.00
1er mai 1959	5,500.00
1er mai 1960	5,500.00
1er mai 1961	5,500.00
1er mai 1962	6,000.00
1er mai 1963	6,000.00
1er mai 1964	6,000.00
1er mai 1965	7,000.00
1er mai 1966	7,000.00
1er mai 1967	7,500.00
1er mai 1968	7,500.00
1er mai 1969	8,500.00
1er mai 1970	8,500.00
1er mai 1971	9,000.00
1er mai 1972	9,000.00
1er mai 1973	9,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Québec.

Province of Quebec

TOWN OF COURVILLE
(County of Quebec)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned L.-P. Laplante, Secretary-Treasurer, Town Hall, 26 Vachon Street, Couville, County of Quebec, until 8 o'clock p.m., Wednesday, June 17th, 1953, for the purchase of an issue of \$130,000 of bonds of the Town of Courville, County of Quebec, dated May first 1953 and redeemable serially from May first 1954 to May first 1973 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on May first and November first of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$130,000 — 20 years

Year	Capital
May 1st, 1954	\$4,000.00
May 1st, 1955	4,500.00
May 1st, 1956	4,500.00
May 1st, 1957	4,500.00
May 1st, 1958	5,000.00
May 1st, 1959	5,500.00
May 1st, 1960	5,500.00
May 1st, 1961	5,500.00
May 1st, 1962	6,000.00
May 1st, 1963	6,000.00
May 1st, 1964	6,000.00
May 1st, 1965	7,000.00
May 1st, 1966	7,000.00
May 1st, 1967	7,500.00
May 1st, 1968	7,500.00
May 1st, 1969	8,500.00
May 1st, 1970	8,500.00
May 1st, 1971	9,000.00
May 1st, 1972	9,000.00
May 1st, 1973	9,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal ou à Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 17 juin 1953, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville, 26, rue Vachon, Courville, comté de Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Courville, (Comté de Québec), ce 26 mai 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
L.-P. LAPLANTE.

Hôtel de Ville, 26, rue Vachon,
Courville, (Cté Québec), P.Q. 34931-0

Province de Québec

VILLAGE DE PRINCEVILLE
(COMTÉ D'ARTHABASKA)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endorsed "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, André Cloutier, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, C.P. 70, Princeville, comté d'Arthabaska, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 17 juin 1953, pour l'achat de \$65,000 d'obligations du village de Princeville, comté d'Arthabaska, datées du 1er juillet 1953 et remboursables par séries du 1er juillet 1954 au 1er juillet 1968 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$65,000 — 15 ans

Année	Capital
1er juillet 1954	\$ 1,000
1er juillet 1955	1,000
1er juillet 1956	1,000
1er juillet 1957	1,000
1er juillet 1958	1,000
1er juillet 1959	1,000
1er juillet 1960	1,500
1er juillet 1961	1,500
1er juillet 1962	1,500
1er juillet 1963	1,500
1er juillet 1964	1,500
1er juillet 1965	1,500
1er juillet 1966	1,500
1er juillet 1967	2,000
1er juillet 1968	46,500

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Princeville, Cté Arthabaska.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la pro-

cedure d'emprunt, à Montréal ou à Québec.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal or Quebec.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, the 17th day of the month of June 1953, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall, 26 Vachon Street, Courville, County of Quebec.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Courville (County of Quebec), this 26th day of May 1953.

L.-P. LAPLANTE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 26 Vachon Street,
Courville, (Cty. Quebec), P.Q. 54931

Province of Quebec

VILLAGE OF PRINCEVILLE
(COUNTY OF ARTHABASKA)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned André Cloutier, secretary-treasurer, City Hall, P.O.B. 70, Princeville, County of Arthabaska, until 8 o'clock p.m., Wednesday, June 17, 1953, for the purchase of an issue of \$65,000 of bonds of the Village of Princeville, County of Arthabaska dated July 1st, 1953 and redeemable serially from July 1st, 1954 to July 1st, 1968 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on the 1st of January and the 1st of July of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$65,000 — 15 years

Year	Capital
July 1st, 1954	\$ 1,000
July 1st, 1955	1,000
July 1st, 1956	1,000
July 1st, 1957	1,000
July 1st, 1958	1,000
July 1st, 1959	1,000
July 1st, 1960	1,500
July 1st, 1961	1,500
July 1st, 1962	1,500
July 1st, 1963	1,500
July 1st, 1964	1,500
July 1st, 1965	1,500
July 1st, 1966	1,500
July 1st, 1967	2,000
July 1st, 1968	46,500

The successful tenderer agrees to pay the bonds, capital and accrued interest, by certified cheque, at par, at Princeville, County of Arthabaska.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal,

cédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Princeville, comté d'Arthabaska.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 17 juin 1953, à 8 heures p.m. à l'Hôtel de Ville de Princeville, comté d'Arthabaska.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Princeville, (Comté d'Arthabaska), ce 27 mai 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
ANDRÉ CLOUTIER.

Hôtel de Ville, C.P. 70,
Princeville, (Cté Arthabaska),
P. Q.

34944-0

Province de Québec

VILLE DE SAINT-FÉLICIEN
(Comté de Lac Saint-Jean-Ouest)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-C. Guy, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, St-Félicien, Comté de Lac St-Jean-Ouest, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 17 juin 1953, pour l'achat de \$350,000.00 d'obligations de la ville de Saint-Félicien, comté de Lac Saint-Jean-Ouest, datées du 1er juillet 1953 et remboursables par séries du 1er janvier 1954 au 1er janvier 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 5% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$350,000 — 20½ ans.

Année	Capital
1er janvier 1954.....	\$ 3,000.00
1er janvier 1955.....	10,500.00
1er janvier 1956.....	11,000.00
1er janvier 1957.....	11,500.00
1er janvier 1958.....	12,000.00
1er janvier 1959.....	13,000.00
1er janvier 1960.....	13,500.00
1er janvier 1961.....	14,000.00
1er janvier 1962.....	15,000.00
1er janvier 1963.....	15,500.00
1er janvier 1964.....	16,500.00
1er janvier 1965.....	17,000.00
1er janvier 1966.....	18,000.00
1er janvier 1967.....	19,000.00
1er janvier 1968.....	20,000.00
1er janvier 1969.....	21,000.00
1er janvier 1970.....	22,000.00
1er janvier 1971.....	22,500.00
1er janvier 1972.....	24,000.00
1er janvier 1973.....	25,000.00
1er janvier 1974.....	26,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par

Quebec or at Princeville, county of Arthabaska.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, June 17, 1953, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall of Princeville, County of Arthabaska.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Princeville, (County of Arthabaska) May 27, 1953.

ANDRÉ CLOUTIER,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, P.O.B. 70,
Princeville, (Cty. Arthabaska),
P. Q.

34944

Province of Quebec

TOWN OF ST-FÉLICIEN
(County of Lake St. John-West)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds will be received by the undersigned, J.-C. Guy, Secretary-treasurer, Town Hall, St-Félicien, county Lake St. John West until, 8 o'clock P.M., Wednesday, June 17, 1953, for the purchase of an issue of \$350,000 of bonds of the Town of St. Félicien, county Lake St. John-West, dated July 1st, 1953, and redeemable serially from January 1st, 1954 to January 1st, 1974, inclusively, with interest at a rate of not less than 3% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$350,000 — 20½ years

Year	Capital
January 1st, 1954.....	\$ 3,000.00
January 1st, 1955.....	10,500.00
January 1st, 1956.....	11,000.00
January 1st, 1957.....	11,500.00
January 1st, 1958.....	12,000.00
January 1st, 1959.....	13,000.00
January 1st, 1960.....	13,500.00
January 1st, 1961.....	14,000.00
January 1st, 1962.....	15,000.00
January 1st, 1963.....	15,500.00
January 1st, 1964.....	16,500.00
January 1st, 1965.....	17,000.00
January 1st, 1966.....	18,000.00
January 1st, 1967.....	19,000.00
January 1st, 1968.....	20,000.00
January 1st, 1969.....	21,000.00
January 1st, 1970.....	22,000.00
January 1st, 1971.....	22,500.00
January 1st, 1972.....	24,000.00
January 1st, 1973.....	25,000.00
January 1st, 1974.....	26,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any,

chèque visé, payable au pair à St-Félicien, Comté Lac St-Jean-Ouest.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à St-Félicien, comté de Lac St-Jean-Ouest.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 17 juin 1953, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville de St-Félicien, comté de Lac St-Jean-Ouest.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Félicien, (Comté de Lac St-Jean-Ouest), ce 27 mai 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-C. GUY.

Hôtel de Ville, Saint-Félicien,
(Comté de Lac St-Jean-Ouest), P.Q. 34946-o

by certified cheque payable at par at St-Félicien, County of Lake St. John-West.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at St-Félicien, county of Lake St. John-West.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday the seventeenth day of the month of June, 1953, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall of St-Félicien, county of Lake St-John-West.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Félicien, (County of Lake St. John-West), this May 27, 1953.

J. C. GUY,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
St. Félicien, (Cty. Lake St. John-West),
P. Q. 34946

Vente — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, district d'Iberville, N° 16, Cour Supérieure, district de Montréal, (en matière de faillite). Dans l'affaire de Odéna Méthé et Joseph P. Méthé, faisant affaires ensemble, sous les nom et raison sociale, non enregistré, de "Ferme Avicole Sabrevois", Sabrevois, P.Q., cédants autorisés.

Avis public est, par les présentes, donné que les immeubles désignés comme suit:

1° Un terrain étant une partie du lot numéro cent trente-neuf du cadastre de la Paroisse de St-Athanase, situé en la paroisse de Ste-Anne de Sabrevois, mesurant cent trente-trois pieds anglais le long du Rang du Bord de l'Eau par deux cent trente-quatre pieds anglais, de profondeur dans la ligne Est, la ligne Nord étant en angle droit avec cette dernière ligne; avec la maison et autres constructions y érigées. Ce terrain est borné au Sud par le dit rang; en profondeur et de chaque côté par le reste du dit lot N° 139 décrit ci-après.

2° Un lopin de terre situé en la Paroisse de Ste-Anne-de-Sabrevois, connu sous le lot numéro cent dix (110) du cadastre de la paroisse de St-Georges-de-Henryville;

3° Un terrain situé au même lieu connu sous partie du lot numéro cent trente-neuf (P. 139) des plan et livre de renvoi de la paroisse de St-Athanase, avec la maison y érigée et contenant environ deux arpents en superficie, borné: au Sud par le chemin public; à l'Est et à l'Ouest par le reste du dit N° 139 (ci-après décrit); et au nord par la partie du N° 139 de la Fabrique de Sabrevois; moins cependant la partie décrite en premier lieu ci-dessus:

Sale — Bankruptcy Act

Canada, Province of Québec, District of Iberville, No. 16, Superior Court, District of Montreal, (Sitting in Bankruptcy). In the affair of Odéna Méthé and Joseph P. Méthé, doing business together, under the name and style, unregistered, of "Ferme Avicole Sabrevois", Sabrevois, P.Q., authorized assignees.

Public notice is hereby given that the immovables described as follows:

1. A lot of land being a part of lot number one hundred and thirty-nine on the official cadastre of the Parish of St. Athanase, situate in the parish of Ste-Anne de Sabrevois, measuring one hundred and thirty-three English feet along de Bord de l'Eau range, by two hundred and thirty-four English feet, in depth on the eastern line, the northern line being at right angle with this latter line; with the house and other buildings thereon erected. This lot of land is bounded on the South by the said range; in depth and on each side by the rest of the said lot No. 139 hereinafter described.

2. A parcel of land situate in the parish of Ste-Anne-de-Sabrevois, known under lot number one hundred and ten (110) on the cadastre of the parish of St-Georges-de-Henryville;

3. A lot of land situate at the same place known under part of lot number one hundred thirty-nine (Pt. 139) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Athanase, with the house thereon erected and containing about two arpents in superficial area, bounded: on the south by the public highway; on the East and West, by the balance of the said No. 139 (hereinafter described); and on the North, by the part of No. 139 of the church property of Sabrevois; less however, the first part described hereinabove;

4° Une terre située au même lieu, mesurant environ quatre arpents de largeur et contenant environ deux arpents en superficie (y compris le terrain décrit en troisième lieu ci-dessus), connue sous la plus grande partie du dit lot numéro cent trente-neuf (P. 139) et bornée: vers le Nord par les parties du dit N° 139 de la Fabrique de Sabrevois, de M. J. Brault et autres; vers le Sud, au chemin public et aux lots Nos 110 et 111 du cadastre de St-Georges de Henryville; à l'Ouest par la Rivière Richelieu. A distraire une partie du dit lot appartenant à M. S. H. Jones, mesurant quatre-vingt-quatorze pieds anglais le long du chemin public sur une profondeur de deux cents pieds anglais le long du terrain de la Fabrique;

A distraire aussi du dit lot numéro cent trente-neuf les parties suivantes qui appartiennent à M. Stephen H. Jones: a) Un terrain situé sur le rang du Bord de l'Eau, ayant en front quatre-vingts pieds sur ce rang et cent soixante-quinze pieds de profondeur environ, cent vingt pieds au côté du lot N° 111 d'Henryville et une longueur de cent vingt-cinq pieds à l'Ouest et quatre-vingts pieds du côté Nord-Ouest, mesure anglaise; b) Un terrain mesurant deux cent dix-huit pieds de largeur, borné: à l'Est par la propriété de J. Brault, d'une largeur de cent vingt-quatre pieds et quatre-vingt-quatorze pieds le long de la propriété de M. Stephen H. Jones, enregistrée à Iberville, N° 60,006, avec borne: au Nord par les trois cent quarante pieds de la Fabrique, à l'Ouest par cent vingt pieds et longueur en allant vers le Sud, cent vingt-cinq pieds vers l'Est et cent deux pieds vers le Sud. La borne Sud sera à environ deux cents pieds au coin Sud-Ouest de la propriété de M. J. Brault; c) Un lopin de terre de vingt pieds de largeur sur le rang du Bord de l'Eau et environ cent quarante-cinq pieds de longueur au côté de la propriété de M. P. Bonneau se trouvant à l'Est de ce lopin, et borné: au Nord, par le terrain décrit au paragraphe b) ci-dessus.

Le tout tel que spécifié sur un plan annexé au numéro quatre mille six cent trente-deux des minutes du notaire Rodolphe Fournier, et mesure anglaise.

Seront vendus en bloc et comme une seule et même exploitation, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure pour le District de Montréal, en matière de faillite, rendu le treizième jour de mai, mil neuf cent cinquante-trois, portant le N° 16 des dossiers de la dite Cour, aux Enchères Publiques, de manière à donner à cette vente l'effet du décret, conformément aux prescriptions de l'article 45 de la Loi de Faillite, à la porte de l'église Catholique paroissiale de Ste-Anne-de-Sabrevois, à Sabrevois, comté d'Iberville, VENDREDI, le TROISIÈME jour du mois de JUILLET, mil neuf cent cinquante-trois, à TROIS heures de l'après-midi (heure avancée de l'Est).

Conditions de vente dix pour cent (10%) comptant, la balance sous trois jours.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

*30 mai 1953.
Du bureau de: **ALBERT LAMARRE.**
Lamarre & Inns,
10 est, rue St-Jacques, Montréal. 34923-22-0

4. A farm situate at the same place measuring about four arpents in width and containing about one hundred and two arpents in superficial area (comprised therein the lot of land as described in the third place above), known as the largest part of the said lot number one hundred and thirty-nine (P. 139) and bounded: on the North, by the parts of the said No. 139 of the church property of Sabrevois, of Mr. J. Brault and others; on the South, by the Public Highway and to lots Nos. 110 and 111 of the cadastre of St-Georges de Henryville; on the West, by the Richelieu River. To subtract a part of the said lot belonging to Mr. S. H. Jones, measuring ninety-four English feet along the public highway on a depth of two hundred English feet along the church property;

To subtract also from the said lot number one hundred and thirty-nine the following parts which belong to Mr. Stephen H. Jones: a) A lot of land situate on the Bord de l'Eau range, having eighty feet in front on this range, and about one hundred and seventy-five feet in depth, one hundred and twenty feet on the side of lot No. 111 of Henryville and a length of one hundred and twenty-five feet to the West and eighty feet on the northwest side, English measure; b) A lot of land measuring two hundred and eighteen feet in width bounded: on the East by the property of J. Brault, one hundred twenty-four feet in width and ninety-four feet along the property of Mr. Stephen H. Jones, registered at Iberville, No. 60,006, with boundary; on the North, by the three hundred and forty feet of Church property, on the West, by a length of one hundred and twenty feet going towards the South, one hundred and twenty-five feet towards the East and one hundred and two feet towards the South. The southern boundary is about two hundred feet to the southwest corner of the property of Mr. J. Brault; c) A parcel of land twenty feet in width on the Bord de l'Eau range and about one hundred and forty-five feet in length alongside the property of Mr. P. Bonneau which is to be found on the East of this parcel of land, and bounded: on the North, by the lot of land described in paragraph b) hereinabove.

The whole as specified on a plan annexed to number four thousand six hundred and thirty-two from the Minutes of Notary Rodolphe Fournier, and English measure.

Shall be sold in block and as a one and only concern, by virtue of a judgment of the Superior Court for the District of Montreal, in the matter of bankruptcy, rendered the thirteenth day of May, one thousand and nine hundred and fifty-three, bearing No. 16 in the files of the said Court, at public auction, so as to give to this sale the effect of a Sheriff's sale, in conformity with article 45 of the Bankruptcy Act, at the door of the Catholic Parish Church, of Ste-Anne-de-Sabrevois, at Sabrevois, County of Iberville, FRIDAY, the THIRD day of the month of JULY, nine hundred and fifty-three, at THREE o'clock in the afternoon (Eastern Day-light Saving-Time).

Conditions of sale ten per cent (10%) cash, balance in three days.

For information and List of Charges, apply to the undersigned.

May 30, 1953. **ALBERT LAMARRE,**
From the office of: **Trustee.**
Lamarre & Inns,
10 St. James Street, East, Montreal 34923-22-0

Ventes par licitation

Province de Québec, district de St-Hyacinthe, Cour supérieure, N° 7746. Charles Édouard Forand et al, garagiste, de St-Césaire demandeurs vs Philippe Meril Lussier et al, défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à St-Hyacinthe, dans le district de St-Hyacinthe, le 15ème jour de mai 1953, dans la cause ci-dessus, aura lieu la licitation de certains immeuble désigné comme suit, savoir:

"Un emplacement à distraire et formant partie du lot numéro quatre cent quatre vingt-douze (N° 492) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Pie, renfermé dans les limites suivantes: borné au sud-est par une rue étant la continuation de la rue entre les Nos 494 et 493 du cadastre de St-Pie, au nord-est à André Tarte, ou représentants, étant le terrain vendu à Valerie Chicoine et al, par acte devant le notaire Bathalon, du 11 juin 1904, et enregistré à Bagot, à B-N° 36041, au nord-ouest une rue étant la continuation de celle entre les Nos 495 et 496, et au sud-ouest les Nos 494-495 du cadastre de St-Pie, formant environ un demi-arpent en superficie, plus ou moins, sans garantie de mesure, dont le plus ou le moins tournera au profit ou à la perte de l'acquéreur et sans indemnité, avec une maison et autres bâtisses dessus érigées;

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le TRENTE JUIN 1953, à DIX heures a.m., cour tenante, dans la salle d'audience, du Palais de Justice, de St-Hyacinthe, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe de la dite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de distraire, ou à fin de distraire à la dite licitation devra être déposée au Greffe de la dite Cour, au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et que toute opposition à fin de couserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent elles seront forcloses du droit de le faire.

St-Hyacinthe, ce 21 mai 1953.

Le Procureur des demandeurs,
34929-22-2-o EUGENE TOUSIGNANT.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 323,455.

AVIS DE LICITATION

Avis public est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure siégeant à Montréal, le 20e jour de mai 1953, dans une cause dans laquelle Germaine Labadie, veuve non remariée de feu Henri Régis Beaudoin en son vivant notaire, et Antoinette Labadie, fille majeure et usant de ses droits, toutes deux des cité et district de Montréal, sont demanderesses, et Germaine Sylvain-Bélanger, épouse séparée de biens de J. Edouard Bélanger, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, tous deux domiciliés au numéro 45, rue Principale, Hull; district de Hull, et autres sont

Sales by Licitiation

Province of Quebec, district of St-Hyacinthe, Superior Court, No. 7746. Charles Édouard Forand et al, garage keeper, of St-Césaire, plaintiffs vs Philippe Meril Lussier et al, defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at St. Hyacinthe, the 15th day of May, 1953, in the case hereinabove, will take place the licitation of certain immoveable described as follows, to wit:

"An emplacement to be abstracted and forming part of lot number four hundred and ninety-two (492) on the official plan and in the book of Reference of the cadastre of the Parish of St-Pie, enclosed within the following limits: bounded on the southeast by a street, being the continuation of the street between Nos. 494 and 493 of the cadastre of St-Pie, on the northeast to André Tarte, or representatives, being the land sold to Valerie Chicoine et al, by deed before notary Bathalon, on June 11, 1904, and registered at Bagot, at B-No. 36041, on the northwest, a street being the continuation of that one between Nos. 495 and 496, and on the southwest, Nos. 494-495 of the cadastre of St. Pie, forming about a half arpent in superficial area, more [or less, without guaranty of measurement, the more or less of which would turn to the profit or loss of the acquirer and without indemnity, with a house and other buildings thereon erected;

The immoveable hereinabove described shall be sold by auction and adjudged to the highest bidder on JUNE THIRTIETH, 1953, at TEN a.m. sitting the Court, in the court room of the Court House of St. Hyacinthe, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed with the office of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition must be filed within six days following the adjudication; in default of the parties to file the said oppositions within the delay prescribed by these presents, they shall be foreclosed from the right to do so.

St. Hyacinthe, this 21st day of May, 1953.

EUGENE TOUSIGNANT,
34929-22-2 Attorney for the plaintiffs.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court. No. 323,455.

NOTICE OF LICITATION

Public notice is hereby given that, by virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Montreal, on the 20th day of May 1953, in a case wherein Germaine Labadie, widow unmarried of the late Henri Régis Beaudoin in his lifetime notary, and Antoinette Labadie, spinster of the full age of majority, both of the city and district of Montreal are plaintiffs, and Germaine Sylvain-Bélanger, wife separate as to property of J.-Edouard Bélanger and the latter to authorize his said wife to the presents, both domiciled at No. 45 Principal Street, Hull, said district, and others, are defendants, the licitation of the im-

défendeurs, la licitation des immeubles désignés ci-après a été ordonnée, savoir:

"Un immeuble situé au coin sud-est du Blvd St-Laurent et de la rue St-Jacques en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro 129 des plan et livre de renvoi officiels du Quartier Centre en la dite cité de Montréal, portant les numéros civiques 515, 517 et 521 du Blvd St-Laurent et 6 de la rue St-Jacques est, de figure irrégulière, contenant une superficie de deux mille quarante-deux (2042) pieds, le tout mesure anglaise, et plus ou moins, avec bâtisses dessus construites. Ainsi que le tout se poursuit, comporte et étend de toutes parts, circonstances et dépendances, sujet aux servitudes actives et passives, apparentes et occultes.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, VENDREDI, le TROISIÈME jour de JUILLET 1953 à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, heure avancée, Cour tenante, dans la salle d'audience de l'ancien palais de justice de Montréal, chambre 31, ou à toute chambre indiquée par cette cour suivant les circonstances, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges ou liste des charges déposée au greffe du Prothonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Prothonotaire de ladite cour au moins douze (12) jours avant le jour fixé comme sudit pour la vente et adjudication et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six (6) jours après l'adjudication; et à défaut par es parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire;

Tout enchérisseur devra accompagner son offre ou enchère d'une somme de cinq mille (\$5,000.00 dollars).

Montréal, le 26e jour de mai 1953.

Les Procureurs des demandereses,
TRUDEAU BEAULIEU & ÉTHIER.

34930-22-2-0

movable properties hereinafter described has been ordered as follows:

"An immovable property situate on the South East corner of St. Lawrence Boulevard and St. James Street in the city of Montreal known and designed under number 129 of the official plan and book of reference of the Center District in the said city of Montreal, bearing civic numbers 515, 517 and 521 of the St. Lawrence Boulevard and 6 of St. James Street East, of irregular form, having a surface of Two thousand forty-five feet (2045), the whole english measure more or less, with buildings thereon erected. As the whole follows, comprises and extends throughout circumstances and dependencies subject to all servitudes, active and passive, apparent and unapparent.

The above described immovable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the FRIDAY, the THIRD of JULY 1953, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, daylight saving time, Sitting the Court, in the Court Room of the Court House of Montreal, room 31, or any other room indicated by the said Court as circumstances permit, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the Superior Court for the District of Montreal, and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve (12) days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within the six (6) days following the adjudication; and, failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

The offer or bid of every bidder must be accompanied by an amount of five thousand (\$5,000.00) dollars.

Montréal, the 26th day of May 1953.

TRUDEAU BEAULIEU & ÉTHIER,
34930-22-2-0 Attorneys for plaintiffs.

Ventes pour taxes

Province de Québec, district de Chicoutimi

COMMISSION SCOLAIRE DE CANTON TACHÉ

Avis public est, par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du neuf mai 1953, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre l'immeuble ci-dessous désigné, pour satisfaire au paiement des arriérages de taxes dues aux commissaires d'écoles pour la municipalité de canton Taché et à la corporation municipale de canton Taché (St-Nazaire) avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, ledit immeuble sera vendu par encan public, dans la salle publique de canton Taché (St-Nazaire), le DIX-SEPT JUIL 1953, à ONZE heures de l'avant-midi, heure avancée.

Toutefois, ledit immeuble sera exclus de la vente si les taxes scolaires échues le ou avant le 30 juin 1953 sont payées, avec les frais, avant le moment de la vente.

Sales for Taxes

Province of Quebec, District of Chicoutimi

SCHOOL COMMISSION OF THE TOWNSHIP OF TACHÉ

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission by an Order dated ninth 1953, has ordered the under signed, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act, (R.S.Q. 1941, chapter 207) to sell the immovable hereinunder designated, in payment for arrears of taxes due to the School Commissioners for the municipality of the Township of Taché and to the municipal corporation of Taché Township (St-Nazaire) with interests and costs, and that consequently, the said immovable shall be sold at public auction in the public hall of Taché Township (St-Nazaire), JUNE SEVENTEENTH 1953, at ELEVEN o'clock in the forenoon, daylight saving time.

However, the said immovable shall be excluded from the sale if the school taxes overdue on or after June 30th, 1953, are paid plus costs, before the time of the sale.

1. Joseph-Henri Martel. Le lot 21, rang 8, au cadastre officiel du canton Taché, sous billet de location, avec réserve des droits de la compagnie Electrique du Saguenay pour un passage de ligne de transmission d'énergie électrique, suivant acte dûment enregistré.

Le dit lot sera vendu avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant l'affecter.

Les versements non échus des taxes municipales ou scolaires consolidées, s'il en est, seront à la charge de l'acquéreur.

Le prix d'adjudication de cet immeuble sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Saint-Nazaire, ce 11ième jour du mois de mai 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
34868-21-2-0 J. A. TREMBLAY.

Province de Québec

CITÉ DE NORANDA

Avis public est par les présentes donné que conformément à une résolution du conseil en date du 24 avril 1953, le secrétaire-trésorier de la cité de Noranda vendra à l'enchère le QUINZIÈME jour de JUIN 1953, à DIX heures de l'avant-midi, au bureau du conseil, Bâtisse Municipale, 321 avenue Murdoch, Noranda, P.Q., de la manière prescrite par la loi, les immeubles suivants sur lesquels les taxes municipales et scolaires n'ont pas été payées:

1. Joseph Henri Martel — Lot 21, range 8, of the official cadastre of Township Taché under location ticket, with reserve of rights of "La Compagnie Electrique du Saguenay" to pass an electric power transmission line, in accordance with a duly registered deed.

The said lot shall be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and with all active and passive servitudes, apparent or unapparent by which it may be affected.

The unmaturred instalments of consolidated municipal or school taxes, if any, shall be charged to the purchaser.

The adjudication price of said immoveable shall be payable immediately.

Moreover, the sale shall be subject to right of redemption and to other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at St-Nazaire, this 11th day of the month of May 1953.

J. A. TREMBLAY,
34868-21-2 Secretary-Treasurer.

Province of Quebec

CITY OF NORANDA

Public notice is hereby given that pursuant to a resolution of the Council made on April 24th 1953, the secretary-treasurer of the city of Noranda will on the FIFTEENTH day of JUNE, 1953, at TEN o'clock in the forenoon at the office of the Council Municipal Building, 321 Murdoch Ave Noranda, P.Q., sell at public auction in the manner prescribed by law the following immoveables on which the municipal and school taxes assessed have not been paid:

Description des Propriétés Description of property	Noms des propriétaires Name of owners	Taxes non-payées Unpaid taxes
Le lot N° 370 (trois cent soixante-dix) du cadastre officiel de la cité de Noranda. — Lot No. 370 (three hundred and seventy) of the official cadastre of the City of Noranda.	Daniel Angeloff, Evan Angeloff, . . . Mme M. Évanoff Angeloff, Mme D. Lazaroff Angeloff,	\$189.52
Bâtisses seulement, construites sur partie de terrain non subdivisé de Noranda Mines Ltd., et situées dans le Bloc 1 (un) de la cité de Noranda. Buildings only, erected on part of unsubdivided ground of Noranda Mines Ltd. and located in Block 1 (one) of the City of Noranda.	Pierre Cantin	194.81

Donné à Noranda, ce 15e jour de mai, 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
34870-21-2-0 C.-E. COMEAU.

Province de Québec — District de Saguenay

MUNICIPALITÉ DE LES ESCOUAINS

Avis public est, par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du vingt-deux mai 1953, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la corporation municipale de Les Escouains et aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Les Escouains, avec intérêt et frais, et

Given at Noranda, this 15th day of May, 1953.

C.-E. COMEAU,
34870-21-2-0 Secretary-treasurer.

Province of Quebec — District of Saguenay

MUNICIPALITY OF LES ESCOUAINS

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the twenty-second of May, 1953, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act, (R.S.Q. 1941, chapter 207) to sell the immoveables hereinbelow described for the payment of arrears of taxes due to the municipal corporation of Les Escouains and to the School Commissioners for the municipality of Les Escouains, with interest and costs, and that conse-

qu'en conséquence, les dits immeubles seront vendus par encan public, dans la salle de réunions du conseil, aux Escoumains, le VINGT-SIX JUIN 1953, à DEUX heures de l'après-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente, les immeubles sur lesquels les taxes municipales dues avant le 31 décembre 1952 et les taxes scolaires dues avant le 30 juin 1952, auront été payées avec les frais, au moment de la vente.

- 1.— Raoul Beaulieu — a) Les lots 14-J-9 et 1e-J-10, rang 1. b) Le lot 15-A-3, rang 1. c) Le lot 15-A-9, rang 1.
- 2.— Raymond Tremblay — Le lot 11-7, rang A.
- 3.— Gilbert ou Albert St-Gelais — Le lot A-2-11, rang A.
- 4.— Joseph-Alfred Boulianne — a) Le lot A-2-20, rang A. b) Le lot 9, rang A.
- 5.— Ovila April — Le lot A-2-32, rang A.
- 6.— Georges Dufour — Le lot 10-A-1, rang 1.
- 7.— Mme Vve Ludger Bouchard — Le lot 11-A-4, rang 1.
- 8.— Adélaré Boulianne — Le lot 11-A-13, rang 1.
- 9.— Antoine Caron — Le lot 11-A-18, rang 1.
- 10.— Mme Esdras Brisson — a) Les lots 45-2 et 45-3, rang 1, sous billet de location. b) Les lots 48 et 49, rang 4, sous billet de location.
- 11.— Mme Jean-Baptiste Morin — Le lot 45-4, rang 1.
- 12.— Roger Deschêne — Le lot 43-1, rang 1, sous billet de location.
- 13.— Lorenzo Deschêne — a) Le lot 30, rang 3, à titre très précaire. b) Le lot 47, rang 4, sous billet de location. c) Les lots 32 et 33, rang 4. d) Le lot 34, rang 4, à titre très précaire. e) Le lot 43-2, rang 1, sous billet de location.
- 14.— Raphaël Brisson — Le lot 35, rang 1, sous billet de location.
- 15.— Edouard Létourneau — Le lot 13-F-2, rang 1.
- 16.— Camille Boulianne — Le lot 11-A-7, rang 1.
- 17.— Antonio Tremblay "Père" — Les lots 11-9 et 11-10, rang A.

Les lots ou parties de lots ci-dessus sont du cadastre officiel du canton Les Escoumains.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement. Ils seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant les affecter.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné aux Escoumains, ce 23ième jour du mois de mai 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
LÉON TREMBLAY.

34917-22-0

quently, the said immoveables shall be sold by public auction, in the Meeting Hall of the Council, at Escoumains, the TWENTY-SIXTH day of JUNE, 1953, at TWO o'clock in the afternoon.

However, there shall be excluded from the sale, the immoveables upon which the municipal taxes due before December 31, 1952 and the school taxes due before June 30, 1952, have been paid, with costs, at time of sale.

- 1.— Raoul Beaulieu — a) Lots 14-J-9 and J-10, range 1. b) Lot 15-A-3, range 1. c) Lot 15-A-9, range 1.
- 2.— Raymond Tremblay — Lot 11-7, range A.
- 3.— Gilbert ou Albert St-Gelais — Lot A-2-11, range A.
- 4.— Joseph-Alfred Boulianne — a) Lot A-2-20, range A. b) Lot 9, range A.
- 5.— Ovila April — Lot A-2-32, range A.
- 6.— Georges Dufour — Lot 10-A-1, range 1.
- 7.— Mrs. widow Ludger Bouchard — Lot 11-A-4, range 1.
- 8.— Adélaré Boulianne — Lot 11-A-13, range 1.
- 9.— Antoine Caron — Lot 11-A-18, range 1.
- 10.— Mrs. Esdras Brisson — a) Lots 45-2 and 45-3, range 1, under location ticket. b) Lots 48 and 49, range 4, under location ticket.
- 11.— Mrs. Jean-Baptiste Morin, lot 45-4, range 1.
- 12.— Roger Deschêne — Lot 43-1, range 1, under location ticket.
- 13.— Lorenzo Deschêne — a) Lot 30, range 3, title to deed, very doubtful. b) Lot 47, range 4, under ticket of location. c) Lots 32 and 33, range 4. d) Lot 34, range 4, title to deed, very doubtful. e) Lot 43-2, range 1, under ticket of location.
- 14.— Raphaël Brisson — Lot 35, range 1, under ticket of location.
- 15.— Edouard Létourneau — Lot 13-F-2, range 1.
- 16.— Camille Boulianne — Lot 11-A-7, range 1.
- 17.— Antonio Tremblay "father" — Lots 11-9 and 11-10, range A.

The lots or parts of lots hereinabove are from the Official Cadastre of the Township of Les Escoumains.

The purchase price of each of these immoveables will be payable immediately. They shall be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, should there be any, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes affecting the same.

The sale, shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Escoumains, this 23rd day of the month of May, 1953.

LÉON TREMBLAY,
Secretary-Treasurer.

34917-22-2

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCE

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure
District de Beauce

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Beauce
Superior Court

St-Joseph de Beauce, à Savoir: N° 22,398. { JEAN TRACHY, cultivateur de Ste-Mar-guerite, Dorchester contre J. ÉMILIEN

St-Joseph de Beauce, to-wit: No. 22,398. { JEAN TRACHY, farmer of Ste. Marguerite, Dorchester against J. ÉMILIEN

MARCOUX, St-Anselme et JEAN-BAPTISTE MARCOUX, Scott-Jonction, à savoir:

MARCOUX, St-Anselme and JEAN-BAPTISTE MARCOUX, Scott-Junction, to-wit:

Un emplacement situé en la paroisse de St-Maxime de Scott, comté de Dorchester, mesurant soixante et trois pieds (63') de front sur quatre cents pieds (400') de profondeur, le tout plus

An emplacement situate en la paroisse of St. Maxime de Scott, county of Dorchester, measuring sixty-three (63') in front by four hundred feet (400') in depth, the whole more or less, bound

ou moins, borné en front par le chemin public, en arrière au bout de la profondeur, d'un côté au sud-est par le terrain de Georges Hébert ou représentants, et de l'autre côté au nord-ouest par un chemin privé appartenant à la Brown Corporation ou ses représentants et connu comme faisant partie du lot numéro sept cent-quarante et un (Ptie 741) du cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Marie, comté de Beauce, dans cette partie faisant aujourd'hui partie de la paroisse de St-Maxime de Scott, comté de Dorchester, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et avec en outre le droit de passer et repasser tant en voiture qu'à pieds et en tout temps de l'année dans le chemin privé bornant le terrain ci-dessus hypothéqué du côté nord-ouest pour communiquer au chemin public, à distraire toutefois du terrain sus-décrié cette partie appartenant au Ministère de la Voirie de la Province de Québec, suivant ses titres pour l'élargissement du chemin public, et cette partie appartenant à Ernest H. Lefèvre suivant ses titres, les circonstances et dépendances, tel que le tout se trouve actuellement.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Maxime de Scott, le SIXIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J.-S. POULIOT.
St-Joseph de Beauce, 28 mai 1953. 34949-22-2-o
[Première insertion: 30 mai 1953].
[Seconde insertion: 13 juin 1953].

BONAVENTURE

Canada, Province de Québec,
District de Bonaventure
New Carlisle.

Cour Supérieure, { HECTOR LAFERTÉ, de la
N° 5684. { cité de Québec, district
de Québec, demandeur, vs
RENÉ C. CULLEN, de Carleton-sur-Mer, comté et district de Bonaventure, défendeur,

1. Une certaine partie de terrain formant partie du lot numéro quarante et un C (41-C) du premier rang du canton de Carleton, situé à et touchant le côté nord-est de la propriété appartenant à Dame Louise Marcil, épouse de l'Honorable Charles Marcil, et commençant au coin nord-est de la propriété de la dite Dame Marcil et allant vers le nord dans la ligne de division entre les lots 41-C et 41-D pour une distance de vingt-huit pieds, de là, en allant vers l'ouest, une distance de cent vingt et un pieds jusqu'à un autre coin de la propriété de la dite Dame Charles Marcil et de là vers le sud une distance de vingt pieds jusqu'à ce que cette ligne rejoigne encore la propriété de la dite Dame Charles Marcil.

2. Un lot de terre ou emplacement sis et situé et étant du côté nord du chemin public dans le village de Carleton, dans le comté de Bonaventure, connu et désigné comme partie du lot numéro quarante et un C (41-C) aux Plan et Livres de Renvoi du Bureau d'enregistrement de la deuxième division d'enregistrement du comté de Bonaventure, le dit lot de terrain ou emplacement mesurant cent quatre-vingt-seize pieds de front: sur la ligne allant du sud au nord du côté ouest cent quinze pieds; sur la ligne allant du sud au nord du côté est, cent pieds; en arrière, deux cents-douze pieds (212) mesure anglaise et plus ou moins et sans garantie quant aux mesures exactes; borné en front par la Baie des Chaleurs et le Chemin Public, d'un côté, à l'est, par la propriété occupée auparavant par M. Paul

in front by the public road, in rear, at end of depth, on the southeast at one side by the land of Georges Hébert or representatives, and on the other side on the northwest by a private road belonging to the Brown Corporation or its representatives and known as forming part of lot number seven hundred and forty-one (Pt. 741) on the official cadastre for the parish of Ste-Marie, county of Beauce, in this part forming today part of the parish of St-Maxime de Scott, county of Dorchester, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and with, moreover, the right to come and go by carriage as well as on foot and at any time of the year in the private road bounding the land hereinabove mortgaged on the northwest side to communicate with the public road, to subtract, however, from the land hereinabove described that part belonging to the Roads Department of the Province of Quebec according to its title deeds for the widening of the public road, and this part belonging to Ernest H. Lefèvre according to his titles deeds, the circumstances and dependencies, as the whole presently stands.

To be sold at the parochial church door, in the parish of St. Maxime de Scott, the SIXTH day of JULY next at TEN o'clock in the morning.

J.-S. POULIOT,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Joseph de Beauce, May 28, 1953. 34949-22-2
[First insertion: May 30, 1953].
[Second insertion: June 13, 1953].

BONAVENTURE

Canada, Province of Quebec,
District of Bonaventure
New Carlisle.

Superior Court, { HECTOR LAFERTÉ, of the
No. 5684. { City of Quebec, District
of Quebec, Plaintiff, vs
RENÉ C. CULLEN, of Carleton-sur-Mer, County and District of Bonaventure, Defendant.

1. A certain piece or parcel of land forming part of lot number Forty-one C (41-C) of the First Range of the Township of Carleton, situated at and adjoining the north-eastern side of the property owned by Dame Louise Marcil, wife of the Honourable Charles Marcil, and starting from the north-eastern corner of the said Mrs Marcil's property and going towards the north in the division line between lots 41-C and 41-D a distance of twenty-eight feet, thence towards the west a distance of one hundred and twenty-one feet until it strikes another corner of the said Mrs. Marcil's property and thence towards the south a distance of twenty feet until it again strikes the said Mrs Marcil's property.

2. A lot of land or emplacement situate, lying and being to the north side of the Public Road in the Village of Carleton, in the County of Bonaventure, known and designated as part of lot number Forty-one C (41-C) upon the Plan and in the Book of Reference deposited of record in the Registry Office of the Second Registration Division of the County of Bonaventure, containing the said lot of land or emplacement one hundred and ninety-six feet in front; on the line running from south to north on the west side one hundred and fifteen feet; on the line running from south to north on the east side one hundred feet; in rear 212 feet, English Measure and more or less without any guarantee as to exact measurements; bounded in front by the Baie de Chaleur and the Public Road, on one side to the

P. Cullen; en arrière et à l'est par la balance du dit lot numéro quarante et un C, appartenant à M. William LeBlanc. Avec la maison, garage et glacière dessus érigées. Tel que la dite propriété existe actuellement, avec tous ses droits et accessoires mais sans exception et réserve quelconque de la part du défendeur.

Pour être vendus à la porte de l'église de Carleton, comté et district de Bonaventure, le TRENTIÈME jour du mois de JUIN, mil neuf cent cinquante-trois (1953) à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, F. J. LEGRESLEY.
New-Carlisle, le 16 mai 1953. 34871-21-2-o

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada Province de Québec

Cour Supérieure, { ALBERT BÉRUBÉ, garga-
N° 18485 { N° 18485 { N° 18485 { N° 18485 {
Néri, demandeur vs ISIDORE LEVESQUE, cultivateur, Chemin de Fraserville, Rivière-du-Loup, défendeur.

Une terre située en la municipalité de Saint-Patrice de la Rivière-du-Loup, connue et désignée sous les numéros cent huit (108), onze cent treize (1113), et onze cent quatorze (1114) au cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Patrice de la Rivière-du-Loup, comté de Témiscouata, avec ensemble les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et les autres bâtisses qui y seraient érigées à l'avenir, mais sous réserve de la Servitude de passage affectant le lot cent huit (108) ci-dessus en faveur de la Cité de Rivière-du-Loup, suivant acte enregistré dans Témiscouata sous le N° 104, 181.

2° La moitié sud-ouest d'un circuit de terre situé en la dite municipalité de Saint-Patrice de la Rivière-du-Loup, le dit circuit en entier contenant trois arpents et trois quarts de front sur le troisième rang de la même paroisse, par environ vingt-cinq arpents de profondeur, plus ou moins, lequel circuit est une partie du lot de terre numéro mille soixante dix-huit (1078) du même cadastre officiel de Saint-Patrice de la Rivière-du-Loup; laquelle moitié est bornée au nord-ouest à la rivière dite Rivière-du-Loup; au sud-ouest au terrain des représentants de Magloire Deschênes; au nord-est, à l'autre moitié du même circuit de terre, avec bâtisses dessus construites, mais sous réserve des droits que peut avoir sjeur Louis Lévesque sur la moitié d'une grange construite sur le dit circuit de terre aux conditions exprimées et convenues aux titres antérieurement enregistrés.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-François Xavier de Rivière-du-Loup, LUNDI, le HUITIÈME (8) jour du mois de JUIN 1953 à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, P. E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, le 6 mai, 1953. 34820-19-2-o
[Première insertion, samedi le 9 mai 1953.]

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { DOMINIQUE GAUDRY,
N° 66768. { M.D., domicilié au N°
253 rue Price Ouest, Chicoutimi, et pratiquant comme médecin à ce dernier endroit; contre MICHAEL G. BIRMINGHAM,

east by the property formerly occupied by Mr. Paul P. Cullen; in the rear and to the east by the balance of said lot number Forty-One C belonging to Mr. William LeBlanc. With the house, garage and ice-house thereon erected. As the said property now subsists, with all its rights, members and appurtenances without exception and reserve of any king on the part of the defendant.

To be sold at the parochial church door, at Carleton, county and district of Bonaventure, on the THIRTIETH day of the month of JUNE, nineteen hundred and fifty-three, (1953) at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, F. J. LEGRESLEY,
New Carlisle, May 16th, 1953. 34871-21-2-o

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada Province of Quebec

Superior Court, { ALBERT BÉRUBÉ, garga-
No. 18485 { No. 18485 { No. 18485 { No. 18485 {
de Néri, palintiff, vs ISIDORE LEVESQUE, farmer, Fraserville Road, Rivière-du-Loup, defendant.

A farm situate in the municipality of Saint-Patrice of Rivière-du-Loup, known and designated under numbers one hundred and eight (108), eleven hundred and thirteen (1113), and eleven hundred and fourteen (1114) on the official cadastre for the parish of Saint-Patrice of Rivière-du-Loup, county of Temiscouata, together with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and other buildings which, in future, may be built thereon, but under reserve of the right-of-way affecting lot one hundred and eight (108) hereinabove in favor of the City of Rivière-du-Loup, according to registered deed in Temiscouata under No. 104, 181.

2. "The south-west half of a circuit of land situate in the said municipality of Saint-Patrice of Rivière-du-Loup, the entire said circuit, containing three arpents and three-quarters in front on the third range of the same parish, by about twenty-five arpents in depth, more or less, which circuit is a PART of the lot of land number one thousand seventy-eight (1078) of the same official cadastre of Saint-Patrice de la Rivière-du-Loup; which half is bounded on the northwest to the river called Rivière-du-Loup; on the southwest, to the land of the representatives of Magloire Deschênes; on the northeast, to the other half of the same circuit of land, with buildings thereon erected, but under reserve of the rights which Mr. Louis Lévesque may have on half of a barn built on the said circuit of land on the conditions expressed and agreed upon in the titles previously registered."

To be sold at the door of the parish church of St. François Xavier de Rivière-du-Loup, MONDAY, the EIGHTH (8) day of the month of JUNE, 1953, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, P. E. MARTIN,
Rivière-du-Loup, May 6, 1953. 34820-19-2
[First insertion, Saturday, May 9, 1953,

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { DOMINIQUE GAUDRY,
No. 66768. { M.D., residing at No.
253 Price Street West, Chicoutimi, a physician, practising in the latter place; vs MICHAEL G. BIRMINGHAM, of

de la cité de Québec, résidant actuellement au N° 455, 1ère Avenue, Québec, à savoir:

Un immeuble connu et désigné sous le numéro onze (11) du troisième (3e) rang, au plan et livre de renvoi pour la paroisse de Stoneham, comté de Québec, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Stoneham, comté de Québec, le TROISIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin (heure avancée).

Bureau du Shérif, Québec, le 27 mai 1953.
 [Première insertion: 30 mai 1953]
 [Deuxième insertion: 13 juin 1953]

Le Shérif,
 AIMÉ DION.
 34948-22-2-0

the city of Quebec, presently residing at No. 455, 1st Avenue, Quebec, to wit:

An immoveable known and designated under number eleven (11), range third (3rd), on the plan and book of reference of the parish of Stoneham, Quebec County, with buildings erected thereon, and appurtenances.

To be sold at the door of the parochial church of Stoneham, Quebec County, the THIRD day of JULY next, at TEN o'clock in the morning (Daylight saving time).

Sheriff's Office, Québec, May 27th, 1953.
 [First insertion: May 30, 1953]
 [Second insertion: June 13, 1953.]

AIMÉ DION,
 Sheriff.
 34948-22-2

Fieri Facias

Québec, à savoir: { GASTON BOILY, notaire, N° 68,188. } domicilié à St-Flavien, comté de Lotbinière, district de Québec: contre NOELLA VIR, domiciliée à Plainesville, Conn. U.S.A., BELLA VIR, domicilié à Hartford, Conn. U.S.A. et PAULINE VIR, domiciliée à Hartford, Conn. U.S.A. à savoir:

Une terre située en la paroisse de St-Janvier de Joly, connue et désignée comme étant les parties sud-est et au Nord-ouest du chemin de fer du lot primitif numéro trente-quatre (34), du rang trois (3), contenant respectivement quarante-sept arpents et trente sept arpents, de superficie, plus ou moins, mesure anglaise, correspondant aux lots numéros deux cent trente-deux et deux cent trente-trois de la subdivision du lot numéro trois cent quatre-vingt-huit (388-232 et 288-233) du cadastre officiel de la paroisse de St-Édouard, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Édouard de Lotbinière, comté de Lotbinière, le TROISIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin (heure avancée).

Bureau du Shérif, Québec, 27 mai 1953.
 [Première insertion: 30 mai 1953]
 [Deuxième insertion: 20 juin 1953.]

Le Shérif,
 AIMÉ DION.
 34947-22-2-0

Fieri Facias

Quebec, to wit: { GASTON BOILY, notary, No. 68,188. } residing at St. Flavien, County of Lotbinière, district of Quebec: vs NOELLA VIR, residing at Plainesville, Conn. U.S.A., BELLA VIR, residing in Hartford, Conn. U.S.A. and PAULINE VIR, residing in Hartford, Conn. U.S.A., to wit:

A farm situate in the parish of St-Janvier de Joly known and designated as the south-east and North-west parts of the railroad of the original lot number thirty-four (34), of Range three (3), including respectively forty-seven arpents and thirty-seven arpents in area, more or less, English measure, corresponding to lots numbered two hundred and thirty-two and two hundred and thirty-three of the subdivision of lot number three hundred and eighty-eight (388-232 and 288-233) of the official cadastre of the parish of St-Edouard, with building erected thereon, and appurtenances.

To be sold at the door of the parochial church of St-Edouard de Lotbinière, county of Lotbinière, the THIRD day of JULY next, at TEN o'clock in the morning (Daylight saving time).

Sheriff's Office, Québec, May 27, 1953.
 [First Insertion: May 30th, 1953.]
 [Second Insertion: June 20th, 1953.]

AIMÉ DION,
 Sheriff.
 34947-22-2

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
 District of Roberval

Cour de Magistrat d'Alma N° 9287 { JUSTIN DALLAIRE, commerçant d'Alma, demandeur, vs ROLAND TREMBLAY, de L'Ascension.

Avis est par les présentes donné que les terres et héritages sus-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieu respectifs, tel que mentionne plus bas, à savoir:

Un terrain emplacement, sis et situé en la paroisse de L'Ascension de Notre-Seigneur, mesurant cinquante pieds (50) de large de l'Est à l'Ouest, sur cent pieds (100) de profondeur du Sud au Nord, borné comme suit: au Nord, au terrain de Jos Boily; à l'Ouest au terrain de l'acquéreur; à l'Est au terrain de Georges-Emile Potvin; et au Sud à la rue; le tout faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-quatre (Ptie 24-), aux plan et livre de renvoi officiel pour le septième rang (7), Canton Delisles, le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'Église de la paroisse de L'Ascension de Notre-Seigneur, comté

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
 District of Roberval

Magistrate's Court of Alma, No. 9287 { JUSTIN DALLAIRE, merchant of Alma, plaintiff vs ROLAND TREMBLAY, of L'Ascension.

Notice is hereby given that the above lands and hereditaments have been seized and will be sold at the respective times and places as hereinunder mentioned, to wit:

A n emplacement lot, situate in the parish of L'Ascension de Notre-Seigneur, measuring fifty feet (50) in width from East to West, by one hundred feet (100) in depth from South to North, bounded as follows: on the North, by the land of Jos. Boily; on the West, by the land of the purchaser; on the East, by the land of Georges-Emile Potvin; and on the South, by the street; the whole forming part of the lot of land known and designated under number twenty-four (Pt. 24-), on the official plan and in the book of reference for the seventh range (7), Township Delisles, the whole with buildings thereon erected circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of L'Ascension de Notre-Seigneur, county of Lake

du Lac St-Jean, district de Roberval, Province de Québec, le NEUF (9) JUIN 1953, à ONZE (11) heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ANTOINE TREMBLAY.
Palais de Justice de Roberval,
District de Roberval, ce 5 mai 1953.
348-19-2-0

St-John, District of Roberval, Province of Quebec, the NINTH (9) day of JUNE, 1953, at ELEVEN (11) o'clock in the forenoon.

ANTOINE TREMBLAY,
Sheriff's Office,
Court House of Roberval,
District of Roberval, this 5th day of May, 1953.
34815-19-2

TERREBONNE

Canada, Province of Quebec
District of Terrebonne

Cour Supérieure, { A WILDAS CHAUSSÉ,
N° 22307 { domiciliée et résident en
la ville de Ste-Thérèse, dans

le comté de Terrebonne, demandeur, vs OSIAS JETTE, domicilié et résidant en la paroisse de Ste-Scholastique, comté des Deux-Montagnes, dans le district de Terrebonne, défendeur.

"a) Une terre située dans le Rang de la Côte des Saints, dans la paroisse de Ste-Monique, connue et désignée comme étant le lot numéro quatre-vingt-treize (No. 93) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Ste-Monique, avec les bâtisses dessus construites, moins cependant et à distraire la partie antérieurement cédée à Ernest Maisonneuve par acte d'échange passé devant Gustave Léonard, notaire, le quinze mai mil neuf cent vingt-huit et enregistré au comté des Deux-Montagnes sous N° 44144.

2° Un morceau de terrain contigu à la terre susdécrite, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro quatre-vingt-quatorze (P.94) des mêmes plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Ste-Monique, mesurant un quart d'arpent de largeur par deux arpents de profondeur, et borné en front, par le chemin de base de la côte St-Jean, vers le sud, par le N° 93 susdécrit; vers l'ouest, par le lot No. 95, et vers l'est, par le résidu dudit lot N° 94.

Moins cette partie du lot 93 du cadastre de Ste-Monique, mesurant un arpent et demi de largeur par environ onze arpents de profondeur, et borné comme suit, en front, vers le sud, par le chemin de la côte des Saints; en arrière, vers le nord, par le cour d'eau Desjardins, d'un côté vers l'est par la terre de J. P. Plouffe (lot 92) et de l'autre côté, vers l'ouest, par le résidu du lot 93;

Tel que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble."

Pour être vendu en Bloc, à la porte de l'église catholique de Ste-Monique le TRENTIÈME jour de JUIN à DEUX heures de l'après-midi.

b) "Les lots N° 11 et 244 au cadastre de la paroisse de Sainte-Scholastique."

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de Ste-Scholastique, le TRENTIÈME jour de JUIN 1953 à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT FOURNELLE.
St-Jérôme, ce 20 mai 1953. 34919-22-2-0

TERREBONNE

Canada, Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court { A WILDAS CHAUSSÉ,
No. 22307 { domiciled and residing in
the town of Ste-Thérèse, in the

county of Terrebonne, plaintiff, vs OSIAS JETTE, domiciled and residing in the parish of Ste-Scholastique, county of Two-Mountains, in the district of Terrebonne, defendant.

"a) A farm situate in Côte des Saints Range, in the Parish of Ste-Monique, known and designated as being lot number ninety-three (No. 93) of the official plan and book of reference of the said parish of Ste-Monique, with buildings erected thereon, minus however, and to be deducted, the part formerly transferred to Ernest Maisonneuve by deed of exchange, passed in the presence of Gustave Leonard, notary, the fifteenth day of May, the year one thousand nine hundred and twenty-eight, and registered under No. 44144, in the County of Two-Mountains.

2. A piece of land adjoining the farm described above, known and designated as part of lot number ninety-four (P. 94) of the same official plan and book of reference of the Parish of Ste-Monique, measuring one quarter arpent in width, and two arpents in depth, bounded in front by the basic road of "Côte St-Jean"; to the south, by No. 93 described above; to the west, by lot No. 95, and to the east, by the residue of said lot No. 94.

Minus that part of lots 93 of the cadastre of Ste-Monique, measuring one arpent and one half in width and about eleven arpents in depth, and bounded as follows, in front, to the south, by "Côte des Saints" road; in the rear, to the north, by the Desjardins stream, on one side to the east, by J. P. Plouffe's farm (Lot 92) and on the other side, to the west, by the residue of lot 93;

All of which in its present status, with the active and passive servitudes, apparent or unapparent thereto attached."

To be sold "en bloc" at the door of the Catholic Church of Ste-Monique, the THIRTIETH day of JUNE 1953, at TWO o'clock in the afternoon.

b) "Lots No. 11 and 244 of the cadastre of the parish of Sainte-Scholastique."

To be sold at the door of the Catholic Church of Ste-Scholastique, the THIRTIETH day of JUNE 1953, at THREE o'clock in the afternoon.

ALBERT FOURNELLE,
Sheriff's Office,
St-Jérôme, May 20, 1953. 34919-22-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 22

Index of the Quebec Official Gazette, No. 22

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

613-A — Industrie du verre, cités de Québec, Lévis, etc. 1807

ORDERS IN COUNCIL:

613-A — Glassmaking industry, cities of Quebec, Lévis, etc. 1807

613-B — Boîte de carton de Québec.....	1820	613-B — Paper box of Quebec.....	1820
614-A — Débardeurs, navigation océanique, dans le Port de Québec.....	1805	614-A — Longshoremen, ocean navigation, in the Harbour of Quebec.....	1805
614-B — Vérificateurs du Port de Québec, navigation océanique.....	1819	614-B — Checkers in the Harbour of Quebec, ocean navigation.....	1819
614-C — Employés d'épicerie, boucheries et restaurants-épicerie de Sherbrooke.....	1805	614-C — Grocery, butcher shop and restaurant-grocery employees of Sherbrooke.....	1805
620-A — Employés de garage, Ile de Montréal.....	1808	620-A — Garage employees, Island of Montreal.....	1808
620-B — Barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région des Trois-Rivières.....	1801	620-B — Barber and hairdressing in the district of Trois-Rivières.....	1801
620-C — Construction, comtés de Joliette, Berthier, etc.....	1800	620-C — Construction, counties of Joliette, Berthier, etc.....	1802
620-D — Commerce de détail, cité de Granby, etc.....	1818	620-D — Retail trade, city of Granby, etc.....	1818
620-E — Commerce de détail de Farnham.....	1818	620-E — Retail trade of Farnham.....	1818
621 — Établissements commerciaux dans les villes de Dolbeau et Mistassini.....	1822	621 — Commercial establishments in the towns of Dolbeau and Mistassini.....	1822
624 — Concernant la soustraction au jalonnement de certains terrains miniers le long du chemin de fer Québec North Shore and Labrador Railway.....	1800	624 — Concerning the withdrawal of staking of certain mining lands bordering the railroad line of the Québec North Shore and Labrador Railway.....	1800

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1775 NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1775

AVIS DIVERS:

MISCELLANEOUS NOTICES:

Centre Landry (Fondation).....	1827	Centre Landry (Foundation).....	1827
Compagnie de Valeurs en Placements Ltée (Directeurs).....	1830	Compagnie de Valeurs en Placements Ltée (Directors).....	1830
Coopérative de Loisirs de St. Tite des Caps (Fondation).....	1827	Coopérative de Loisirs de St. Tite des Caps (Foundation).....	1827
Daoust Lalonde Inc. (Directeurs).....	1829	Daoust Lalonde Inc. (Directors).....	1829
Emmanuel Baptist Church (Incorporation).....	1829	Emmanuel Baptist Church (Incorporation).....	1829
J. Lucien Allard Ltée (Directeurs).....	1830	J. Lucien Allard Ltée (Directors).....	1830
Lakeshore Construction Inc. (Directeurs).....	1830	Lakeshore Construction Inc. (Directors).....	1830
Lakeshore Equipment Limited (Directeurs).....	1829	Lakeshore Equipment Limited (Directors).....	1829
L'Union Catholique des Employés Navigateurs du St-Laurent (Existence terminée).....	1828	L'Union Catholique des Employés Navigateurs du St-Laurent (Existence terminated).....	1828
McLean Realty Company Limited (Dist. de l'actif).....	1828	McLean Realty Company Limited (Dist. of the assets).....	1828
Plexterre Mining Corporation Limited (Vente d'actions).....	1830	Plexterre Mining Corporation Limited (Sale of shares).....	1830
Société Mutuelle Notre-Dame de Portneuf St-Rosaire (Fondation).....	1828	Société Mutuelle Notre-Dame de Portneuf St-Rosaire (Foundation).....	1828
Syndicat d'Entr'aide Industrielle de Fasset (Fondation).....	1828	Syndicat d'Entr'aide Industrielle de Fasset (Foundation).....	1828
Syndicat des Travailleurs du Fibre de Québec (Existence terminée).....	1829	Syndicat des Travailleurs du Fibre de Québec (Existence terminated).....	1829
Variety Merchandise Distributors Ltd. (Directeurs).....	1830	Variety Merchandise Distributors Ltd. (Directors).....	1830
Ville-Émard Baptist Church (Incorporation).....	1829	Ville-Émard Baptist Church (Incorporation).....	1829

CHARTES — ABANDON DE:

CHARTERS — SURRENDER OF:

Demers Limitée.....	1831	Demers Limited.....	1831
La Compagnie de Construction Lafontaine Limitée.....	1831	La Compagnie de Construction Lafontaine Limitée.....	1831

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:

MINIMUM WAGE COMMISSION:

Ordonnance N° 3, révisée — Congés annuels payés.....	1831	Ordinance No. 3, revised — Annual vacation with pay.....	1831
--	------	--	------

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

DEPARTMENTAL NOTICES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

Annexion à la ville de Kénogami.....	1833	Annexation to the town of Kénogami.....	1833
--------------------------------------	------	---	------

AGRICULTURE:

Industrie laitière:

Ordonnance N° 33-51A — Donnacona 1833
Ordonnance N° 79-53 — Baie St-Paul 1834

AGRICULTURE:

Dairy Industry:

Order No. 33-51A — Donnacona..... 1833
Order No. 79-53 — Baie St-Paul..... 1834

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

Examen des aspirants à la charge d'inspecteur d'écoles..... 1836
Gaspé (Protestante)..... 1836
Inverness..... 1837
Limbour..... 1837
Northfield & Wright..... 1837
Rock-Forest..... 1837
Ste-Thérèse ouest..... 1835
St-Lambert (Catholique)..... 1835
Tewkesbury, N° 1..... 1838

EDUCATION:

School Municipality of:

Examination of candidates for positions as School Inspectors..... 1836
Gaspé (Protestant)..... 1836
Inverness..... 1837
Limbour..... 1837
Northfield & Wright..... 1837
Rock-Forest..... 1837
Ste-Thérèse, west..... 1835
St-Lambert (Catholic)..... 1835
Tewkesbury, No. 1..... 1838

TERRES ET FORÊTS:

Service du Cadastre:

Ste-Flore, paroisse de..... 1838

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:

Ste-Flore, parish of..... 1838

TRAVAIL:

Industrie ou métiers de:

Barbiers et coiffeur du comté de Stanstead (Prélèvement)..... 1838
Bijouterie et horlogerie du Québec (Règlements)..... 1849
Camionnage de Québec (Règlements)..... 1849
Commerce de détail de Chicoutimi (Prélèvement)..... 1847
Commerce de détail de la fourrure de Montréal (Prélèvement)..... 1841
Construction de Hull (Prélèvement)..... 1842
Construction des Trois-Rivières (Modification)..... 1848
Construction des Trois-Rivières (Prélèvement)..... 1844
Détaillants de gazoline de Chicoutimi (Prélèvement)..... 1840
Employés de taverne de Québec (Modification)..... 1849
Employés de l'Automobile, de Québec (Amendement)..... 1859
Tanneries et corroieries, province de Québec (Prélèvement)..... 1845
The Sheet Metal Workers International Association, Local 116 (Avis)..... 1853

LABOUR:

Industry or Trades of:

Barbers and hairdressers for county of Stanstead (Levy)..... 1838
Jewellery and horology of Quebec (By-Laws)..... 1849
Camionnage de Québec (By-Laws)..... 1849
Commerce de détail de Chicoutimi (Levy)..... 1847
Retail fur trade of Montreal (Levy)..... 1841
Construction of Hull (Levy)..... 1842
Construction of Trois-Rivières (Amendment)..... 1848
Construction of Trois-Rivières (Levy)..... 1844
Détaillants de gazoline de Chicoutimi (Levy)..... 1840
Tavern employees of Quebec (Amendment)..... 1849
Automobile Employees of Quebec (Amendment)..... 1859
Tanners and curriers, Province of Quebec (Levy)..... 1845
The Sheet Metal Workers International Association, Local 116 (Notice)..... 1853

VOIRIE:

Parties de chemins non entretenues..... 1860

ROADS:

Parts of roads no longer maintained... 1860

LETTRES PATENTES:

Abattoirs Desrochers Ltée..... 1776
Arga Corporation..... 1777
Association de Ski Nautique de Montréal — Montreal Water Ski Association..... 1777
Automotive General Supplies Co. Limited..... 1777
Baie Comeau Transport Inc..... 1778
Bisson et Bisson Compagnie Limitée..... 1778
C. & A. Anber & Sons Limited..... 1778
Caprice Hosiery Mills Ltd..... 1779
Castle & Son Ltd..... 1779
Club de Baseball de Valleyfield Incorporé — Valleyfield Baseball Club Incorporated..... 1779
Comité de Vie Paroissiale "St-Rodrigue"..... 1794
Corporate Holdings Limited..... 1780
Desgagné & Boileau Ltée..... 1790

LETTERS PATENT:

Abattoirs Desrochers Ltée..... 1776
Arga Corporation..... 1777
Association de Ski Nautique de Montréal — Montreal Water Ski Association..... 1777
Automotive General Supplies Co. Limited..... 1777
Baie Comeau Transport Inc..... 1778
Bisson et Bisson Compagnie Limitée..... 1778
C. & A. Anber & Sons Limited..... 1778
Caprice Hosiery Mills Ltd..... 1779
Castle & Son Ltd..... 1779
Club de Baseball de Valleyfield Incorporé — Valleyfield Baseball Club Incorporated..... 1779
Comité de Vie Paroissiale "St-Rodrigue"..... 1794
Corporate Holdings Limited..... 1780
Desgagné & Boileau Ltée..... 1790

Développement Immobilier Montréal-Nord Ltée.....	1781	Développement Immobilier Montréal-Nord Ltée.....	1781
Eastern Townships Vending Co., Inc.	1791	Eastern Townships Vending Co., Inc.	1791
Gama Motion Picture Productions Corporation.....	1781	Gama Motion Picture Productions Corporation.....	1781
G. A. Manzato Ltd.....	1782	G. A. Manzato Ltd.....	1782
Graphic Litho Plate Corp.....	1782	Graphic Litho Plate Corp.....	1782
Hervé Ouellette Limitée.....	1782	Hervé Ouellette Limitée.....	1782
Iberville Realty Limited.....	1783	Iberville Realty Limited.....	1783
Industrial Steel & Supply Co. Ltd.....	1783	Industrial Steel & Supply Co. Ltd.....	1783
Inter-Cité Construction Ltée — Inter-City Construction Ltd.....	1784	Inter-Cité Construction Ltée — Inter-City Construction Ltd.....	1784
Jane Apartments Ltd.....	1784	Jane Apartments Ltd.....	1784
J. P. A. Normand Inc.....	1784	J. P. A. Normand Inc.....	1784
La Compagnie d'Expansion Industrielle de Warwick Limitée.....	1785	La Compagnie d'Expansion Industrielle de Warwick Limitée.....	1785
La Ligue des Propriétaires de la Cité de Sorel Inc.....	1785	La Ligue des Propriétaires de la Cité de Sorel Inc.....	1785
La Société des Canaux d'Égouts des rues St-Pierre, St-Paul, Gervais et partie de la rue St-Joseph, de Ste-Martine.....	1785	La Société des Canaux d'Égouts des rues St-Pierre, St-Paul, Gervais et partie de la rue St-Joseph, de Ste-Martine.....	1785
La Société d'Habitation Jacques Buteux Ltée.....	1786	La Société d'Habitation Jacques Buteux Ltée.....	1786
L'Association de l'Union Nationale de Maisonneuve Incorporée.....	1786	L'Association de l'Union Nationale de Maisonneuve Incorporée.....	1786
Les Produits Alimentaires Every Day Inc.— Every Day Food Products Inc.	1787	Les Produits Alimentaires Every Day Inc.— Every Day Food Products Inc.	1787
Lowenthal Bros. Mfg. Co.....	1787	Lowenthal Bros. Mfg. Co.....	1787
Maple Silks & Woollens Co.....	1787	Maple Silks & Woollens Co.....	1787
Metal Sales Limited.....	1788	Metal Sales Limited.....	1788
Michael Palangio Ltd.....	1788	Michael Palangio Ltd.....	1788
Montreal Bowling Construction Ltd.....	1788	Montreal Bowling Construction Ltd.....	1788
Motel Mont-Valin, Ltée — Mount-Valin Motel Ltd.....	1789	Motel Mont-Valin, Ltée — Mount-Valin Motel Ltd.....	1789
Parkway Amusements Limited.....	1789	Parkway Amusements Limited.....	1789
Pine Land Lumber Sales Ltd.....	1789	Pine Land Lumber Sales Ltd.....	1789
Polar Electric Refrigeration Co. Ltd. (Correction).....	1790	Polar Electric Refrigeration Co. Ltd. (Correction).....	1790
Prêt d'Honneur Limoilou Incorporée.....	1790	Prêt d'Honneur Limoilou Incorporée.....	1790
Progress Development Limited.....	1790	Progress Development Limited.....	1790
Quebec Beryllium Limited.....	1791	Quebec Beryllium Limited.....	1791
Radio Alleghanys Inc.....	1791	Radio Alleghanys Inc.....	1791
Richmond Motor Sales Inc.....	1792	Richmond Motor Sales Inc.....	1792
Roger Laurin Ltd.....	1792	Roger Laurin Ltd.....	1792
Roméo Construction Ltée.....	1792	Roméo Construction Ltée.....	1792
Singer Plumbing & Heating Co.....	1793	Singer Plumbing & Heating Co.....	1793
Two-Island Company.....	1793	Two-Island Company.....	1793
Vox Pop Inc.....	1793	Vox Pop Inc.....	1793

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Alice Adrian Inc.....	1794
American Paper Box Co. Limited.....	1794
Arnora Sulphur Mining Corporation.....	1795
Atomik Sales Inc.....	1795
Concrete Placing & Excavation Limited Construction Rive-Sud Incorporée — South Shore Construction Incorporated.....	1795
D. & D. Holdings Inc.....	1796
Denault Limitée.....	1796
Diamond Taxicab Association Limited Driscoll Limited.....	1796
Dufresne & Laferrrière Limitée.....	1797
E. H. Palmer & Co. Ltd.....	1797
Fenton Needlecraft Machines Ltd.....	1797
La Chambre de Commerce des Jeunes de Nicolet Inc.....	1798
McFarlane Realty Co., Limited.....	1798
Montreal Packing Co. Ltd.—Salaision Montréal Ltée.....	1798
Palmers Limited.....	1798
Ross Bros. Inc.....	1799
Sanitizer Distributors (Quebec) Ltd.....	1799
Sherbrooke News Company Incorporated.....	1799
St. Lawrence Ceramics Ltd.....	1799

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Alice Adrian Inc.....	1794
American Paper Box Co. Limited.....	1794
Arnora Sulphur Mining Corporation.....	1795
Atomik Sales Inc.....	1795
Concrete Placing & Excavation Limited Construction Rive-Sud Incorporée — South Shore Construction Incorporated.....	1795
D. & D. Holdings Inc.....	1796
Denault Limitée.....	1796
Diamond Taxicab Association Limited Driscoll Limited.....	1796
Dufresne & Laferrrière Limitée.....	1797
E. H. Palmer & Co. Ltd.....	1797
Fenton Needlecraft Machines Ltd.....	1797
La Chambre de Commerce des Jeunes de Nicolet Inc.....	1798
McFarlane Realty Co., Limited.....	1798
Montreal Packing Co. Ltd.—Salaision Montréal Ltée.....	1798
Palmers Limited.....	1798
Ross Bros. Inc.....	1799
Sanitizer Distributors (Quebec) Ltd.....	1799
Sherbrooke News Company Incorporated.....	1799
St. Lawrence Ceramics Ltd.....	1799

NOMINATION:		APPOINTMENT:	
Président d'élection	1860	Returning-Officer	1860
SIÈGES SOCIAUX:		HEAD OFFICES:	
Boivin & Levasseur Inc.	1861	Boivin & Levasseur Inc.	1861
Sarrazin Motors Inc.	1861	Sarrazin Motors Inc.	1861
SOUSSIONS:		TENDERS:	
Courville, ville de	1863	Courville, town of	1863
Princeville, village de	1864	Princeville, village of	1864
Rivière-Ouelle, commissaires d'écoles de (Correction)	1861	Rivière-Ouelle, School Commissioners of (Correction)	1861
St-Félicien, ville de	1865	St-Félicien, town of	1865
St-Jacques, commissaires d'écoles du village de	1862	St-Jacques, School Commissioners of the village of	1862
VENTE, LOI DE FAILLITE:		SALE, BANKRUPTCY ACT:	
Méthé, Odéna <i>et al.</i>	1866	Méthé, Odéna <i>et al.</i>	1866
VENTES PAR LICITATION:		SALES BY LICITATION:	
Forand <i>et al</i> vs Lussier <i>et al.</i>	1868	Forand <i>et al</i> vs Lussier <i>et al.</i>	1868
Labadie <i>et al</i> vs Bélanger <i>et al.</i>	1868	Labadie <i>et al</i> vs Bélanger <i>et al.</i>	1868
VENTES POUR TAXES:		SALES FOR TAXES:	
Les Escoumains, munic. de	1870	Les Escoumains, munic. of	1870
Noranda, cité de	1870	Noranda, city of	1870
Taché, commission scolaire du canton de	1869	Taché, School Commission of the town- ship of	1869
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
BEAUCE:		BEAUCE:	
Trachy vs Marcoux <i>et al.</i>	1871	Trachy vs Marcoux <i>et al.</i>	1871
BONAVENTURE:		BONAVENTURE:	
Laferté vs Cullen	1872	Laferté vs Cullen	1872
KAMOURASKA:		KAMOURASKA:	
Bérubé vs Levesque	1873	Bérubé vs Levesque	1873
QUÉBEC:		QUÉBEC:	
Boily vs Vir <i>et al.</i>	1874	Boily vs Vir <i>et al.</i>	1874
Gaudry vs Birmingham	1873	Gaudry vs Birmingham	1873
ROBERVAL:		ROBERVAL:	
Dallaire vs Tremblay	1874	Dallaire vs Tremblay	1874
TERREBONNE:		TERREBONNE:	
Chaussé vs Jetté.	1875	Chaussé vs Jetté.	1875

34903-o

34903-o

[Faint, illegible text, possibly bleed-through from the reverse side of the page]